



MERCREDI 8 DÉCEMBRE 2021

EFFONDREMENT DE NOTRE CIVILISATION INDUSTRIELLE : Les gens croient que « tout va bien »... tant qu'ils ont encore leurs emplois.

- ▶ La fin de la croissance : Dix ans après (Richard Heinberg) p.2
- ▶ Propagande : le destin de l'empire occidental (Ugo Bardi) p.6
- ▶ Les impasses de l'énergie : mensonges verts, changement climatique et transitions chaotiques p.8
- ▶ La migration climatique mondiale arrive aux États-Unis (Tom Lewis) p.15
- ▶ La technologie qui "donne du pouvoir à l'individu" peut nous menacer tous (Kurt Cobb) p.17
- ▶ Les récits s'effondrent (James Howard Kunstler) p.19
- ▶ L'échec du nucléaire (Yves Cochet) p.20
- ▶ Les mandats de vaccination résultent de l'abus de la vraie science p.23
- ▶ La meilleure stratégie de transition énergétique pour les majors du pétrole reste un mystère p.25
- ▶ Vacciner les enfants, une décision gravissime. 60.000 scientifiques demandent l'arrêt de la vaccination de masse p.28
- ▶ Ce qu'il en coûte de forcer un consentement (Guy de la Fortelle) p.32
- ▶ Voiture ou climat, on est obligé de choisir (Biosphere) p.
- ▶ TOUT PASSE... (Patrick Reymond) p.42
- ▶ Elon Musk : " La civilisation va s'écrouler " (Michael Snyder) p.44

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ Les effrayantes prédictions 2022 de la Saxo Bank ! Episode 1 saison 3 (Charles Sannat) p.47
- ▶ La fin d'une ère (Bruno Bertez) p.56
- ▶ Au carrefour des intérêts français, chinois et australiens (Philippe Béchade) p.58
- ▶ Ayez très peur d'Omicron ! (Jeffrey Tucker) p.61
- ▶ "C'est une telle ordure que vous imprimez les gars" (Brian Maher) p.63
- ▶ Un État-nation peut-il survivre à l'ère de l'inégalité et de la pénurie ? (Charles Hugh Smith) p.65
- ▶ Quand la folie budgétaire rejoint la folie monétaire (Bruno Bertez) p.67
- ▶ Pouvez-vous confier votre argent à Xi Jinping ? p.69
- ▶ L'hiver cauchemardesque est sur le point de s'aggraver (Bill Bonner) p.73
- ▶ L'histoire finale de l'hiver cauchemardesque de l'Amérique (Bill Bonner) p.76

👉 RETOUR 👈

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. Au 7 novembre 2021, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont **8284 décès**, **9 726 événements mettant la vie en danger**, **9 580 invalidités permanentes**, **363 anomalies congénitales ou malformations congénitales**, **38 818 hospitalisations**, **79 615 visites aux urgences** et **121 100 consultations chez le médecin**, attribués aux vaccins covids. Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*



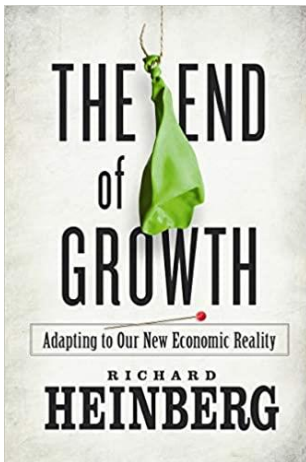
La fin de la croissance : Dix ans après

Par Richard Heinberg, initialement publié par Resilience.org 21 novembre 2021



Il y a cinquante ans, les auteurs de l'ouvrage révolutionnaire *The Limits to Growth* ont montré que, selon une série de scénarios générés par ordinateur, la croissance économique mondiale prendrait fin au cours du 21^e siècle. À l'aide de mathématiques et d'une logique simples, ils ont souligné que la croissance de tout intrant ou produit matériel ne peut se poursuivre indéfiniment dans un système fini. La Terre étant un système fini, l'effort de croissance perpétuelle des économies humaines (qui, par leur nature même, extraient des ressources et produisent des déchets) est voué à l'échec, ce qui entraînera un déclin significatif des ressources, de la production industrielle, de la production alimentaire et de la population. Malgré le fait que le livre soit un best-seller et que ses conclusions soient bien étayées, les dirigeants politiques et commerciaux du monde entier l'ont ignoré et ont persévéré dans leurs efforts pour développer l'extraction des ressources, l'agriculture et l'industrie.

Vers 2010, il m'est apparu que les signes de ralentissement et d'inversion de la croissance s'accumulaient au point qu'un nouveau livre sur le sujet pourrait être opportun et utile. *The End of Growth* a été publié en 2011, et a attiré de bonnes ventes mais peu de critiques.



Aujourd'hui, les indications d'une stagnation et d'un repli économiques imminents sont sans doute encore plus fortes. En cette année du bicentenaire, de nombreux articles traiteront de l'étude *Limits to Growth* de 1972 ; j'ai pensé qu'il serait également utile de revenir sur mon livre et de réfléchir à l'utilité de son message aujourd'hui.

Dans ce livre, je faisais valoir que **la croissance économique moderne est largement attribuable aux combustibles fossiles**. L'énergie est essentielle à toute activité, et la disponibilité de vastes quantités d'énergie provenant de dizaines de millions d'années de lumière solaire ancienne, captée et transformée par des processus naturels en combustibles portables et stockables, a permis d'accélérer et de développer presque toutes les entreprises humaines. Avant la généralisation de l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz naturel, les sociétés agraires connaissaient des périodes cycliques d'essor et de déclin. Mais l'ampleur de l'expansion depuis l'aube de la révolution industrielle alimentée par les combustibles fossiles, qui a débuté approximativement au début du 19^e siècle, est sans précédent. La consommation d'énergie par habitant a augmenté de 800 %, tout comme la population. Parallèlement, les contours de la société ont été transformés : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la plupart des gens vivent désormais dans des villes. Nous nous sommes habitués à l'utilisation constante de machines motorisées au travail et à la maison. La croissance est devenue routinière, étudiée, mesurée et institutionnalisée. Les économistes la considèrent désormais comme normale, bénéfique et même essentielle.

Cependant, la croissance des sociétés industrielles modernes gourmandes en carburant engendre deux tendances qui risquent de limiter la poursuite de l'expansion : l'épuisement des ressources (notamment des combustibles fossiles) et la pollution (notamment le changement climatique dû aux émissions de carbone). Il était clair en 2011 que l'épuisement et la pollution imposaient des coûts à la société, et que ces coûts augmentaient de manière exponentielle.

Un troisième facteur limitatif abordé dans mon livre était **la prolifération de la dette non remboursable**. Pendant l'expansion industrielle, la dette semblait jouer un rôle avantageux en permettant aux entreprises, aux gouvernements et aux ménages de consommer maintenant et de payer plus tard. La dette et le crédit ont contribué à créer des emplois tout en augmentant les bénéfices des entreprises, les retours sur investissement et les recettes fiscales des gouvernements. Cependant, de la même manière que la dette a rendue la pente ascendante de la croissance économique mondiale plus raide qu'elle ne l'aurait été autrement, l'existence d'énormes masses de dettes qui, à un moment donné, seront soudainement considérées comme non remboursables, pourrait faire de la fin de la croissance **une falaise** plutôt qu'une pente douce.

Il existe certainement d'autres limites possibles à la croissance - notamment l'accroissement des inégalités économiques, les pandémies et les guerres - mais les trois tendances sur lesquelles je me suis concentré dans le livre me semblaient, à l'époque, les plus susceptibles de faire pencher la balance vers le déclin ou l'effondrement de la société.

En 2011, le monde était encore sous le choc de la grande récession de 2008. Les banques centrales et les gouvernements accumulaient les dettes à des taux sans précédent et maintenaient les taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas afin d'encourager les emprunts et les investissements et d'éviter ainsi un effondrement des systèmes industriels et financiers mondiaux. À court terme, l'industrie automobile a été renflouée. Dans les années qui ont suivi, les politiques d'argent facile ont permis de capitaliser le boom de la fracturation aux États-Unis, qui était alors à peine amorcé. Grâce à ce dernier, des sociétés de forage relativement petites ont produit d'énormes quantités de pétrole et de gaz au cours de la dernière décennie, apaisant les craintes du "pic pétrolier".

De toute évidence, la croissance ne s'est pas arrêtée en 2011. Le PIB de la Chine s'élevait à environ 6 000 milliards de dollars américains en 2010 ; aujourd'hui, il est deux fois plus élevé, à 17 000 milliards de dollars. Il y a dix ans, le PIB américain s'élevait à 15 000 milliards \$; aujourd'hui, il est passé à près de 23 000 milliards \$. Au cours de la même période, le PIB mondial est passé d'environ 66 000 milliards de dollars à 85 000 milliards de dollars. En 2010, la consommation annuelle d'énergie dans le monde s'élevait à environ 550 quadrillions de BTU ("quads") ; en 2019 (avant la pandémie - nous y reviendrons plus loin), ce chiffre était passé à environ 625 quads.

Alors, la navigation est-elle plus facile à l'avenir ? Examinons certaines tendances actuelles importantes qui pourraient rendre la poursuite de l'expansion économique probable ou improbable, facile ou difficile.

L'approvisionnement en combustibles fossiles : Au cours de la dernière décennie, 90 % de la croissance mondiale de l'offre de pétrole provenait du pétrole de réservoirs étanches des États-Unis, dont l'extraction nécessite tellement de forages que la plupart des entreprises spécialisées dans cette ressource se sont fortement endettées, et beaucoup perdent de l'argent sur chaque baril produit. Le gaz naturel, aujourd'hui considéré comme un "combustible de transition" vers un futur hypothétique d'énergie entièrement renouvelable, a augmenté à la fois en termes de niveaux de production et de part de l'énergie totale ; mais une proportion croissante du gaz (en particulier aux États-Unis) a été produite à partir de réservoirs de schiste à forte intensité de forage. L'utilisation du charbon a diminué aux États-Unis, mais a connu une augmentation massive en Chine et en Inde ; en effet, une grande partie de la croissance du PIB mondial au cours de la dernière décennie peut être attribuée à l'augmentation de la consommation de charbon en Chine. La Chine a brûlé une telle quantité de ce combustible que le pic inévitable de la production mondiale de charbon a probablement été accéléré de quelques années. Cet hiver, les prix élevés du charbon, du pétrole et du gaz naturel suggèrent que le monde commence peut-être à se heurter aux limites de l'offre. En général, les prix sont trop élevés pour être abordables pour les consommateurs, mais trop bas pour être rentables pour les producteurs, en raison de l'épuisement des combustibles produits à bas prix. Il faut s'attendre à une plus grande volatilité des prix de l'énergie.

Épuisement des autres ressources : La rareté d'une ressource particulière n'a pas encore étouffé l'expansion économique mondiale, même si **le phosphore agricole** suscite de plus en plus d'inquiétudes. Cependant, une série de problèmes d'épuisement mérite d'être soulignée. Le développement proposé des technologies d'énergie

solaire et éolienne pour remplacer les combustibles fossiles suscite des inquiétudes quant à l'approvisionnement en ressources nécessaires à la fabrication des panneaux, des turbines et des batteries. Les prix du lithium et du cuivre atteignent actuellement des sommets. Alors que certaines études estiment que les ressources du sol sont suffisantes pour permettre la construction à grande échelle de la première génération d'infrastructures d'énergie renouvelable, une grande partie de ces infrastructures devra être remplacée environ tous les 25 ans par la suite. Le recyclage permettrait d'éviter les problèmes d'approvisionnement en ressources, mais ne résoudrait pas entièrement le problème. Il faut s'attendre à une grave pénurie de **cuivre**, de **sable siliceux** de haute qualité, de **lithium** et d'une série d'autres minerais et minéraux dans le courant du siècle.

Le changement climatique : Au cours de la dernière décennie, les préoccupations des scientifiques, des décideurs et du grand public concernant le réchauffement de la planète ont explosé. Neuf des dix années les plus chaudes jamais enregistrées ont eu lieu entre 2010 et 2020. Les coûts des phénomènes météorologiques violents, des sécheresses, des incendies de forêt et de l'élévation du niveau des mers ont grimpé en flèche pour atteindre un niveau annuel de plus de 200 milliards de dollars à partir de 2020. Les estimations des coûts futurs ont fortement augmenté. Cependant, les dirigeants politiques semblent incapables de s'attaquer à la crise de manière efficace, car il faudrait pour cela freiner délibérément la croissance économique - et pratiquement aucun de nos dirigeants n'est prêt à envisager cette perspective. **Selon un récent sondage réalisé auprès de jeunes dans 10 pays, plus de la moitié d'entre eux pensent que, en grande partie à cause du changement climatique, l'humanité est condamnée.**

Autre pollution : Alors que la plupart des nouvelles concernant la pollution au cours de la dernière décennie se sont concentrées sur la grande plaque d'ordures de l'océan Pacifique et sur les particules de plastique de plus en plus envahissantes, une tendance encore plus effrayante est liée à la propagation dans l'environnement de **produits chimiques imitant les hormones**. En raison de ces substances, le nombre de spermatozoïdes masculins est en train de chuter à un rythme tel qu'il pourrait atteindre zéro, en moyenne, avant 2050. Cet effet est observé à la fois chez les humains et les animaux. Ses implications sont réellement et profondément choquantes. Cette tendance n'était tout simplement pas sur mon radar en 2011.

Statut de la nature sauvage : Des évaluations récentes montrent que l'abondance de la faune sauvage a diminué d'environ 70 % au cours des 50 dernières années. Cette tendance se vérifie pour toutes les grandes classes d'animaux, notamment les mammifères, les oiseaux, les reptiles, les amphibiens, les poissons, les insectes et autres invertébrés. Si rien n'est fait rapidement, l'humanité présidera à une catastrophe biologique qui aura des répercussions sur l'ensemble de la vie, et ce pour des millions d'années à venir. L'impact sur la croissance économique ? **Vous ne pouvez pas maintenir une économie saine sur une planète morte.**

Pandémie : La possibilité d'une pandémie mondiale n'est pas mentionnée dans La fin de la croissance. Cependant, comme nous le savons tous, COVID-19 a eu un énorme impact à court terme sur l'économie mondiale et sur la vie de milliards de personnes. Ses implications à long terme font l'objet de nombreuses spéculations. Une série d'impacts est liée à un réaménagement des perspectives nationales : les pays bénéficiant de niveaux élevés de cohésion sociale ont traversé la pandémie relativement indemne et sont, dans de nombreux cas, sur une voie plus stable économiquement et politiquement ; tandis que ceux (comme les États-Unis) dont les niveaux de confiance sociale étaient déjà érodés ont vu la cohésion se détériorer encore davantage. **Ainsi, le COVID-19 a probablement accéléré le processus de déclin de l'Amérique en tant que superpuissance économique et géopolitique du monde, qui était déjà en cours.**

Inégalités : Au cours de la dernière décennie, des millions de personnes sont sorties de **la pauvreté (définie par le niveau de vie assez arbitraire de 1,90 dollar ou moins par jour)**, mais la disparité entre les plus riches et les plus pauvres s'est aggravée, quelques personnes seulement contrôlant aujourd'hui autant de richesses que la moitié la plus pauvre de l'humanité. Selon les Nations unies, l'inégalité des revenus s'est fortement accrue dans la plupart des pays (notamment en Chine et aux États-Unis), 71 % de la population mondiale vivant dans des pays où le fossé entre riches et pauvres se creuse. Au cours de la dernière décennie, la recherche sociale a également confirmé, de manière beaucoup plus détaillée, comment l'inégalité croissante contribue à l'instabilité

ou à l'effondrement des sociétés et à la montée de l'autoritarisme. Comme par enchantement, ces dernières années ont également vu **un déclin général de la qualité de la démocratie dans de nombreux pays**, et une augmentation du nombre de régimes autoritaires dans le monde.

Dette : aujourd'hui, les niveaux d'endettement mondial sont plus élevés qu'ils ne l'étaient juste avant le crash financier de 2008. Notre environnement financier actuel a été appelé la **"bulle de tout"**. Le ratio dette/PIB mondial a augmenté pour atteindre environ 360 %, un niveau que les économistes ont qualifié par le passé d'"intenable", la dette augmentant particulièrement au Japon, aux États-Unis et en Chine. Les pays ont utilisé la dette pour maintenir un approvisionnement suffisant en combustibles fossiles et pour empêcher l'effondrement de leurs systèmes financiers. Mais la productivité de la nouvelle dette (c'est-à-dire l'augmentation du PIB résultant de chaque nouveau dollar de dette) est en baisse, ce qui suggère que **l'effort pour maintenir la croissance économique par des moyens purement financiers est soumis à la loi des rendements décroissants.**

En bref, les dirigeants du gouvernement, de la finance et de l'industrie semblent avoir emprunté pour obtenir une nouvelle décennie de croissance économique, qui a été gaspillée en grande partie pour réaliser des bénéfices, au lieu d'être consacrée à la préparation des défis sociétaux qu'entraînera **la fin inévitable et rapide de la croissance**. Il est désormais largement admis que les renflouements et l'endettement effréné de la dernière décennie ont essentiellement profité aux milliardaires, alors que, en termes de richesse et de revenus, presque tout le monde faisait du sur-place ou coulait. Plus récemment, un joker (la pandémie) a plongé l'économie mondiale dans un nouveau désarroi, dont les milliardaires ont à nouveau profité de manière disproportionnée.

Avons-nous déjà atteint le point d'inflexion de la croissance ? Je préfère ne pas me prononcer de manière définitive. Il est étonnant de voir à quelle vitesse ceux qui profitent le plus de la croissance peuvent adopter des politiques et prendre des mesures draconiennes pour maintenir le système en place. Mais il est juste de dire qu'à mesure que la société s'approche de la crête de la courbe, nous connaissons des turbulences croissantes. Le moment exact du pic de la production pétrolière mondiale, de la croissance économique ou de la population ne pourra être déterminé qu'avec le recul. L'important est de comprendre notre trajectoire globale.

Mon livre de 2011 expliquait de manière concise comment la société est devenue accro à la croissance et pourquoi l'expansion s'avérera temporaire. Il contenait des sections sur l'histoire économique, y compris un bref aperçu de la façon dont la discipline de l'économie a évolué pour perpétuer les principales erreurs théoriques. Tous ces éléments sont encore utiles, même si quelques autres sections, notamment celles consacrées à la crise de 2008 et à ses conséquences immédiates, semblent un peu dépassées.

Certaines des parties les plus utiles du livre traitent de ce que nous pouvons faire pour nous préparer à la fin de la croissance. Les conseils aux particuliers consistent notamment à apprendre à vivre avec moins tout en s'attachant à renforcer la résilience des communautés. Pour les décideurs politiques, les suggestions comprenaient l'adoption de nouveaux indicateurs économiques qui suivent la qualité de vie et l'intégrité environnementale plutôt que le PIB.

Ces suggestions et d'autres semblables sont maintenant plus largement discutées. Un mouvement de "décroissance" a vu le jour, principalement en Europe. L'"~~économie du beignet~~" de Kate Raworth a été présentée sur la National Public Radio. D'autres idées économiques hétérodoxes qui pourraient être utiles pour s'adapter à la fin de la croissance, notamment les banques publiques, la théorie monétaire moderne (MMT) et le revenu de base universel (UBI), sont débattues dans les universités et parfois au Congrès. Ilhan Omar et d'autres ont récemment proposé le **Genuine Progress Indicator Act of 2021** (que le Wall Street Journal a immédiatement rejeté). Toutes ces idées sont encore en marge du discours économique dominant.

Si la fin de la croissance était en vue il y a dix ans, elle nous regarde en face aujourd'hui. Les personnes qui jouissent du plus grand pouvoir social ont montré leur incapacité ou leur refus de rendre la pente descendante post-croissance plus viable, malgré un demi-siècle d'avertissements. Cela ne devrait pas surprendre : comme je l'ai indiqué dans mon récent livre *Power : Limits and Prospects for Human Survival*, les élites ont tendance à

profiter du statu quo, et le fait d'avoir beaucoup de pouvoir social tend à réduire l'empathie et la perception du risque. Par conséquent, il appartiendra principalement au reste d'entre nous de se préparer au grand changement et de se frayer un chemin vers la sécurité. La fin de la croissance s'accompagnera sans aucun doute de chocs et d'ecchymoses, mais une fin implique toujours le début de quelque chose d'autre. En commençant à construire une économie qui donne la priorité à la durabilité et à la justice, il y aura d'innombrables occasions de contribuer, de partager et de reconfigurer la façon dont nous vivons au quotidien - et certaines de ces occasions pourraient s'avérer profondément satisfaisantes par rapport à la course folle de la croissance continue.



Propagande : le destin de l'empire occidental

Ugo Bardi Lundi 6 décembre 2021



Cette peinture de Konstantin Vasiliev (1942-1976) célèbre la grande guerre patriotique de 1941-1945 (Великая Отечественная война). C'est un bon exemple de la propagande soviétique à son meilleur. Mais, en moyenne, la propagande en Union soviétique était primitive et fortement basée sur la censure, se révélant finalement incapable de maintenir l'Union dans un moment de crise. À l'Ouest, la propagande était beaucoup plus sophistiquée et, pendant un certain temps, elle a réussi à convaincre les citoyens occidentaux que leurs gouvernements leur disaient la vérité. Cette phase est désormais terminée et le système de propagande occidental est revenu à un système de censure entièrement "soviétique". Avec cette évolution, l'empire occidental pourrait bien avoir scellé sa perte : aucun gouvernement ne peut survivre longtemps si le peuple qu'il dirige ne croit pas en lui.

"Le plus beau tour du diable est de vous persuader qu'il n'existe pas". Charles Baudelaire

Je me souviens très bien que, lorsque j'étais enfant, mon père m'a vu lire un petit livre illustré d'images représentant des drapeaux rouges, des faucilles et des marteaux. Inquiet, il me l'a pris des mains, l'a regardé et me l'a rendu. "Ce n'est pas grave", a-t-il dit. "C'est notre propagande."

Ce que j'avais entre les mains était un pamphlet anticomuniste des années 1960, publié par le parti chrétien-démocrate. Je m'en souviens bien, il était rempli d'images de méchants communistes soviétiques massacrant leurs propres dissidents, ce qui faisait partie de la propagande anticomuniste générale de l'Italie de l'après-guerre.

À cette époque, il était encore possible d'affirmer ouvertement que quelque chose était de la propagande. Et il était normal, dans un monde bipolaire, d'être censé croire à la propagande émise par son propre camp politique tout en méprisant la propagande symétrique émise par l'autre camp.



Les choses ont changé au fil des ans. Alors que l'Union soviétique s'enfonçait dans une crise à laquelle elle ne survivrait pas, son système de propagande a révélé ses limites. **C'est le problème fondamental de la censure : si vous devez supprimer les opinions contraires, cela signifie que vous avez quelque chose à cacher.** Le public soviétique l'a très bien compris et a conservé une bonne dose de scepticisme à l'égard de tout ce que leur gouvernement leur disait. Il le fait toujours.

En Occident, au contraire, le système de propagande a évolué vers un instrument de plus en plus sophistiqué qui a même réussi à s'élever au rang de système de "non-propagande" en abandonnant la censure. De cette façon, il a réussi à convaincre la plupart des gens que la propagande n'existait pas en Occident (le plus beau tour du diable, selon Baudelaire).

Par conséquent, **les Occidentaux ont commencé à croire que leur "presse-libre" leur fournissait des informations objectives et dignes de confiance,** contrairement à la presse contrôlée par l'État de ces méchants Soviétiques. Ce fut un véritable triomphe : **aujourd'hui encore, la confiance naïve des citoyens occidentaux dans les médias déconcerte les personnes qui vivaient de l'autre côté du rideau de fer.**

Mais les choses changent, comme toujours. L'apparent triomphe de l'Occident s'est avéré creux. Aujourd'hui, l'Occident est confronté aux mêmes problèmes que l'Union soviétique au moment de sa disparition : comment maintenir la cohésion d'un grand groupe d'États et de populations qui ne trouvent plus d'intérêt à faire partie d'un empire ?

L'une des conséquences est le retour de méthodes de propagande plutôt primitives pour soutenir le contrôle militaire de la sphère d'influence occidentale. Au cours des dernières décennies, l'Occident a commencé à utiliser une série de campagnes de propagande "choc et effroi" destinées à diaboliser les gouvernements étrangers et à ouvrir la voie à leur élimination militaire. Saddam Hussein a été la première victime, d'autres ont suivi. Le mécanisme est toujours en vigueur, même s'il semble avoir perdu de son efficacité ces derniers temps.

Au cours des deux dernières années, le système de propagande occidental a connu une nouvelle évolution. Il a commencé à appliquer un système de censure omniprésent de type soviétique sur le Web, associé à un contrôle gouvernemental complet des médias. La propagande est devenue véritablement brutale, prenant actuellement pour cible de diabolisation les soi-disant "anti-vaxxers".

Pourquoi cette évolution ? **Tout ce qui arrive, arrive pour une raison. Et il est clair que l'Occident réagit à une crise économique, environnementale et de ressources majeure.** Comme cela arrive à toutes les sociétés en crise, il réagit en essayant de resserrer les liens qui maintiennent la cohésion du système. Mais ces "solutions" pourraient bien aggraver le problème.

C'est une histoire bien connue, relevée peut-être pour la première fois par **le fondateur de la dynamique des systèmes, Jay Forrester.** Lorsque les gens se retrouvent en difficulté, ils sont normalement capables d'identifier les éléments qui causent les problèmes : les "points de levier" du système. Et presque toujours, ils ont tendance à agir sur ces points de telle sorte que le problème s'aggrave.

Dans ce cas, l'évolution du système de propagande occidental en un appareil de style soviétique basé sur la censure peut être temporairement efficace, mais, à long terme, elle est destinée à avoir des effets désastreux. L'élimination de la dissidence semble être une bonne idée pour les élites au pouvoir, mais elle a une conséquence mortelle : elle "fige" la société dans une structure rigide. Rigide signifie fragile, comme le savent très bien ceux qui travaillent dans la science des matériaux. Dans ce cas, il devient impossible pour la société de s'adapter aux nouveaux problèmes, sauf à s'effondrer : c'est l'"effet Sénèque".

La plupart des Occidentaux ont été surpris par ce changement rapide dans la gestion d'un système de communication qui, il y a quelques années encore, glorifiait la "liberté d'expression". Ils semblent refuser de

croire à ce qui se passe, même s'ils le voient se produire sous leurs yeux. Ils doivent encore développer les anticorps mémétiques contre la propagande que les citoyens soviétiques avaient développés il y a longtemps. Mais, comme **ils sont nourris de mensonges de plus en plus flagrants**, ils finiront par développer un certain degré d'immunité.

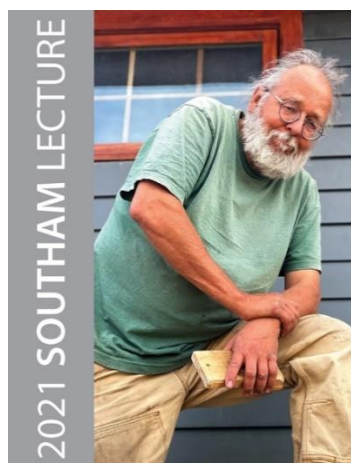
Et c'est là le problème fondamental : **aucun gouvernement ne peut exister longtemps si le peuple qu'il dirige ne croit pas en lui**. C'était la fin de l'empire soviétique et il se pourrait bien que l'empire occidental ait scellé sa propre fin en détruisant son système de presse libre dont il était justement fier. **Sans méthode interne pour évaluer de manière critique les décisions du gouvernement, d'énormes erreurs - même mortelles - sont inévitables.**

Il est difficile de dire quelle forme prendra le déclin de l'Empire occidental et à quelle vitesse il se produira. Nous pouvons simplement nous souvenir de la déclaration de Sénèque selon laquelle **"les augmentations sont de croissance lente, mais la voie de la ruine est rapide"**.



Les impasses de l'énergie : mensonges verts, changement climatique et transitions chaotiques

Par Andrew Nikiforuk : Publié par Unmasking-Denial 6 décembre 2021



Andrew Nikiforuk:

"Energy Dead Ends: Green Lies, Climate Change & Chaotic Transitions"

Journalist & author Andrew Nikiforuk has written about the use & abuse of natural resources & wild landscapes in Canada for more than 30 years. He is a Tyee contributing editor.

2:00 - 3:15pm Wed, Nov 17
ECS 124 + livestream • Free
events.uvic.ca



L'auteur et journaliste canadien Andrew Nikiforuk a abordé **notre réalité de dépassement** le 17 novembre 2021 à l'Université de Victoria.

Il s'agit d'une conférence brillante à regarder absolument, qui aborde toutes les questions importantes, sauf malheureusement la théorie MORT d'Ajit Varki et notre tendance génétique à nier les réalités désagréables. Nikiforuk reconnaît que le déni est une force importante dans notre situation difficile.

Il est rafraîchissant de trouver un journaliste qui comprend ce qui se passe et qui parle sans détour de ce que nous devons faire.

Nikiforuk a introduit une nouvelle idée (pour moi), **l'"imperium technologique"** :

...notre plus grand problème est une technosphère qui s'auto-accroît et s'étend sans cesse, qui n'a qu'une seule règle : croître à tout prix et construire des artefacts technologiques qui dominent efficacement les affaires humaines et la biosphère. L'imperium technologique consomme de l'énergie et

des matériaux afin de remplacer tous les systèmes naturels par des systèmes artificiels dépendant d'intrants énergétiques élevés et d'**une complexité ingérable**.

Nikiforuk semble sous-entendre que la technologie est le problème central et qu'elle conduit le bus. Peut-être. Je pense qu'il est plus probable que la technologie avancée émerge comme une conséquence d'une intelligence unique (expliquée par MORT) couplée à une énergie fossile enfouie fortuite, poussée par un désir de croissance économique infinie qui découle de comportements évolués exprimant le principe de puissance maximale (PPM), le tout rendu possible par **notre tendance génétique à nier les réalités désagréables, ce qui nous pousse à ignorer les coûts de la croissance et de la technologie**. Indépendamment de la question de savoir qui est la poule et qui est l'œuf, Nikiforuk a raison de dire que **la technologie a rendu notre société très fragile** et qu'elle nuit à notre tissu social.

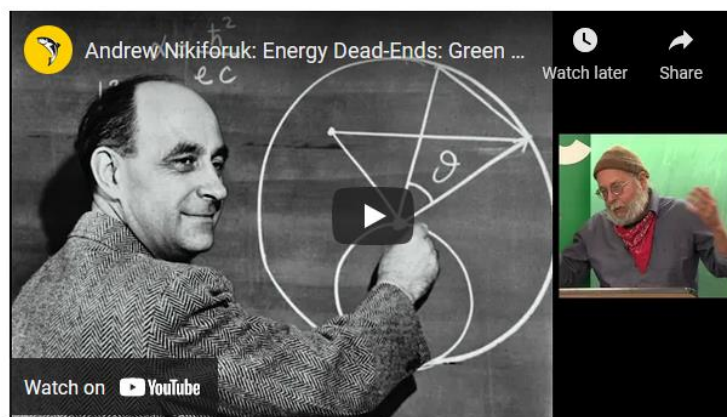
Un exemple fourni par Nikiforuk de l'imperium technologique est la tendance de la Colombie-Britannique à remplacer les remontées naturelles durables de saumons dans les rivières par des fermes piscicoles totalement dépendantes de l'énergie fossile non renouvelable et de la technologie de pointe. J'en ai été le témoin direct sur la côte de l'île de Vancouver et cela me donne la nausée. J'ai également constaté à quel point il est difficile de s'opposer à l'imperium technologique lorsqu'un parti politique a été élu sur la promesse de fermer les piscicultures et qu'il est revenu sur sa promesse après son élection.

En passant, l'idée de l'imperium technologique m'a donné un nouvel aperçu de la psychose de masse du covid de la plupart des pays riches et de leur obsession pour une seule "solution" de haute technologie au covid, tout en s'opposant agressivement à toutes les autres réponses moins énergivores, moins risquées et de moindre technologie.

Nikiforuk a commencé son exposé par une citation de C.S. Lewis que j'aime bien :

Si vous cherchez la vérité, vous trouverez peut-être le confort à la fin ; si vous cherchez le confort, vous n'obtiendrez ni le confort ni la vérité, seulement du savon mou et des vœux pieux pour commencer, et à la fin, le désespoir.

J'observe tristement que cette vidéo incontournable n'a que 160 vues, dont 3 sont les miennes 😞.



<https://www.youtube.com/watch?v=p2ePYyMvodU&t=384s>

Voici quelques autres idées et citations que j'ai captées en regardant la conférence :

"Nous avons pratiquement détruit cette planète autrefois salubre en tant que système de soutien de la vie en moins de 200 ans, principalement en faisant du pipi thermodynamique avec les combustibles fossiles." - **Kurt Vonnegut**

"Notre classe politique est dans un état de déni total et n'agira pas tant que les choses n'aient pas empiré."

"Vous pouvez vous attendre à plus de bla bla bla."

"Les dépenses énergétiques déterminent les émissions de gaz à effet de serre. On ne veut parler que des émissions, il faut parler des dépenses énergétiques."

"Nous devons contracter l'économie mondiale d'au moins 40%."

"Nous pouvons choisir une décente énergétique gérée, ce que peu de civilisations ont réussi, ou nous pouvons faire face à l'effondrement."

"Les personnes qui ne font pas face à la vérité se transforment en monstres". - **James Baldwin**

"En somme, attendez-vous à une volatilité extrême et à des troubles politiques dans les années à venir, ainsi qu'à des rivières atmosphériques, des dômes de chaleur et des forêts en feu."

"Nous sommes maintenant à des niveaux révolutionnaires d'inégalité partout."

"On nous sert 5 mensonges verts parce que nous ne voulons pas discuter de la croissance économique et de la population :

- dématérialiser l'économie ;
- la capture directe du CO2 de l'air ;
- la capture et le stockage du carbone ;
- hydrogène ;
- voitures électriques."

"Je ne dois pas avoir peur. La peur est le tueur d'esprit. La peur est la petite mort qui amène l'effacement total. Je vais affronter ma peur. Je la laisserai passer sur moi et à travers moi. Et quand elle sera passée, je tournerai mon œil intérieur pour voir son chemin. Là où la peur est passée, il n'y aura rien. Il ne restera que moi." - **Frank Herbert**

Conversations que nous évitons ou refusons :

Population

- "Il n'y a pas de problème sur terre qui ne devienne pas plus facile à gérer avec moins de gens. Nous ne voulons pas l'admettre, nous ne voulons pas en parler."
- Nous utilisons actuellement les ressources renouvelables de 1,7 terre et, si les choses ne changent pas, il nous faudra 3 terres d'ici 2050.

La cécité énergétique

- Notre énergie est tellement bon marché et pratique qu'elle nous a rendus aveugles à ses véritables coûts écologiques, politiques et sociaux.
- "L'énergie a toujours été la base de la complexité culturelle et elle le sera toujours." - **Joseph Tainter**
- Une seule tomate nécessite aujourd'hui 10 cuillères à soupe de diesel pour sa culture.

La technosphère

- Un superorganisme dissipateur d'énergie qui détruit les systèmes naturels et les remplace par des systèmes artificiels dépendant de technologies à haute énergie.
 - Les saumons sauvages qui courent dans les rivières sont remplacés par des fermes piscicoles.
 - Les zones humides sont remplacées par des projets de filtration de l'eau.
 - Les forêts anciennes sont remplacées par des plantations d'arbres.
- La technologie est à cette civilisation ce que l'église catholique était à la France du 14ème siècle, l'institution dominante qui contrôle tous les aspects de votre vie.
 - "Un fait majeur de notre civilisation actuelle est que de plus en plus le péché devient collectif, et que l'individu est obligé de participer au péché collectif." - **Jacques Ellul**
 - "Une politique de basse énergie permet un large choix de modes de vie et de cultures. Si, en revanche, une société opte pour des dépenses énergétiques élevées, ses relations sociales doivent être dictées par la technocratie et seront tout aussi dégradantes, qu'elle soit étiquetée capitaliste ou socialiste." - **Ivan Illich**

Les civilisations s'effondrent

- La vie est un cycle, ce n'est pas un chemin linéaire.
- Nous avons atteint un sommet et nous entrons maintenant dans une phase d'incroyable volatilité.
- Chaque citoyen doit connaître les conséquences d'une mauvaise politique. Le pourcentage de décès sur le Titanic par classe était de :
 - 39% en première classe
 - 58 % en deuxième classe
 - 76% d'entreponts

Que faire de cette prise de conscience ?

- Se retirer de la mêlée de la technosphère.
- Faites quelque chose pour aider à préserver le monde naturel.
- Se salir les mains en faisant un vrai travail dans la nature.
- Insistez pour que la création ait une valeur au-delà de l'utilité.
- "Pensez, moins" - **Wendell Berry**
- Construisez des refuges et préparez-vous à affronter les tempêtes à venir.
- Réveillez-vous chaque matin en vous demandant ce que vous pouvez donner à ce monde plutôt que ce que vous pouvez prendre.

Commentaires et réponses des questions-réponses :

- "Le pire dans cette pandémie, c'est que tant de gens et tant d'enfants ont été obligés de passer autant de temps avec des machines à coloniser."
- "Nous devons engager une conversation politique sur la contraction de l'économie." Cela ne se fera pas au niveau du gouvernement central mais pourrait se faire au sein des communautés individuelles.
- "La chance favorise l'esprit préparé."
- "La seule façon de se sortir de ce pétrin sans sacrifier des millions et des millions de personnes est de réduire la puissance."

Deux semaines plus tard, Nikiforuk a réfléchi à son discours et a répondu aux questions :

<https://thetyee.ca/Analysis/2021/12/06/Andrew-Nikiforuk-Getting-Real-About-Our-Crises/>

*Il y a deux semaines, j'ai donné une conférence à l'université de Victoria, dans laquelle j'ai affirmé que **notre civilisation en faillite morale est dans une impasse en ce qui concerne le changement climatique et les dépenses énergétiques.***

*J'ai fait valoir qu'**en nous concentrant sur les émissions, nous n'avons pas reconnu que la croissance économique et démographique est le principal moteur de ces émissions**, de même que la consommation effrénée des systèmes naturels qui soutiennent toute vie.*

J'ai ajouté que les gens, la richesse et la technologie forment un algorithme mortel qui ouvre la voie à notre ruine collective.

*Comme l'a noté Ronald Wright dans son livre *A Short History of Progress*, la civilisation est un système pyramidal qui dépend de taux de croissance cancéreux.*

J'ai également expliqué que de nombreuses technologies dites vertes, notamment les énergies renouvelables, l'hydrogène et le captage et le stockage du carbone, ne sont pas de grandes solutions. Parce qu'elles nécessitent des minéraux de terres rares et des combustibles fossiles pour leur production et leur entretien, ces technologies déplacent les problèmes.

En outre, ces technologies vertes ne peuvent pas être mises à l'échelle à temps pour réduire les

émissions ou nécessitent trop d'énergie pour faire la moindre différence.

J'ai également souligné que notre plus gros problème est une technosphère qui s'auto-accroît et s'étend sans cesse, et qui n'a qu'une seule règle : croître à tout prix et construire des artefacts technologiques qui dominent efficacement les affaires humaines et la biosphère. L'imperium technologique consomme de l'énergie et des matériaux afin de remplacer tous les systèmes naturels par des systèmes artificiels dépendant d'intrants énergétiques élevés et d'**une complexité ingérable**.

Cet assaut technologique contre la biosphère et notre conscience a considérablement affaibli notre capacité à prêter attention à ce qui compte, sans parler de la manière de penser. Il en résulte une société extrêmement polarisée et anxieuse, incapable d'imaginer son propre effondrement et encore moins les dangers de sa propre pensée destructrice.

La meilleure réponse à cette constellation d'urgences est de rétrécir activement la technosphère et de réduire radicalement la croissance économique et les dépenses énergétiques. Notre classe politique est incapable d'imaginer une telle conversation.

Dans le même temps, les communautés et les familles doivent relocaliser leur vie, se déconnecter de la machine mondiale et travailler activement à la restauration des écosystèmes dégradés tels que les forêts anciennes. Quiconque s'attend à une "solution facile" ou à un ensemble de solutions commodes a passé trop de temps à être conditionné par les machines numériques.

Mon discours enjoué a suscité des dizaines de questions. Je n'ai pas eu le temps d'y répondre, mais j'ai sélectionné cinq questions représentatives soumises via Zoom afin de poursuivre cette conversation hérétique.

La croissance de la population liée à la consommation est un gros problème

De nombreux auditeurs ont exprimé leur inquiétude quant au fait que la croissance de la population est une partie essentielle du problème. "Je suis déçu qu'une fois de plus Malthus soit entré dans la pièce alors que la différence entre les émissions de gaz à effet de serre par habitant entre le Nord et le Sud est significative. La question n'est-elle pas de savoir comment nous vivons et non combien nous sommes ?" a demandé l'un d'entre eux.

La vraie réponse est inconfortable. La façon dont nous vivons et consommons compte tout autant que la densité croissante de notre nombre combinée à la prolifération de nos machines qui dévorent de l'énergie en notre nom. (Les routes et les téléphones portables consomment également de l'énergie et des matériaux.) Ces trois problèmes démographiques augmentent à un rythme insoutenable et s'alimentent mutuellement pour favoriser la croissance économique, les émissions et la fragilité.

La population mondiale actuelle est de 7,9 milliards d'habitants et augmente de 80 millions par an. Elle s'est ralentie ces dernières années parce que **les riches n'ont pas autant besoin de l'énergie des enfants que les pauvres**. Malgré cela, la civilisation ajoutera un autre milliard d'habitants à la planète tous les douze ans. La redistribution de la richesse énergétique (et des émissions) des riches vers les pauvres n'évitera pas la catastrophe si les populations humaines ne diminuent pas globalement.

Nos chiffres reflètent également une anomalie démographique qui a commencé avec les combustibles fossiles, une source d'énergie bon marché qui a servi de Viagra pour l'espèce. Avant notre découverte des combustibles fossiles, la population de la planète n'a jamais dépassé un milliard d'habitants. Notre nombre excessif n'est qu'un artefact temporaire des dépenses énergétiques bon marché et de tout ce qu'elles impliquent - des engrais à la médecine moderne.

Le capitalisme n'est-il pas la véritable menace ?

De nombreuses questions tournent autour de la nature du capitalisme. "Ne serait-il pas plus juste de dénoncer l'organisation capitaliste de la technologie plutôt que la technologie en tant que telle pour des problèmes comme la polarisation et la fragmentation ?"

Non, ce ne serait pas le cas. La technologie met l'accent sur la croissance et concentre le pouvoir, quelle que soit l'idéologie.

Le capitalisme, comme le socialisme et le communisme, est simplement un moyen d'utiliser l'énergie pour créer des technologies qui structurent la société de manière homogène. Retirer le capitalisme de l'équation ne changerait pas la nature totalitaire de la technologie elle-même. Ou la capacité des technologies à coloniser les cultures locales n'importe où.

Toutes les idéologies sur Terre, à ce jour, ont utilisé les technologies pour renforcer leur emprise sur le pouvoir en enrôlant leurs citoyens dans la complexité et en réduisant l'humanité à une série d'efficacités. Toutes ont soutenu l'infrastructure numérique pour surveiller et étudier leurs citoyens. Comme le sociologue Jacques Ellul l'a noté il y a longtemps, les idéologies ne comptent pas face à l'impératif technologique.

Quelle sera la prochaine étape ?

De nombreux auditeurs ont demandé s'il y avait "une suite à l'économie de marché riche en énergie". Je n'ai pas de boule de cristal mais voici ma réponse.

Il y aura toujours une sorte de suite et elle n'est pas écrite. Mais il n'y a pas de remplacement pour les combustibles fossiles bon marché, leur densité et leur portabilité. Ils ont fait de notre civilisation complexe ce qu'elle est. Comme les ressources en combustibles fossiles deviennent de plus en plus chères et difficiles à extraire (une réalité que les médias ignorent), l'"économie de marché riche" connaîtra davantage de volatilité, d'inégalités, de perturbations, de corruption et d'inflation. Il est rare qu'une civilisation gère une descente énergétique sans violence et encore moins sans grâce.

"Pouvez-vous en dire plus sur le lien entre la technosphère et les sociétés totalitaires ?" a demandé un auditeur. "Comment voyez-vous les liens entre les dictatures et la technosphère ?"

C'est le sujet d'un essai beaucoup plus long. La technosphère, par définition, n'offre qu'un seul système de pensée et de fonctionnement (triomphe de la technique sur toutes les entreprises) et érode les libertés humaines depuis des décennies. Elle crée simplement des dépendants ou des détenus. Les influenceurs sociaux disent désormais à ses résidents quoi acheter et comment se comporter. Ainsi, la technosphère est devenue un environnement global pour les citoyens, qu'il s'agisse de soi-disant démocraties ou de sociétés totalitaires.

La principale différence entre les deux est simplement le degré d'application des techniques pour donner à l'État un contrôle plus total sur ses citoyens. Dans les sociétés démocratiques comme dans les sociétés totalitaires, les élites techniques exploitent activement les données des citoyens afin que ces informations puissent être utilisées pour concevoir, contrôler et étudier le comportement de leurs citoyens anxieux et malheureux dans une société technologique. (On ne peut pas vivre dans une société technologique sans devenir une abstraction.) L'État chinois ne cache pas ses intentions ; l'Occident s'accroche encore à ses illusions de liberté.

La technosphère corrompt le langage

Un auditeur souhaitait en savoir "plus sur le langage vide" employé par la technosphère, comme je l'ai mentionné dans mon exposé.

Tout comme la technosphère a remplacé le chant des oiseaux par des bips numériques, l'imperium technologique a de plus en plus remplacé le langage significatif par le techno-speak.

Un monde dominé par la pensée réductionniste et mécaniste a produit son propre langage de type Lego, complètement détaché de la réalité naturelle. Il y a plusieurs décennies, le linguiste allemand Uwe Poerksen a appelé ce nouveau langage évolutif "mots plastiques".

Ils comprennent des mots comme environnement, processus, organisation, structure, développement, identité et soins. Tous peuvent être combinés sans effort pour transmettre des conneries : "le développement de l'environnement avec soin est un processus." Ce langage modulaire crée sa propre tyrannie d'expression dénuée de sens.

Les experts, les techniciens, les politiciens et les futurologues emploient ce langage plastique pour déconcerter, confondre et obscurcir. Poerksen note que ces mots sont chargés d'argent, qu'ils manquent de dimension historique et qu'ils ne se réfèrent à aucun lieu local ou particulier. Ce langage, détaché de tout contexte, fait à la pensée ce qu'un bulldozer fait à une forêt. Il l'aplatit.

L'espoir n'est pas une pilule que l'on prend le matin ou une miette que l'on laisse à table.

Enfin, de nombreux auditeurs ont demandé comment maintenir l'espoir face à tant d'urgences, d'abus et de leadership politique épouvantable.

"Comment se lève-t-on le matin ?" a demandé l'un d'entre eux.

Cette question fréquente me déconcerte et me laisse perplexe. Mon humble travail de journaliste ne consiste pas à vendre du savon doux ou à encourager les idéologies et les futuristes. Mon travail n'est pas de fabriquer de l'espoir, encore moins du consentement. J'ai accompli quelque chose de modeste si j'arrive à aider les lecteurs à faire la différence entre ce qui est important et ce qui ne l'est pas et à mettre en évidence les implications du pouvoir entre les deux.

Pourtant, dans une société technologique, la plupart des gens recherchent un message facile, en boîte, indiquant un avenir radieux. Je ne peux pas, en toute conscience, dire à quiconque, et encore moins à mes propres enfants, que les jours à venir seront heureux ou radieux. Il y a une saison à toute chose et notre civilisation est maintenant entrée, pas à pas, dans une saison de discorde et de chaos. L'histoire se déplace comme la vie elle-même dans un cycle de naissance, de vie, de mort et de renouvellement.

Jacques Ellul, qui a écrit de façon prophétique sur les dangers inhérents à la société technologique, a également abordé la nécessité d'un espoir authentique, car celui-ci ne réside pas dans la technosphère. La technosphère, une prison stérile, peut promettre de dessiner votre avenir avec des mots en plastique, mais ce qu'elle offre réellement est l'antithèse de l'espoir.

Ellul, un chrétien radical, a beaucoup écrit sur l'espoir et la liberté. Il a noté que l'espoir n'abandonne jamais les personnes qui se soucient d'un lieu et sont enracinées en dehors de la technosphère, car elles sauront toujours quoi faire grâce à leur lien réel avec les choses réelles. Il ajoute que l'espoir ne peut être dissocié des vertus de la foi et de l'amour. Comme toutes les vertus, elles doivent être vécues tranquillement, et non signalées quotidiennement.

Pour Ellul, l'espoir est une combinaison d'attente vigilante, de prière et de réalisme. "La liberté est l'expression éthique de la personne qui espère", a-t-il écrit un jour.

L'espoir, c'est vivre pleinement dans un endroit qui vous tient à cœur et agir chaque jour contre les abus de pouvoir. L'espoir, en d'autres termes, c'est utiliser chaque initiative "pour restaurer la possibilité pour les gens de prendre leurs propres décisions."

P.-S. Cet exposé m'a incité à faire mon premier don à une source d'information, The Tyee, pour laquelle Nikiforuk est devenu en 2010 son premier écrivain en résidence.

"Probably no single event highlights the strength of Campbell's argument (on peak oil) better than the rapid development of the Alberta tar sands. Bitumen, the world's ugliest and most expensive hydrocarbon, can never be a reasonable substitute for light oil due to its extreme capital, energy, and carbon intensity. Bitumen looks, smells, and behaves like asphalt; running an economy on it is akin to digging up our existing road infrastructure, melting it down, and enriching the goop with hydrogen until it becomes a sulfur-rich but marketable oil."

Andrew Nikiforuk



La migration climatique mondiale arrive aux États-Unis

Par Tom Lewis | 3 décembre 2021



Réfléchissez maintenant : qu'est-ce qui motive une famille à quitter son foyer et à entreprendre un voyage de plusieurs milliers de kilomètres à pied pour chercher une vie meilleure ? Réponse : quelque chose de vraiment terrible.

Lentement, en dormant, les yeux clignant dans la lumière inhabituelle, les médias grand public s'éveillent au fait le plus important de la vie humaine en 2021 : l'urgence longtemps attendue, longtemps prédite, dont aucun politicien de droite ne doit jamais prononcer le nom - le changement climatique mondial - n'est plus prédite, plus attendue, plus dans notre avenir. Il est là.

Pendant la semaine de Thanksgiving, deux articles sont parus en même temps dans Politico, l'un des piliers actuels du journalisme de Washington DC ; l'un d'eux était intitulé "How 'Climate Migrants' are Roiling American Politics", l'autre "Don't Call It Climate Change : Les États rouges se préparent à des conditions

météorologiques extrêmes".

Ceux qui connaissent bien le sujet ont compris depuis longtemps que les réfugiés qui se déversent à notre frontière sud, comme ceux qui envahissent le sud de l'Europe en provenance d'Afrique et l'Angleterre en provenance de France, fuient pour la plupart les effets destructeurs du changement climatique dans leur pays d'origine. Mais même en sachant cela, il est surprenant de réaliser l'ampleur et le nombre de ces migrations à l'intérieur des États-Unis ;

- un quart de million de personnes ont fui la Louisiane après l'ouragan Katrina. Depuis lors, plus de 30 ouragans majeurs ont touché terre aux États-Unis ;
10 000 Portoricains ont fui leur pays frappé par les ouragans pour s'installer dans le centre de la Floride entre 2017 et 2020 ;
- plus de 4 000 personnes ont été relogées après que leur quartier californien a été dévasté par le Camp fire de 2018 - certaines d'entre elles se sont relogées en Californie mais beaucoup sont allées dans l'Idaho. L'incendie de Camp a brûlé plus de 240 miles carrés, a tué 85 personnes et était l'un des plus de 8 500 feux de forêt en Californie cette année-là ;
- les prix de l'immobilier en Floride commencent à refléter le fait qu'un nombre croissant de personnes fuient leurs maisons en bord de mer pour aller vivre plus loin dans les terres ou plus au nord.

Les personnes confrontées à la sécheresse dans l'Ouest, aux vagues de chaleur dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, aux incendies en Californie, à la montée des eaux le long des côtes, aux ouragans violents qui sévissent dans le Sud et le Sud-Est, à la saison vicieuse des tornades dans le Midwest, commencent à se rendre compte que rester où elles sont pourrait les tuer. Il y a quelques années, ils ont commencé à bouger.

Les premières gouttes d'eau sont devenues des ruisseaux, et d'ici peu, des torrents déchaînés viendront s'ajouter aux déprédations de l'eau, du vent et du feu. Si vous voulez un avant-goût de ce qui va sûrement arriver, lisez mon billet de 2015 sur des séquelles peu appréciées de l'ouragan Katrina : " Coming Soon to Us All " : Un choix pire que celui de Sophie".

Autre chose : certains d'entre nous ont la chance de vivre dans des régions qui ne sont pas encore directement menacées par le changement climatique. Vous savez, comme les habitants du nord-ouest du Pacifique se sont imaginés jusqu'à l'année dernière. Mais que nous subissions ou non le coup de fouet des ouragans, la chaleur des incendies de forêt ou la ruine des mers déchaînées, il est presque certain que, d'ici quelques années, nos routes et nos rues se rempliront de réfugiés laborieux et désespérés qui tenteront de rester en vie.

Quelques-uns d'entre nous penseront aux citoyens de Gretna, en Louisiane, et à l'incident du pont de la Route 90. Mais cela ne nous aidera pas. Nous ne serons pas prêts. Et nous ne saurons pas quoi faire.

 **RETOUR** 

La technologie qui "donne du pouvoir à l'individu" peut nous menacer tous

Par Kurt Cobb, initialement publié par Resource Insights 5 décembre 2021



Chaque fois que j'entends parler d'une nouvelle technologie qui "donne du pouvoir à l'individu", je sais qu'une chose est susceptible d'être vraie à son sujet : Elle sera bientôt (si ce n'est déjà fait) utilisée à des fins négatives et nuisibles. Pourtant, en tant que société, nous continuons à croire que chaque nouvelle technologie nous donnera plus de contrôle sur nos vies et nous rendra plus heureux, plus connectés, plus sûrs et plus puissants (mais seulement dans le bon sens).

Il est vrai que pratiquement toutes les technologies peuvent être détournées à des fins nuisibles ; nous n'avons pas interdit les couteaux parce qu'ils sont utilisés à la fois pour couper la nourriture et pour tuer des gens. Mais c'est l'ampleur des dégâts qui peuvent être causés par un individu qui change.

La chroniqueuse Molly Ivins avait l'habitude de dire à la blague qu'elle n'était pas contre les armes à feu, mais pour les couteaux. Dans une chronique de 1993, elle écrivait :

En premier lieu, vous devez rattraper quelqu'un pour pouvoir le poignarder. Une substitution générale des armes à feu par des couteaux favoriserait la forme physique. Nous deviendrions une nation entière de grands coureurs. De plus, les couteaux ne ricochent pas. Et les gens sont rarement tués en nettoyant leurs couteaux.

Ivins voulait parler de l'ampleur des dégâts que peuvent causer, par exemple, des armes automatiques par rapport à un couteau.

Les armes à feu existent depuis des siècles et ont été rendues plus mortelles au fil du temps. Mais leur létalité pourrait bientôt sembler désuète, compte tenu de l'avenir de la "responsabilisation" qui nous attend.

Je commence par les véhicules aériens sans pilote, que nous connaissons mieux sous le nom de drones. Leur utilisation initiale était en fait celle de jouets, de modèles réduits d'avions télécommandés pour lesquels il existe toujours une forte demande parmi les amateurs. Comme tout cela semble innocent comparé aux drones tueurs déployés aujourd'hui par les armées du monde entier ! Il ne se passe pas une semaine sans que l'on entende parler de ce que l'on appelle une "attaque de drone". La semaine dernière n'a pas fait exception.

Aussi terrible que puisse paraître le pouvoir de tuer à distance des individus ou des groupes à des milliers de kilomètres de distance, plus terrible encore est l'évolution des drones militaires vers des attaques autonomes sans aucune supervision humaine contemporaine. L'expression ultime de cette évolution provient d'une courte vidéo effrayante qui semble représenter une présentation commerciale de ce que l'on appelle les "slaughterbots", des drones bon marché, de petite taille et dotés d'intelligence artificielle (IA) qui peuvent être programmés pour rechercher et tuer des individus spécifiques et des groupes importants. La vidéo est, bien sûr, fictive, mais pas de la science-fiction selon le réalisateur, Stuart Russell, professeur d'informatique à l'université de Californie à Berkeley. La technologie permettant de faire de ce type de drone une réalité est déjà disponible.

Pour aller plus loin, imaginons qu'un particulier non affilié à une organisation militaire ou policière veuille tuer un rival, un conjoint ou des personnes d'une race ou d'une ethnie qu'il n'aime pas. Il pourrait bientôt être en mesure d'équiper un drone pour qu'il commette son massacre à sa place sans jamais s'approcher du lieu du

meurtre (ou du meurtre de masse, selon le cas).

La létalité des drones et de l'IA, combinée à l'omniprésence de drones bon marché, pourrait transformer ce qui est aussi un moyen pratique de livrer des marchandises, de secourir des personnes, de prendre des photos aériennes ou d'envoyer de l'aide dans des zones reculées en une cause de surveillance constante de chacun, pour s'assurer qu'il ne lance pas ses propres frappes de drones privés.

Un autre exemple d'"autonomisation", désormais présenté comme un "passe-temps", pourrait avoir des conséquences catastrophiques, intentionnelles ou non. Depuis quelque temps, des kits de génie génétique sont disponibles en ligne pour les bricoleurs. Mais à quoi servent-ils exactement ? Faire briller de la levure comme le permet un kit semble inoffensif.

En revanche, cette technologie pourrait certainement être adaptée à d'autres formes de vie ; on pense notamment aux virus. Jouer avec des virus pour le plaisir pourrait s'avérer délicat et personne ne vend de kits de bricolage à cette fin (à ma connaissance). Mais si un kit d'amateur de virus arrive, il sera difficile de distinguer à l'avance ceux qui essaient simplement d'être divertissants de ceux qui espèrent être dangereux. La possibilité de fabriquer des virus de conception dangereuse existe depuis un certain temps déjà et les conséquences pourraient être destructrices pour la civilisation. Quelles avancées dans les sciences de la vie pourraient valoir la peine de prendre ce risque ? La question n'est presque jamais posée.

"La technologie et l'économie de la synthèse d'ADN à grande échelle ont fait baisser le coût de la synthèse de gènes d'environ 250 fois en seulement 10 ans", selon cet article de recherche de 2018. Comme il devient encore moins cher de s'engager dans ce qu'on appelle la biologie synthétique, davantage de personnes y auront accès - et pas nécessairement des personnes bien intentionnées.

Notre soif de nouveauté et de progrès multiplie les risques systémiques et catastrophiques auxquels nous sommes confrontés en tant que société mondiale. À mon avis, si nous voulons, en tant qu'espèce, survivre à ce siècle, nous devons faire l'impensable : Abandonner les technologies qui présentent un risque de ruine systémique ou, à tout le moins, restreindre et contrôler sévèrement leur utilisation. Un groupe appelle à une interdiction mondiale des armes autonomes. La réglementation de la biologie synthétique sera délicate, comme l'explique cet article.

Enfin, il est important de réaliser que les menaces liées aux diverses technologies nouvelles ne sont pas isolées. Ces menaces peuvent être combinées pour accroître leurs dangers. J'imagine un drone délivrant simultanément un virus de conception mortelle à un groupe de villes ciblées par un adversaire, qu'il s'agisse d'un pays ou d'un groupe non étatique. Vous pouvez parier que quelqu'un d'autre l'imagine aussi !

👉 **RETOUR** 👈

Les récits s'effondrent

Par James Howard Kunstler – Le 29 Novembre 2021 – Source kunstler.com



« Inévitablement, il sera là. La question est de savoir si nous y serons préparés. » – Dr. Fauci sur Omicron

A-t-on finalement l'impression que le Dr Anthony Fauci tente de procéder à un suicide assisté des États-Unis ? Sur le circuit des discussions télévisées du dimanche matin, le tsar de la Maison Blanche pour la Covid-19 (alias « *The Science* ») a déclaré que la nouvelle variante d'Omicron est « *un appel au clairon* » pour faire vacciner les gens. C'est vrai, Dr Fauci ? Compte tenu de l'efficacité de vos « *vaccins* » ? Et combien de personnes ont été mutilées et tuées par leurs effets secondaires ? (Plus que tous les autres vaccins combinés au cours des trente dernières années.) Et comment vous avez sournoisement interdit des protocoles de traitement précoce efficaces et bon marché qui auraient permis de mettre fin à la Covid-19 au pire en juin 2020 (et de sauver un demi-million de vies). « *The Science* » a également appelé dimanche à un remasquage général du public et a annoncé la possibilité d'autres confinements à venir. Et juste au moment de Noël, vous comprenez. Quel pied de nez fait ce coquin pour les politiques !

Le sénateur Ted Cruz (TX) a demandé que le ministère de la Justice poursuive « *The Science* » pour avoir menti au Congrès, ce dont « *The Science* » s'est moqué avec une certaine suffisance, sachant peut-être que sa direction incompétente et malveillante de la saga du coronavirus finirait par incriminer et délégitimer l'ensemble de la bureaucratie américaine de la santé publique, corrompue et capturée par la pharmacie, avec des dommages collatéraux partout ailleurs dans le gouvernement – et donc qu'aucune autorité du pays n'oserait lui faire prêter serment dans un tribunal. C'est du moins ce qu'il pense pour l'instant.

Pendant ce temps, le virologue Barry Schoub, président du comité consultatif ministériel sud-africain sur les vaccins Covid-19, a déclaré que le nouveau coronavirus Omicron était « *bénin* ». Se pourrait-il que l'ensemble de l'histoire de la Covid-19 s'effondre maintenant ? Le Dr Fauci et ses associés sordides de la Fondation Bill et Melinda Gates, de l'OMS, de la direction de Big Pharma, des laboratoires de recherche universitaires corrompus, des médias sociaux méprisables, et d'autres organisations encore plus sinistres comme la CIA et le FEM, pourraient-ils se retrouver en débandade ? Et Omicron pourrait-il représenter pour eux une ultime tentative de contrôle narratif ?

Il est assez clair que les citoyens des démocraties libérales en ont assez d'être bousculés, poignardés, poussés à la faillite, de se faire mentir, de se faire *gaslighter* et d'être privés de leurs moyens de subsistance. De plus en plus, ils ne peuvent pas croire les conneries de l'establishment médical et de ses auxiliaires politiques, et pourquoi le feraient-ils ? Il se trouve que les pays où les taux de vaccination sont les plus élevés sont aussi ceux où les cas de Covid sont les plus nombreux. Les pays où le taux de vaccination est faible et où le traitement précoce avec des médicaments courants est largement répandu ont peu de cas de Covid. Deux semaines après que le Japon a autorisé l'utilisation de l'Ivermectine à la mi-novembre de cette année, le nombre de cas est passé d'une forte augmentation à presque zéro. En quoi est-ce compliqué ?

Les gens sont dans les rues partout dans le monde maintenant. Ils ne font que commencer à exprimer leur rage face à la nouvelle mode de gouvernement tyrannique dictée par la narration Covid – un gouvernement non pas du, pour et par le peuple, mais sur, au-dessus et en dépit de lui. En Autriche, un pays d'opéra bouffe soudainement enflammé par un fort armement de style nazi de ses propres citoyens, les flics et l'armée pourraient être en train de changer leur allégeance du gouvernement aux gens qui gémissent dans les rues. C'est exactement le genre de pays et le type de situation où les gouvernements tombent. Et quand l'Autriche tombera, d'autres suivront.

À côté, le ministre allemand de la santé sortant, Jens Spahn, a lancé un avertissement selon lequel, d'ici la fin de l'hiver, « *à peu près tout le monde en Allemagne sera vacciné, guéri ou mort* ». C'était censé être rassurant ? Quelque part dans la courbe du temps de l'univers, l'esprit du Dr Josef Mengele fait une danse de la zone d'en-but. En Australie, deux adolescents fringants ont menacé de décapiter le premier ministre (c'est-à-dire le gouverneur) de l'Australie occidentale (capitale : Perth). Le monde se souvient soudain de l'histoire qui se cache derrière la vieille expression politique « *les têtes vont rouler* », à savoir ce qui arrive aux responsables lorsqu'ils énervent suffisamment les personnes dont ils sont chargés de gérer les affaires.

Plus précisément, pour comprendre ce qui se passe en Amérique, il suffit d'avoir un aperçu de ce qui s'est passé. En 2019, une faction de bureaucrates dévoyés était déterminée à écarter à tout prix le président Donald Trump du plateau de jeu. Trump était devenu l'objet fixe de toutes les névroses d'angoisse qui affligeaient les classes pensantes, gouvernantes et bavardes. Comme par hasard, la Chine avait également besoin de se débarrasser de M. Trump, pour avoir interféré avec leurs plans de domination de la planète.

Les années Trump ont été celles de la formation du récit, car les complots se succédaient, avec leurs radeaux d'histoires farfelues – RussiaGate, UkraineGate, TaxGate – et étaient éclos puis élaborés par les abeilles ouvrières des chaînes d'information câblées et du réseau *WashPo / New York Times*. Imaginez leur frustration face à l'échec de ces manœuvres. Mais toute cette mise en forme narrative les a préparés au coup de grâce lorsque la Chine a offert au monde la Covid-19 (le Dr Anthony Fauci jouant le rôle de sage-femme lors de l'accouchement). Le Dr Fauci s'est alors mis au travail pour transformer la splendide opportunité de la pandémie en la plus grande confusion des esprits de tous les temps. Il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher la santé publique de contrôler la maladie, puis il a imposé au public terrorisé une série de traitements dangereux, non testés, basés sur une thérapie génique, dont il a tiré une partie des bénéfices. Ses actes criminels ont été révélés et entièrement documentés et maintenant il va tomber. Attendez un peu.

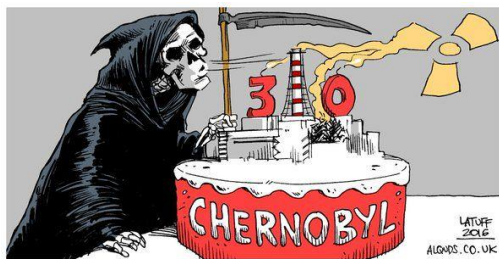
Ce Docteur Folamour de la Covid-19 s'est efforcé de détourner l'attention du pays des activités de personnages tels que l'avatar de Lawfare, Marc Elias, du cabinet d'avocats Perkins Coie du DNC, et Marc Zuckerberg de Facebook, faisant le tour des états pouvant basculer politiquement en 2020 avec des sacs pleins d'argent, organisant des procédures électorales telles que le vote en masse par correspondance sans identification des électeurs, afin de faciliter la victoire de la coquille vide de « Joe Biden », manifestement dépourvue de sens moral. Cela a fonctionné. C'est exactement ce dont le pays avait besoin, à ce moment périlleux de l'histoire : un faux chef d'État. Les gens ont pour la plupart joué le jeu pendant deux ans, jusqu'à tout récemment, voyant enfin comment ils ont été dépouillés de leur santé, de leur richesse, de leur avenir, et très probablement de l'avenir de leurs enfants. Regardez-les maintenant alors qu'ils se retournent contre ceux qui ont rendu tout cela possible.



L'échec du nucléaire

Yves Cochet, le 4 décembre 2021 Institut Momentum

momentum
L'Anthropocène et ses issues institut



Le nucléaire semble retrouver des partisans en France. Hormis Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon, tous les autres candidats à l'élection présidentielle de 2022 sont farouchement pour la relance de cette filière. En cette fin d'année 2021, nous avons aussi eu droit à une déclaration triomphaliste du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique à la COP26 de Glasgow, l'adresse télévisée du Président Macron le 9 novembre s'engageant dans la relance du nucléaire, l'organisation du salon mondial du nucléaire du 30 novembre au 2 décembre à Paris, entre autres. Le texte qui suit est une version allongée d'une tribune parue dans le journal [Le Monde](#) daté du 4 décembre 2021.

En dépit des soixante-dix ans de recherche et de développement de l'énergie nucléaire, cette filière demeure un échec engendré par une liste de revers tels qu'un seul d'entre eux suffit à ruiner toute perspective de réussite durable. Le nucléaire ne contribue aujourd'hui qu'à 5% de la fourniture d'énergie mondiale et à 10% de la production d'électricité, cette part ne cessant de baisser depuis vingt-cinq ans, tandis que la part des renouvelables électriques a désormais dépassé celle du nucléaire.

Tout a commencé par la guerre. Afin d'innocenter les États-Unis de leurs impardonnables fautes initiales par le largage de deux bombes nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki en 1945, le président étasunien Eisenhower lança en fanfare le programme « Atoms for Peace » en 1953. Ce virage civil du nucléaire devait inaugurer un âge d'énergie abondante et bon marché, ce qui fut rétrospectivement une déconfiture dans l'un et l'autre cas. Quant à l'abondance, la folie de l'escalade nucléaire militaire pendant les années de la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS conduisit ces deux pays à accumuler jusqu'à 30 000 têtes nucléaires pour l'un et 40 000 pour l'autre, pour diminuer aujourd'hui à 1550 le nombre d'ogives de chaque côté, selon les traités Start. Alors que le nucléaire militaire se réduisait, la reconversion des matières fissiles des bombes en excès permit de fournir du combustible aux réacteurs civils, outre les mines d'uranium 235 qui ouvraient dans de nombreux pays. Cependant, dès les années cinquante, s'est posé la question des réserves de cet uranium fissile, avec une réponse géologique décevante : assez tôt, il n'y aura pas assez de ce minéral pour approvisionner les réacteurs en combustible, sauf si la filière des surgénérateurs est mise au point et développée. Sur le papier, ces réacteurs devaient produire plus de matériaux fissiles qu'ils n'en consomment ! Dès la fin de la deuxième guerre mondiale, des surgénérateurs ont été érigés, notamment en France qui se devait d'avoir le plus puissant du monde, Superphénix, à Creys-Malville, démarré en 1985. Échec piteux et abandon de ce fleuron après quinze ans d'existence et douze milliards d'euros de coût. Alors qu'André Giraud, major de Polytechnique et homme politique nucléariste des années soixante-dix, prévoyait la mise en place de deux cent surgénérateurs en l'an 2000 dans le monde, il n'y en eut que quelques prototypes construits et moins de cinq en service actuellement[1]. Pas de surgénérateurs = pas d'âge du nucléaire, dit le physicien Ugo Bardi[2].

Un second revers dirimant apparut lorsqu'on s'aperçut qu'en aval de la filière nucléaire il fallait résoudre les problèmes de la gestion des déchets et du démantèlement des réacteurs. Fascinés par tant de puissance et tant de beauté, nos ingénieurs avaient délaissé cet aval, comme des architectes qui auraient construit un splendide bâtiment sans toilettes. Bientôt, le volume et la toxicité des déchets furent tels que l'on s'obligea à rechercher l'existence de réponses à cette question, à coût raisonnable. Cela fait maintenant soixante-dix ans que l'on cherche, sans trouver. On stocke dans quelques endroits discrets, en emballant les différents types de déchets dans des fûts ou des conteneurs dont on espère qu'ils pourront confiner la radioactivité, notamment pour 95% de celle-ci en provenance des déchets de haute activité et à vie longue (plusieurs milliers d'années). Quant au démantèlement, obligatoire selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), on ne peut que constater, à l'échelon international, qu'une centaine de réacteurs ont été arrêtés, mais seulement quelques-uns démantelés, alors que la solution triviale d'abandon du site est interdite par l'AIEA. Selon la règle générale de dérive des coûts et d'extension des délais, exemplairement illustrée par le projet insensé de l'EPR de Flamanville, les coûts et délais du démantèlement ne cessent d'augmenter à chaque évaluation. En France, EDF estime le démantèlement de l'ensemble du parc de réacteurs à quelques dizaines de milliards d'euros, tandis que les ONG et l'officielle Commission Énergie 2050 parlent plutôt de centaines de milliards d'euros. Ainsi, pour le petit réacteur (70 MWe) de Brennilis, en Bretagne, le coût du démantèlement, évalué à une vingtaine de millions d'euros en 1985, est aujourd'hui évalué à 850 millions d'euros (quarante-deux fois plus !) pour une fin du chantier en 2040 (cinquante-cinq ans après son arrêt !). Les fantaisies d'évaluation des délais et des coûts, néanmoins toujours à la hausse, m'incitent à parier que la majorité des réacteurs nucléaires, en France et dans le monde, ne seront simplement jamais démantelés. Bon courage aux générations futures.

Plutôt que de tenter d'estimer le coût du nucléaire, mission impossible même en France où le président Macron lui-même avoue l'ignorer, jetons un regard biais en examinant le rapport 2017 de l'institut de recherche en économie DIW-Berlin[3]. Les prix de l'électricité étant très volatiles tandis que les coûts de production sont fixes, les investissements nucléaires ont toujours été soutenus ou garantis par les États. Sans subventions continues, pas de nucléaire. Et sans nucléaire militaire, pas de nucléaire civil. Le rapport montre que l'immense majorité des 674 établissements construits depuis soixante-dix ans l'ont été pour des raisons militaires et non civiles, par la séduction de la puissance prodigieuse de la bombe et pour la reconnaissance respectueuse du pays possesseur par les autres, et non pour la rentabilité économique de vente du kWh. Cette liaison génétique entre nucléaire militaire et nucléaire civil est illustrée, en France par le bicéphalisme du Commissariat à l'Énergie atomique (CEA) et, à l'international, par les craintes récurrentes du déploiement du nucléaire en Iran et en Corée du Nord. L'étude allemande montre aussi que la perte nette d'un réacteur nucléaire

de 1 GWe se situe entre 1,5 et 8,9 milliards d'euros selon les variations du prix de gros du MWh et celles des coûts d'investissement. D'ailleurs, aux États-Unis, sur les 95 réacteurs opérationnels, aucun n'a été mis en service depuis 25 ans. Quel entrepreneur privé investirait lourdement dans une filière qui n'est pas rentable ? À ces chiffres, il faut adjoindre les coûts des accidents et catastrophes, environ 700 milliards de dollars pour Tchernobyl, entre 400 et 700 milliards pour Fukushima. En France, les commentateurs nucléaristes utilisent souvent un argument stupide peu contredit par les journalistes : le nucléaire, c'est l'indépendance électrique du pays, alors que la France est entièrement dépendante des importations d'uranium. Ne pourrait-on en ajouter à la stupidité en affirmant que, grâce à Renault et Peugeot, nous avons l'indépendance automobile totale en France ?

Abordons enfin les conclusions les plus graves. Au sein des revers précédemment évoqués, d'ordre rationnel voire calculatoire, s'est introduit un phénomène qui relève de la psychologie sociale à double titre. D'abord, l'indubitable fascination des humains pour la force hallucinante du nucléaire relève de la croyance religieuse, celle de la toute-puissance. Au cours de l'évolution, l'espèce humaine n'a jamais construit un artefact de cette amplitude-là, au point que l'on peut qualifier le phénomène nucléaire de « supraliminaire », c'est-à-dire qui dépasse les capacités cognitives du cerveau humain, notamment dans ses conséquences funestes. C'est ainsi que, il y a soixante ans, le philosophe Günther Anders appelle les gestes qui anesthésient toute conscience tels que les bombardements nucléaires sur Hiroshima et Nagasaki en 1945 : « Non seulement nous ne pouvons pas imaginer, nous ne pouvons pas ressentir, nous ne pouvons pas répondre de la "chose", mais nous ne pouvons même pas la concevoir », écrit Anders à propos de l'ordre du président étasunien Truman de larguer la bombe et, plus généralement du nucléaire civil et militaire. Il écrira les mêmes phrases après la catastrophe de Tchernobyl en 1986. Enfin, on peut étendre ces considérations à des événements futurs : les penseurs et acteurs du nucléaire civil ou militaire de masse sont des idéalistes irresponsables qui tentent d'annihiler l'histoire en construisant un empire industriel pour mille ans, sans examiner les conditions sociales et anthropologiques impossibles à rassembler pour réussir ce pari fou. En effet, le nucléaire, civil ou militaire, réclame d'abord des sociétés stables et technologiques afin d'empêcher toute interruption de la chaîne nucléaire, du minerai au kWh ou à la bombe ; des sociétés possédant suffisamment de personnels qualifiés et de dispositifs techniques pour maintenir longtemps un niveau de fonctionnement, de sécurité et de sûreté. Qui peut raisonnablement parier qu'en 2100, toutes choses n'étant pas égales par ailleurs, les conditions d'habitabilité de la Terre et les configurations politiques mondiales garantissent encore cette stabilité et cette technicité nécessaires à l'opérationnalité du nucléaire ? C'est s'aveugler devant les événements sanglants qui accompagnent régulièrement l'histoire humaine – comme nous l'ont montré les guerres du XX^{ème} siècle – c'est croire à la grande illusion de la paix et de la fraternité désormais définitivement établies entre les peuples, c'est spéculer ingénument sur la rationalité immuable de nos dirigeants.

Yves Cochet, administrateur et ancien président de l'Institut Momentum (2014-2021). Yves Cochet a été ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement dans le gouvernement de Lionel Jospin. Militant écologiste depuis cinquante ans, député écologiste européen jusqu'en juin 2014, il a été parlementaire à l'Assemblée nationale de 1997 à 2011. Docteur en mathématiques, enseignant-chercheur à l'Institut national des sciences appliquées de Rennes de 1969 à 1997, ses recherches s'orientent vers la théorie des réseaux de neurones.

Références

[1] Mycle Schneider, *The World Nuclear Industry*, Paris, September 2021.

[2] <https://thesenecaeffect.blogspot.com/2021/05/the-great-turning-point-for-humankind.html>

[3] https://www.diw.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.572291.de/diw_econ_bull_2017-48-2.pdf



Les mandats de vaccination résultent de l'abus de la vraie science

Birsen Filip 12/07/2021 Mises.org



MISES WIRE



Il existe un degré alarmant d'uniformité entre les gouvernements de nombreux pays occidentaux lorsqu'il s'agit d'instaurer des mesures tyranniques comme les injections médicales obligatoires sur les lieux de travail et les passeports vaccinaux. Ce faisant, ils se sont éloignés des valeurs et des principes libéraux, en ne reconnaissant ni ne respectant plus les sphères privées, les objectifs personnels, la liberté et les droits individuels. Ils ont également ignoré le fait que vivre dans une société démocratique libérale signifie que l'État est limité à un niveau raisonnable d'activité ou d'interférence qui n'est ni préjudiciable ni destructeur pour divers types de libertés, y compris les libertés négatives, positives, individuelles, subjectives et objectives.

À ce stade, il est clair que les passeports et mandats de vaccination n'ont rien à voir avec la sauvegarde de la santé publique ou l'atténuation de la pandémie de COVID-19. Il s'agit plutôt de mesures purement coercitives conçues pour punir la désobéissance en retirant à une personne la capacité de subvenir aux besoins de sa famille, de façonner son avenir, de s'engager dans des activités qui lui apportent du bonheur et de vivre sa vie d'une manière qui lui permette de s'épanouir et de faire progresser son bien-être. En d'autres termes, elles sont effectivement capables de détruire les rêves, les objectifs, le respect de soi, l'estime de soi, le développement personnel, les aspirations, etc. des personnes. Elles sont également préjudiciables à la santé publique et au bien commun, car une société ne peut offrir un environnement sûr, sécurisé et sain à ses citoyens sans un nombre suffisant de personnes pour assurer les principaux services sociaux, notamment les forces de police, les travailleurs de la santé, les pompiers, les agents d'assainissement et les enseignants.

Des données récentes provenant d'Israël, du Royaume-Uni et d'autres pays ayant des taux de vaccination élevés suggèrent que les injections de COVID-19 sont d'une efficacité très limitée en termes de prévention de la propagation du virus, et on ne sait pas combien de temps dure réellement la protection personnelle qu'elles peuvent apporter. Dans le cas d'Israël, les piètres performances des injections de COVID-19 ont entraîné l'administration d'une troisième injection à des personnes que l'on croyait auparavant complètement vaccinées (c'est-à-dire avec deux injections). En conséquence, le ministère israélien de la santé a récemment indiqué qu'en moins d'un an, "près de 90 % des personnes âgées de plus de 60 ans ont reçu leur troisième injection, contre environ 70 % des personnes âgées de 40 à 49 ans et moins de 50 % des personnes âgées de 20 à 29 ans." Israël a réussi à obtenir des taux d'inoculation aussi élevés pour les troisièmes doses malgré le fait que Moderna et Pfizer-BioNTech sont toujours en train de mener ou de mettre en place des essais cliniques pour tester les effets des injections de rappel de COVID-19 sur les personnes.

Les injections de COVID-19 n'ont pas suivi les processus d'évaluation et d'approbation adéquats pour créer un vaccin efficace, ce qui prend généralement entre 10 et 15 ans. Néanmoins, quiconque a osé remettre en question les risques futurs inconnus de ces nouveaux vaccins, critiquer les passeports et les mandats de vaccination, ou souligner des détails gênants comme le fait que des personnes entièrement vaccinées peuvent encore être infectées et transmettre le virus à d'autres, a été publiquement humilié et qualifié de "non scientifique", d'"anti-vaxxer", d'"égoïste" et de "théoricien de la conspiration". Personne n'a été épargné par les attaques des fanatiques de la vaccination, y compris les professeurs, les politiciens, les scientifiques, les avocats, les infirmières et les médecins. Essentiellement, les points de vue, les idées, les approches et les perspectives divergents, qui sont cruciaux pour le progrès et l'évolution de la science, ont été ridiculisés ou fortement rejetés dans le récit dominant. En fait, cela a été le cas de pratiquement tous ceux qui soutiennent le choix éclairé plutôt que l'obéissance, et la liberté plutôt que la soumission.

Les gouvernements totalitaires de la pandémie, les experts sanitaires non élus et les journalistes partiaux n'ont

cessé de glorifier les mandats de vaccination, souvent avec des connotations religieuses. Aux États-Unis, cela a conduit à l'émergence d'un "faux prophète" sous la forme du Dr Anthony Fauci, dont les dictats sont largement traités avec une déférence qui ressemble à un "modèle divin" par des adhérents dévoués dans un certain nombre de pays. Malheureusement, les fidèles de ce "faux prophète" ne comprennent pas que "les prophéties sont totalement hors de portée de la méthode scientifique".¹ Ils ne réalisent pas non plus que la science s'intéresse aux faits objectifs et aux images vraies du monde réel, tout en s'opposant à la peur, à la haine, aux opinions subjectives, à la coercition, à la foi et à la révélation. En fait, les adeptes de la véritable approche scientifique renoncent à la foi, à la révélation et aux modèles divins parce que la science explore l'inconnu "pour établir ce qui est" plutôt que pour "dicter ce qui devrait être et les fins que les gens devraient viser".² Ils sont d'avis qu'"aucune science ne peut dire à quiconque ce que l'on veut, ce que l'on devrait soutenir, ce que l'on devrait réduire en poussière".³ Par conséquent, tout véritable scientifique considérerait les mandats de vaccination comme totalement non scientifiques.

Le développement de la science au cours de l'histoire a souvent été marqué par des désaccords importants entre les scientifiques sur un large éventail de questions, notamment les concepts, les priorités, les principes, les méthodologies, les procédures, les points de vue, les explications, les théories, les hypothèses, les approches et les objectifs. Ces désaccords et ces doutes ont souvent conduit à la réfutation et à l'abandon de théories, d'hypothèses, de principes, de méthodes et d'objectifs en faveur de nouveaux qui ont émergé. En fin de compte, ce processus a abouti à l'expansion des connaissances et à la réalisation de progrès. Autrement dit, en science, le progrès et "les avancées consistent à découvrir" où les gens s'étaient trompés⁴.

Les vrais scientifiques sont pleinement conscients de ce qu'ils ne savent pas, et sont enclins à faire preuve de prudence jusqu'à ce qu'ils acquièrent davantage de connaissances. Ils ne cachent pas les informations et les preuves empiriques afin de défendre certaines idées ou certains produits. Au contraire, ils seraient plus qu'heureux de "prouver" que leurs "anticipations étaient fausses" et de les renverser.⁵ Ce n'est pas "la possession de la connaissance, de la vérité irréfutable, qui fait l'homme de science, mais sa quête persistante et imprudemment critique de la vérité".⁶ Les vrais scientifiques éviteraient "les préjugés et les développements irréfléchis et prématurés".⁷ Pendant ce temps, le traitement des injections de COVID-19 par le Dr Fauci et ses disciples pourrait être décrit comme une idolâtrie, qui arrête la route du progrès scientifique. En fait, ce type d'idolâtrie est un abus de la science, dans la mesure où il s'agit d'une "vision erronée de la science" qui "se trahit dans le désir d'avoir raison".⁸ De nombreux dirigeants politiques occidentaux actuels soutiennent la tyrannie de la science abusive, qui a joué un rôle crucial dans la justification de leurs pouvoirs totalitaires récemment acquis.

Il semblerait que les dirigeants tyranniques de la pandémie et leurs "faux prophètes" oints considèrent les masses avec dédain, croyant qu'elles ne possèdent pas l'intelligence ou la capacité de penser de manière critique. Tout comme les "eugénistes" qui les ont précédés, la génération actuelle de dirigeants tyranniques et de "faux prophètes" inaptes a réussi à "se bercer d'illusions en pensant qu'ils seront appelés à décider eux-mêmes des qualités à conserver dans la population humaine. Non seulement ils ont conclu que les gens ne savent pas ce qui est le mieux pour eux, mais leurs actions détruisent les progrès réalisés au cours de toute l'histoire de la civilisation occidentale en éliminant diverses garanties et protections de la liberté, y compris les constitutions ou les chartes des droits des différents pays, les lois et les accords internationaux comme le Code de Nuremberg, la Déclaration d'Helsinki et la Déclaration universelle des droits de l'homme, et les protections du travail établies et défendues par les syndicats.

Les gens devraient se méfier des "faux prophètes" et des gouvernements totalitaires de la pandémie, car le "retour à la société fermée qu'ils préconisent est le retour à la cage et aux bêtes".¹⁰ Au lieu d'accepter sans réserve les oracles fictifs de ces "faux prophètes", les individus devraient trouver des moyens de redevenir les artisans de leur propre destin, s'ils veulent respirer et penser librement. Avant la normalisation de l'environnement actuel de peur, de haine, de discrimination et de division, il aurait été unimaginable que le dirigeant d'un pays occidental tente de suspendre autant de libertés et d'imposer des procédures médicales à

l'ensemble de la population, transformant essentiellement le pays en laboratoire. En agissant ainsi, il aurait couru le risque de se retrouver en prison ou dans un asile d'aliénés. La simple existence de ce type d'autorité prouve que "les forces qui ont généré" le fascisme et le nazisme ne sont pas "mortes".¹¹ En outre, tout le monde dans le monde doit être conscient du fait que si un tel parti au pouvoir parvient à obtenir le soutien total des forces de police et des forces militaires, alors "la glorification de la violence", ou l'oppression violente et la liquidation des dissidents, qui ont caractérisé "la politique du soviétisme russe, du fascisme italien et du nazisme allemand" deviendront inéluctables.¹² En conséquence, il pourrait être approprié de qualifier de bolcheviste, de nazi ou de "psychopathe fasciste" tout homme politique qui défend les politiques destructrices, inciviles et inhumaines associées aux régimes totalitaires.

NOTES :

1. Karl Popper, *The Open Society and Its Enemies*. (1945 : repr. Londres : Routledge, 2002).
2. Ludwig von Mises, *Socialisme : An Economic and Sociological Analysis*, trans. J. Kahane (New Haven, CT : Yale University Press, 1962), p. 539.
3. Joseph Schumpeter, " Gustav von Schmoller et les problèmes d'aujourd'hui ". (1926 ; repr. *Journal of Contextual Economics* 138 : 261 - 304. Berlin : Duncker & Humblot), p. 263.
4. F.A. Hayek, *The Constitution of Liberty*, éd. Ronald Hamowy, vol. 17 de *The Complete Works of F.A. Hayek* (1960 ; rééd. Chicago : University of Chicago Press, 2011).
5. Karl Popper. *La logique de la découverte scientifique*. (1935 ; rééd. Londres : Routledge, 1992), p.278-279.
6. Popper, *The Logic of Scientific Discovery*, p.281.
7. Popper, *The Logic of Scientific Discovery*, p.278-279.
8. Popper, *La logique de la découverte scientifique*, p.281.
9. Mises, *Socialisme*, p. 582.
10. Popper, *La société ouverte et ses ennemis*.
11. Mises, *Socialisme*, p. 578.
12. Mises, *Socialisme*, p. 480, 572.



La meilleure stratégie de transition énergétique pour les majors du pétrole reste un mystère

Par Haley Zaremba - Déc 07, 2021, OilPrice.com

- Le monde est devenu de plus en plus obsédé par une transition énergétique mondiale à la suite de l'effondrement des prix du pétrole en 2020, mais la meilleure stratégie pour les majors pétrolières dans cet environnement reste incertaine.
- Les majors pétrolières européennes ont adopté la transition de manière beaucoup plus agressive que les majors pétrolières américaines, mais cela ne les a pas empêchées d'être confrontées à des problèmes juridiques et d'actionnaires majeurs.
- Alors que Shell est, à bien des égards, à la pointe de la transition énergétique, elle est aujourd'hui confrontée à des contestations juridiques de la part des tribunaux néerlandais et l'un de ses actionnaires activistes tente de démanteler la société.



L'ère du Big Oil touche-t-elle à sa fin ? Dans le monde entier, l'industrie et les dirigeants politiques s'engagent enfin sérieusement à décarboniser. Les États-Unis ont adopté une loi sur les infrastructures d'un montant de 1

000 milliards de dollars, qui prévoit des investissements importants et des mesures incitatives en faveur du développement et de l'adoption des énergies renouvelables. Lors du sommet sur le climat COP26 du mois dernier, une alliance "Beyond Oil and Gas Alliance" (BOGA) a été formée par un groupe (Costa Rica, Danemark, France, Groenland, Irlande, Québec, Suède et Pays de Galles) qui s'est engagé à abandonner totalement le pétrole et le gaz, et 25 pays et cinq institutions financières se sont engagés à mettre fin au financement public de la plupart des projets liés aux combustibles fossiles d'ici à la fin 2022.

En effet, les deux dernières années ont marqué un tournant majeur pour l'industrie mondiale de l'énergie et l'économie du carbone en général. L'année dernière, la propagation de la nouvelle pandémie de coronavirus a secoué les marchés pétroliers du monde entier et a donné aux prix du pétrole un coup sans précédent, faisant passer le prix de référence du brut West Texas Intermediate bien en dessous de zéro le 20 avril 2021. Si les prix du pétrole ont rebondi depuis, la pandémie n'a fait que catalyser la transition vers l'énergie verte et réorienter la conversation mondiale sur le changement climatique.

À mesure que les marchés mondiaux de l'énergie évoluent, Big Oil a commencé à suivre. Les grandes compagnies pétrolières européennes ont adopté ce changement de manière plus agressive que leurs homologues américaines. Les grandes compagnies européennes sont déjà en train de se transformer en Big Energy, et Royal Dutch Shell, à bien des égards, a mené la charge.



Shell a pris des mesures importantes pour diversifier son portefeuille. La société a récemment conclu un accord pour acheter de l'énergie provenant de ce qui sera le plus grand parc éolien offshore du monde. L'accord de 15 ans porte sur 240 mégawatts provenant de Dogger Bank C, un énorme parc éolien qui sera exploité au large des côtes anglaises. La semaine dernière, la supermajor pétrolière a également annoncé qu'elle allait réduire de moitié sa capacité de raffinage du pétrole à Singapour, en se concentrant sur les matières premières chimiques, afin d'atteindre les objectifs de Shell, à savoir réduire de moitié son empreinte carbone d'ici à 2030 et parvenir à une neutralité carbone totale d'ici à 2050. En février, l'entreprise a annoncé que sa production totale de pétrole avait atteint un pic en 2019 et que ses émissions de carbone avaient atteint un pic encore avant, à 1,7 gigatonne métrique en 2018.

La transition vers l'abandon des combustibles fossiles n'est cependant jamais simple, et les activités de Shell ne font pas exception. Pour Shell, atteindre le zéro net ne signifie pas nécessairement abandonner le pétrole et le gaz - en fait, ils disent que la capacité de l'entreprise à se décarboniser dépend des combustibles fossiles. Ben van Beurden, directeur général de Royal Dutch Shell, a déclaré à la BBC, lors d'une récente interview, que l'entreprise avait l'intention de payer sa transition vers le zéro carbone net avec les revenus du pétrole et du gaz. "À l'heure actuelle, [les liquidités] proviennent de nos activités traditionnelles", a déclaré M. van Beurden lors de son interview à la raffinerie de pétrole de Pernis, près de Rotterdam. Shell dit qu'elle prévoit de convertir la gigantesque usine d'essence et de diesel en une usine de biocarburants et d'hydrogène au cours des dix prochaines années. "Si nous devons construire une usine d'hydrogène à partir d'un parc éolien que nous construisons en mer du Nord pour un milliard de dollars, cela ne sera pas financé par une entreprise d'hydrogène - cela sera financé par l'entreprise de pétrole et de gaz." Cette approche, cependant, va se heurter à la résistance des actionnaires activistes et même, potentiellement, des tribunaux néerlandais.

La double approche de Shell en matière de décarbonisation est révélatrice de l'extrême complexité de la

transition énergétique verte. Il serait naïf de penser que le monde peut se sevrer des combustibles fossiles du jour au lendemain, et le chemin vers une énergie 100 % renouvelable - ou tout ce qui s'en rapproche - sera jalonné de ruptures d'approvisionnement et d'autres sérieux obstacles. Les combustibles fossiles ont un rôle à jouer dans la transition énergétique, mais la question de savoir dans quelle mesure il faut continuer à les extraire est un sujet de débat majeur. Qui plus est, le fossé qui se creuse entre l'environnementalisme, l'énergie et la sécurité économique menace aujourd'hui de faire éclater des majors pétrolières comme Shell. Seul l'avenir nous dira laquelle des grandes compagnies pétrolières a la bonne stratégie pour l'avenir.

👉RETOUR👈

Chouette ! « Dictature universelle » (tu parles !) universellement acceptée !

Nicolas Bonnal Publié le 7 décembre 2021

Vaccin ENFIN obligatoire pour tous les salariés francés (CNews) !
Un vaccin par mois et par bébé aussi ! C'est qu'on adore les abonnements ici !
Et qu'on redemande ! Et qu'on redemande ! Et qu'on en redemande !

La sclératresse Pécoresse décolle dans les sondages : le Français adore son droit de BOTTE.
Guy Debord : « Jamais censure n'a été plus parfaite. Jamais l'opinion de ceux à qui l'on fait croire encore, dans quelques pays, qu'ils sont restés des citoyens libres, n'a été moins autorisée à se faire connaître, chaque fois qu'il s'agit d'un choix qui affectera leur vie réelle. » Comprenez que la masse citoyenne et humanitaire est hallucinée et qu'elle veut crever vite fait (vaccins, passeport digital, carte carbone) ; ils ne vont surtout pas se gêner et surtout pas la rater ! L'ONU use du dinosaure numérique pour imposer notre carbo-disparition.



👉RETOUR👈

Vacciner les enfants, une décision gravissime. 60.000 scientifiques demandent l'arrêt de la vaccination de masse.

Publié par Les moutons enragés 7 décembre 2021

60.000 scientifiques, ce n'est pas rien. Pourquoi les politiques n'écoutent-ils pas, ceux qui ont consacré leur carrière à la santé des populations ? Les mesures s'enchaînent sans queue ni tête, le « virus » ne recule pas et, l'injection d'un soi-disant « vaccin » est de plus en plus contestée. Les variants ne sont que les conséquences de ces injections. Sont-ils débiles mentaux, ces irresponsables qui mettent la vie de millions de gens en danger, qui

détruisent consciencieusement tout le tissu économique et social de nombreux pays sans prendre en compte les séquelles durables que leurs décisions loufoques vont engendrer ? Comme nous ne pouvons pas les taxer d'inintelligence, la porte est ouverte pour envisager le but final, sur leurs agissements anticonstitutionnels, iniques, et mortifères. La note va être salée, quand les gens en auront assez des graves dégâts causés par leur politique destructrice, même si ces individus ont voté des lois pour se protéger...

Par [Liliane Held Khawam](#)

5-Year-Old Died 4 Days After Pfizer Shot, CDC VAERS Data Show

VAERS data released today by the Centers for Disease Control and Prevention included a total of 927,740 reports of adverse events from all age groups following COVID vaccines, including 19,532 deaths and 146,720 serious injuries between Dec. 14, 2020, and Nov. 26, 2021.

By [Megan Redshaw](#)

164     



Un enfant de 5 ans décède 4 jours après avoir reçu sa 1ère injection

<https://childrenshealthdefense.org/defender/vaers-cdc-adverse-events-deaths-5-year-old-died-pfizer-vaccine/>

60.000 scientifiques demandent l'arrêt de la vaccination de masse



Martin Kulldorff, Sunetra Gupta et Jay Bhattacharya les trois rédacteurs de la déclaration de Great Barrington (Massachusetts)

La communauté scientifique s'élève contre la politique sanitaire des autorités : la déclaration de Great Barrington (USA) contre les injections massives d'ARNm a récolté 870.000 signatures.

Alors que le président de la République française réunit ce lundi 6 décembre, un nouveau Conseil de Défense pour lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, de plus en plus de voix s'élèvent contre la politique sanitaire complètement folle des autorités qui vise à vacciner toujours plus la population. **Après la troisième dose de vaccin imposée, sous peine de désactivation du pass sanitaire !**

Voilà qu'il est question de vacciner les enfants de 5 à 11 ans. [Une décision qui serait gravissime](#) selon de nombreux médecins et chercheurs dont nous nous sommes faits [l'écho ici même](#).

Des effets secondaires graves

La vaccination de masse avec **un vaccin encore expérimental à ARN messenger** inquiète depuis longtemps la communauté scientifique. Dès le 4 octobre 2020, trois scientifiques de haut niveau, **le Pr Martin Kulldorff**, professeur de médecine à l'université de Harvard, biostatisticien et épidémiologiste, spécialisé dans la détection et le suivi des épidémies de maladies infectieuses et dans l'évaluation de la sécurité des vaccins. **La Dr Sunetra Gupta**, professeur à l'Université d'Oxford, épidémiologiste spécialisée dans l'immunologie, le développement de vaccins et la modélisation mathématique des maladies infectieuses. Et **le Dr Jay Bhattacharya**, professeur à la faculté de médecine de l'université de Stanford, médecin, épidémiologiste, économiste de la santé et expert en politique de santé publique, spécialisé dans les maladies infectieuses et les populations vulnérables recommandaient une approche alternative contre la Covid-19 dans ce que l'on a appelé [la Déclaration de Great Barrington](#). Car ils sont très inquiets des effets secondaires de la vaccination de masse sur les populations.

Que préconisent-ils ? Une protection « focalisée ». C'est-à-dire de protéger autant que possible les personnes âgées, infirmes, fragiles et de laisser aux autres le soin de vivre normalement jusqu'à ce que la société atteigne l'immunité collective.

Or, la vaccination massive par ARNm rend impossible cette immunité collective.

L'un des premiers cosignataires était **le Dr Simon Thornley**, épidémiologiste et biostatisticien à l'université d'Auckland. De plus en plus connue dans le monde, la Déclaration de Great Barrington a, depuis, été signée par 60.000 médecins et scientifiques. Une pétition a recueilli à ce jour 870.000 signatures de soutien.

La Déclaration de Great Barrington

« En tant qu'épidémiologistes des maladies infectieuses et scientifiques spécialisés en santé publique, nous sommes inquiets des impacts physiques et mentaux causés par les politiques actuelles contre la COVID-19 et nous recommandons une approche alternative que nous appelons Protection focalisée (Focused Protection), écrivent les trois premiers signataires.

« Que nous soyons de gauche ou de droite et quel que soit notre pays d'origine, nous avons consacré nos carrières à **la protection des populations**.

Les politiques actuelles de confinement produisent **des effets désastreux sur la santé publique à court, moyen et long terme**.

Parmi les conséquences, on peut citer, entre autres, une baisse des taux de vaccination chez les enfants, une aggravation des cas de maladies cardio-vasculaires, une baisse des examens pour de possibles cancers ou encore une détérioration de la santé mentale en général. **Cela va engendrer de grands excès de mortalité dans les années à venir**, notamment dans la classe ouvrière et parmi les plus jeunes. Maintenir les écoliers en dehors de l'école est une grande injustice.

Conserver ces mesures en attendant qu'un vaccin soit disponible causera des dégâts irréparables. Les couches sociales les moins favorisées seront les plus touchées.

Une maladie peu dangereuse pour les enfants

Heureusement, notre compréhension du virus s'améliore. Nous savons que la vulnérabilité à la mort par la COVID-19 est plus de mille fois plus haute parmi les personnes âgées et infirmes que chez les jeunes. En effet, pour les enfants, la COVID-19 est moins dangereux que bien d'autres maux, y compris la grippe. L'immunité grandissant dans la population, le risque d'infection baisse pour tout le monde, y compris les plus

vulnérables. Nous savons que toutes les populations vont finir par atteindre **l'immunité collective**, c'est-à-dire le point où le nombre de nouvelles infections est stable, et que ce processus peut s'accompagner (sans pour autant dépendre) de l'existence d'un vaccin. Par conséquent, notre objectif devrait être de minimiser la mortalité et le mal fait à la société jusqu'à ce qu'on atteigne l'immunité collective.

Une approche à la fois compassionnelle et prenant en compte les risques et les bénéfices consiste à autoriser celles et ceux qui ont le moins de risques de mourir du virus de vivre leurs vies normalement afin qu'ils fabriquent de l'immunité au travers d'infections naturelles tout en protégeant celles et ceux qui ont le plus de risques de mourir. **Nous appelons cela la Protection Focalisée (Focused Protection).**

En plein air plutôt qu'à l'intérieur

Le fait d'adopter des mesures pour protéger les plus vulnérables devrait être le but central des réponses de santé publique à la COVID-19. À titre d'exemples, les résidences pour personnes âgées devraient être dotées de personnel qui a acquis l'immunité et qui réalise fréquemment des tests pour les autres membres du personnel et les visiteurs. Par ailleurs, la rotation du personnel devrait être la plus faible possible. Les personnes retraitées qui vivent chez elles devraient se voir livrer leurs courses à domicile. Quand c'est possible, elles devraient rencontrer les proches en plein air plutôt qu'à l'intérieur.

Une liste de mesure complète et détaillée, incluant des approches pour les foyers comprenant plusieurs générations, peut être mise en œuvre. C'est largement dans la capacité et les prérogatives des professionnels de la santé publique.

Ceux qui ne sont pas vulnérables devraient immédiatement être autorisés à **reprendre une vie normale**. Des mesures d'hygiène simples, **comme se laver les mains et rester chez soi si l'on est malade**, devraient être pratiquées par chacun pour réduire le seuil de l'immunité collective. Les écoles et les universités devraient rouvrir pour des enseignements en présentiel. Les activités extrascolaires comme le sport devraient reprendre. Les jeunes adultes qui présentent peu de risques devraient travailler normalement plutôt que depuis chez eux. Les restaurants et les commerces devraient ouvrir. Les arts, la musique, le sport et les autres activités culturelles devraient reprendre. Les personnes qui présentent plus de risque peuvent participer si elles le souhaitent à ce processus tandis que la société dans son ensemble bénéficie de la protection ainsi conférée aux plus vulnérables par ceux qui ont construit l'immunité collective. »

[60.000 scientifiques demandent l'arrêt de la vaccination de masse](https://infodujour.fr/societe/54559-60-000-scientifiques-demandent-larret-de-la-vaccination-de-masse/embed#?secret=Cnmwmgk4pA)

<https://infodujour.fr/societe/54559-60-000-scientifiques-demandent-larret-de-la-vaccination-de-masse/embed#?secret=Cnmwmgk4pA>

Effets secondaires répertoriés au 26 novembre 2021 – Etats-Unis

Search Results

From the 11/26/2021 release of VAERS data:

Found 927,740 cases where Vaccine is COVID19

[Government Disclaimer on use of this data](#)

Table

 Event Outcome	  Count	Percent
Death	19,532	2.11%
Permanent Disability	31,652	3.41%
Office Visit	145,285	15.66%
Emergency Room	59	0.01%
Emergency Doctor/Room	102,544	11.05%
Hospitalized	99,671	10.74%
Hospitalized, Prolonged	272	0.03%
Recovered	277,660	29.93%
Birth Defect	691	0.07%
Life Threatening	21,931	2.36%
Not Serious	402,221	43.35%
TOTAL	↑ 1,101,518	↑ 118.73%

† Because some cases have multiple vaccinations and symptoms, a single case can account for multiple entries in this table. This is the reason why the Total Count is greater than 927,740 (the number of cases found), and the Total Percentage is greater than 100.

<https://www.medalers.org/vaersdb/findfield.php?>

Etats-Unis: Effets secondaires sur les enfants de 5 à 12 ans – 26 novembre 2021

Search Results

From the 11/26/2021 release of VAERS data:

Found 1,581 cases where Age is 5-or-more-and-under-12 and Location is U.S., Territories, or Unknown and Vaccine is COVID19 and Vaccination Date from '2021-11-01' to '2021-12-31'

[Government Disclaimer on use of this data](#)

Table

 Age	  Count	Percent
3-6 Years	179	11.32%
6-9 Years	635	40.16%
9-12 Years	767	48.51%
TOTAL	1,581	100%

<https://www.medalers.org/vaersdb/findfield.php?>

Luxembourg: Effets secondaires au 22 novembre 2021 – Moins de 17 ans



Since the start of vaccination, In Europe, the number of children [0-17 years] who have died as a result of injections has been 72.

56 died from Pfizer injections
7 died from AZ injections
7 died from Moderna injections
2 died from Janssen injections

Source: <https://dap.ema.europa.eu/analytics/saw.dll?PortalPages>

Luxembourg, November 29th 2021

European Forum for Vaccine Vigilance

www.efvv.eu



Since the start of vaccination, In Europe, the number of children [0-17 years] who have died as a result of injections has been **79**.

62 died from Pfizer injections
8 died from AZ injections
7 died from Moderna injections
2 died from Janssen injections

Source: <https://dap.ema.europa.eu/analytics/saw.dll?PortalPages>

Luxembourg, December 6th 2021

European Forum for Vaccine Vigilance

www.efvv.eu

La vie ruinée d'athlètes



Robert F. Kennedy Jr.
@RobertKennedyJr

World record-holder in static breath-hold freediving, veteran triathlete, professional tennis player, professional mountain biker—all high-performing athletes until COVID vaccines ruined their health + their careers.

#TheDefender: bit.ly/3s5twWJ

Traduire le Tweet



childrenshealthdefense.org

They Were High-Performing Athletes ... Until COVID Vaccines Destroyed Their ...

A world record-holder in static breath-hold freediving, a veteran triathlete, a professional tennis player, a professional mountain biker — they were all high-...

6:07 PM · 2 déc. 2021 · Twitter Web App

LHK



Ce qu'il en coûte de forcer un consentement

Guy de la Fortelle 26 11 2021



« Je n'ai pas cru que tes édits pussent l'emporter sur les lois non écrites et immuables des dieux, puisque tu n'es qu'un mortel. »

Antigone

« Parce que je suis contrainte par la violence, je céderai à ceux qui possèdent la puissance, car il est insensé de tenter au-delà de ses forces. »

Ismène

<https://youtu.be/XrcBnvkrdeA>

Ma chère lectrice, mon cher lecteur,

À partir de quel moment, une pratique sadomasochiste devient-elle répréhensible ?

Combien de coups de fouet avant qu'un juge s'en mêle ? Peut-on marquer au fer rouge une victime consentante ? La torturer ? L'électrocuter ? À combien de milliampères ? La perte de conscience entraîne-t-elle la perte du consentement ?

Question subsidiaire : Qui donc est habilité à définir ces limites ?

Je prie mes lecteurs les plus pudiques d'excuser cette entrée en matière cruelle : C'est celle qu'a choisie le professeur de droit Estelle Brosset dans un excellent papier « *Le consentement en matière de santé et le droit européen* » de 2013. [1]

Le consentement est un sujet qui dépasse largement la sphère strictement sanitaire et ne peut être traité en vase clos : Il paraîtrait bizarre de refuser des soins, ou leur remboursement, à quelqu'un qui a refusé le vaccin contre la maladie qui le touche mais pas à un masochiste qui s'inflige des blessures volontaires.

Ne faudrait-il pas dès lors faire payer son SIDA au concupiscent qui omet de se protéger ?

Sans doute, ces gens ne font-ils de tort qu'à eux-mêmes mais que dire alors du chauffard accidenté par sa propre inconscience ? Faut-il soigner celui-là malgré le risque mortel qu'il fait peser sur la société ? Il faudrait encore nous pencher sur le cas des criminels, des imprudents ou simplement des insouciantes qui font peser des risques insensés à la collectivité.

Il vous est peut-être aussi pénible de lire ces lignes qu'il m'est de les écrire. Et pourtant...

Et pourtant nos *droitsdelhommistes* bon chic bon teint, dans leur folie, sont en train d'ouvrir cette énième boîte de Pandore à l'hémicycle comme à la télé.

Ainsi :

- Une personne non-vaccinée, faute de médecin complaisant, doit-elle payer la taxe de son pass tous les jours pour avoir le droit de se faire soigner ;
- Le Parti Radical de Gauche demande le non-remboursement des soins de santé aux réfractaires ;
- Singapour l'a déjà fait et ;
- En Autriche on vous jettera bientôt en prison.

Ces gens ne sont pas à une aberration près mais puisqu'ils poussent l'obscénité jusque-là, il nous faut bien tenter de refermer cette boîte de Pandore avant que le diable n'en sorte.

Oh la question du consentement et plus largement du rapport entre l'individu et l'État est vieille comme Léviathan. À vrai dire, il n'y a rien de nouveau sous le soleil si ce n'est notre amnésie historique et nos lacunes en philosophie politique.

Il nous faut donc remonter petit à petit à la source et prendre le temps de réfléchir un instant : ***À quel moment l'individu doit-il s'effacer devant le collectif ?***

La question est d'importance car il en va de nos politiques sanitaires mais également des questions écologiques et certainement aussi des questions financières. Je ne crois pas être hors sujet en traitant aujourd'hui, [une nouvelle fois](#), de la question du consentement.

Que dit la loi ?

La question du consentement des pratiques sado-masochistes est incontournable en droit européen, nous rappelle Madame Brosset, car elle a été étudiée dans un arrêt célèbre de la Cour Européenne des Droits de l'Homme de 2005 (K.A. ET A.D. c. BELGIQUE). [2]

La particularité de cet arrêt est de justifier la condamnation d'ébats extrêmes non pour leur insoutenable violence — le rappel des faits par la CEDH fait passer le premier chapitre de *Surveiller et Punir* pour une lecture de première communiant — mais par l'absence de consentement explicite de la victime.

« L'arrêt érige le consentement en dogme quasiment sacré : il devient le critère exclusif de l'opportunité de l'action de l'Etat. » [1]

Voilà qui paraît bien lointain en 2021...

Il y a pourtant ce fameux article 5 de Convention d'Oviedo sur les droits de l'homme et la biomédecine (dont la France est signataire) [3] :

Article 5 – Règle générale

Une intervention dans le domaine de la santé ne peut être effectuée qu'après que la personne concernée y a donné son consentement libre et éclairé.

Et si ce n'était pas suffisant, à l'article 2 des dispositions générales, la convention précise que :

Article 2 – Primauté de l'être humain

L'intérêt et le bien de l'être humain doivent prévaloir sur le seul intérêt de la société ou de la science.

Eh bien quoi ? Comment en avons-nous pu en arriver de plein droit à cette discrimination brutale de personnes ne consentant pas à un traitement dont la dénomination même est polémique, vaccin pour les uns — après en avoir changé la définition [4] — , thérapie génique pour les autres — y compris la FDA, le gendarme sanitaire américain [5] — ?

C'est qu'en parallèle de cette jurisprudence, la même CEDH n'hésite pas à construire une jurisprudence parallèle en matière de vaccination :

« Elle [la CEDH] a là encore estimé qu'une campagne de vaccination, telle que mise en place dans la plupart des pays, obligeant l'individu à s'incliner devant l'intérêt général et à ne pas mettre en péril la santé de ses semblables, ne dépassait pas la marge d'appréciation laissée à l'Etat. » [1]

Et c'est ainsi que l'on se retrouve avec une justice qui défend tantôt l'intégrité radicale de la personne, tantôt celle du collectif sans que la jurisprudence permette véritablement de dégager une ligne claire.

C'est important, il ne s'agit pas d'un équilibre subtil mais bien d'un paradoxe irrésolu et donc radicalement instable : La jurisprudence est radicalement en faveur de l'intégrité de la personne ET EN MÊME TEMPS radicalement en faveur de la contrainte publique.

Ainsi, pour la CEDH, l'administration d'un vaccin contre l'hépatite B (maladie sexuellement transmissible) à un enfant non formé peut être rendue obligatoire [6], mais pas l'administration d'un vomitif à un dealer de drogues ayant avalé sa marchandise pour échapper à la police (qui recevra 10 000 € pour préjudice moral) [7].

« Dans le champ de la santé, il est dans le même temps nécessaire et difficile de dégager un consensus européen. » [1]

Le champ de ruine européen et la politique de la terre brûlée

Voilà le champ de ruine juridique dans lequel nous évoluons au niveau européen, champ de ruine où nous avons abandonné notre souveraineté, dans l'espoir impossible d'une souveraineté élargie dont nous ne pouvons que constater l'échec complet.

Bien sûr ce champ de ruine n'est pas perdu pour tout le monde...

En absence de cadre réglementaire clair, cohérent et contrôlé, le pouvoir des juges se trouve décuplé et le champ ouvert pour les politiques de copinages et le népotisme effréné des ambitieux sans scrupule.

Il y a 2 ans, les révélations sur la mainmise des juges de la CEDH par George Soros et sa galaxie d'associations activistes type *Open Society* avait provoqué bien des remous en Europe (moins en France). [8]

Elles avaient également provoqué le dédain complet de la Cour, bien à l'abri dans sa tour d'ivoire européenne sans aucun organe de contrôle efficace pour faire le ménage, sans personne à qui rendre des comptes sur ce détournement d'une des plus hautes cours de justice européenne à des fins privées.

Ce sont ces juges inconnus et indéboullonnables, mon cher lecteur, qui auront le dernier mot sur le destin de nos politiques vaccinales ; Eux qui seront les juges ultimes de nos griefs dans les décennies de contentieux que la gestion calamiteuse de ces deux dernières années nous promet.

Dans la Ve République du général De Gaulle :

« La seule Cour suprême, c'est le peuple français »

En 2021, la République est devenue zombie, le peuple dévitalisé a abandonné ses prérogatives au pouvoir des juges européens, et les juges eux-mêmes se sont vendus à des intérêts privés.

Oh, la CEDH est l'un de ses bubons qui trahit la peste dont nos institutions meurent.

Qui dit mieux ?

Faute d'un cadre juridique sain, comment pourrions-nous espérer sortir de ce dilemme entre l'individu et la représentation nationale ?

La question n'est pas bien compliquée en vérité.

Il existe, grossièrement, deux justifications à l'ingérence de l'État dans la vie privée :

- La justification utilitariste façon Bentham : On sacrifie une minorité pour obtenir « *le plus grand bonheur du plus grand nombre* ».
- La justification contractualiste kantienne : « *La liberté de chacun s'arrête où commence celle des autres* ».

La différence entre les deux approches tient au rapport aux inégalités, assumées chez les utilitaristes mais seulement tolérées chez les contractualistes.

Dans tous les cas, il faut que la privation de liberté se fasse au bénéfice du plus grand nombre.

Ainsi l'obligation vaccinale des soignants ou le pass sanitaire ne se justifient-ils que par les dangers de transmission aux autres mais certainement pas par les risques que l'individu choisit de faire peser sur lui-même.

Oh je sais bien qu'il serait tentant de vouloir imposer la vaccination aux récalcitrants pour eux-mêmes, pour faire baisser la pression hospitalière et d'autres intentions chacune meilleure que la précédente mais comme dirait ma très chère Mère dans sa grande sagesse, on ne peut pas aider les autres contre leur gré. Il s'agit simplement de respect pour la personne.

Et si vous avez encore un doute, imaginez imposer une chimiothérapie ou une mastectomie préventive à un malade qui n'y consentirait pas.

Il y a là quelque chose de très perturbant : il n'y a de fondement politique, sanitaire et juridique à l'entrave sanitaire que sur la base de la transmissibilité.

Or les vaccins contre le COVID N'ont PAS été développés, ni testés, ni approuvés dans le but de réduire la transmission mais de réduire les formes graves.

Il y a une différence radicale entre les coronavirus (ou la grippe) et un virus comme la variole : Un coronavirus mute trop et trop vite pour pouvoir être éradiqué, comme pour la grippe, il faut apprendre à vivre avec et c'est bien ce que recherchent les labos.

D'ailleurs, il n'existait presque pas de données sur la transmission du virus par les personnes vaccinées jusqu'à la fin de mois de juin dernier... Soit quelques jours à peine avant son instauration.

J' ai suffisamment couvert la prépublication de l'institut Pasteur utilisée pour justifier l'instauration du pass qui prétendait que le vaccin réduisait d'un facteur 12 la transmission au mois de juin dernier : Résultat, 5 mois plus tard l'étude n'est toujours pas publiée et c'est normal, c'était une mascarade. [9]

L'OMS tente encore d'avancer que le vaccin réduirait la transmissibilité de peut-être 40 % mais les variants, le fait qu'Israël, l'Islande et Singapour aient connu leurs plus gros pics épidémiques APRÈS leurs campagnes massives de vaccination bat en brèche tout argument en faveur du vaccin pour limiter la transmission.

À ce stade, la question devient épineuse : Vous n'êtes pas obligé d'être d'accord avec moi. Peut-être trouvez-vous que mon refus du pass sanitaire est dangereux.

D'ailleurs, nous sommes dans une situation exemplaire où la moitié de la population est en faveur du vaccin et la moitié contre. **En effet, 1/3 des personnes vaccinées déclarent l'avoir fait sous la contrainte, ajoutés aux non-vaccinés hors raisons médicales, nous arrivons à l'équilibre.** [10]

Que faire ?

L'argument scientifique est ici pris de vitesse puisqu'il n'arrive pas à départager la population.

On peut bien sûr penser que la moitié de la population est stupide mais traitez-la comme telle et vous voyez nos principes démocratiques fondre comme neige au soleil et de manière pratique vous vous retrouvez rapidement dans une situation explosive tendance guerre civile.

L'argument scientifique ne permet pas de se passer du consentement.

Mais en partant du principe de Pascal que « *chacun recherche d'être heureux* » et qu'à quelques exceptions près nous préférons être en bonne santé et que ceux que nous aimions le soient encore davantage : Le temps fera son affaire et nous finirons par avoir le fin mot de cette histoire.

Et il n'y a pas d'urgence qui tienne. Nous avons tous accepté les mesures d'urgence de mars 2020 sans rechigner. Ce qui est en jeu aujourd'hui c'est le chantage de la vaccination, non pour protéger notre santé mais pour « *retrouver la vie d'avant* ».

**Il semblerait que les libertés soient devenues des bonbons que l'on distribuerait aux enfants dociles...
Manière à peine voilée de paraphraser la maxime Orwellienne :**

« La liberté, c'est l'esclavage. »

Au fond ce qui justifie l'intervention de l'État, historiquement et pratiquement, n'a rien à voir avec le bonheur ou la liberté, c'est l'équilibre des forces, la répartition des ressources, la survie du groupe et la place de chacun.

Et le cynisme n'est peut-être pas qui vous pensez : Déléguer la défense de son bonheur ou de l'exercice fondamental de sa liberté à un ministère est une folie, Orwell ne s'y était pas trompé.

La liberté n'est pas un droit qui se distribue, c'est une disposition personnelle qui s'exerce ou non, et qui se respecte pour éviter qu'elle s'exprime de manière radicale ou violente.

Ce qu'il en coûte de forcer nos consentements

Si l'on n'est plus libre de vivre, on l'est toujours de se révolter. **Nelson Mandela du fond de sa prison était infiniment plus libre qu'Emmanuel Macron dans son salon.**

Oh il y a bien de la marge, nous ne sommes déjà pas une société de brûle-la-mort : plus de 80 % des 12-40 ans sont vaccinés [11] alors qu'en extrapolant les chiffres du Royaume-Uni (faute de publication en France), il y a dû y avoir peut-être une centaine de décès et un millier d'hospitalisations de moins de 40 ans sans comorbidité... [12]

Pour une population d'environ 20 millions de personnes c'est peu et quitte à sauver des vies, nous devrions nous éloigner des bouteilles d'alcool plus que du virus : Une admission aux urgences sur 3 en France est liée à l'alcool [13]. Mais seules 2 % des hospitalisations (tout âge confondu) sont dues au COVID. [14]

En forçant le consentement, les campagnes de vaccination et dispositifs sanitaires ont flatté nos angoisses et attisé nos peurs bien plus que convaincu les récalcitrants.

Pire encore, ce gouvernement n'a pas imposé le vaccin, il a forcé le consentement : C'est très différent, ils entendent vous priver de votre libre arbitre sans vous décharger de votre responsabilité... Ils jouent, vous payez.

Et si vous n'êtes pas content, c'est votre faute.

Et si, comme il semble devoir se produire, les propriétés magiques des vaccins disparaissent, il ne restera bientôt que cendre et amertume.

Croyez-vous que nos espoirs déçus se retourneront contre les responsables ? Tout ceci est bien trop irrationnel.

Le risque est qu'ils désignent les populations non-vaccinées comme victimes expiatoires de notre folie collective, boucs émissaires antiques des sociétés archaïques qui faute de savoir partager un destin déchargeaient leurs pulsions sur une victime arbitraire.

Est-ce qu'après la chasse au juif, nous aurons la chasse à l'antipass ? Ne haussez pas les épaules trop vite. Bien sûr, le pire n'est jamais sûr. Ce n'est pas une raison pour ne pas l'envisager et nous avons bien trop de preuves que ces choses arrivent, arrivent bien plus brutalement que l'on imagine mais ne finissent jamais à l'avantage des instigateurs.

Un parent ne lève pas les membres de sa famille les uns contre les autres : Cela ne doit pas.

Emmanuel Macron est en train d'achever la *communauté de destin* qu'est la France. Se rend-il compte qu'il s'entraîne lui-même dans notre perte collective ? Je ne sais.

Là encore, ce n'est pas perdu pour tout le monde... **En faisant mourir les États et remonter le pouvoir au-delà de l'emprise des peuples, l'on confisque aussi bien la liberté que les richesses ou même la santé de ceux qui ont oublié que nos libertés ont besoin de la protection de la Nation pour s'exercer.**

Les défenses de nos libertés, de nos richesses, de nos santés, de nos cultures, de nos environnements sont en train de converger géographiquement et leurs défenses individuelles aussi bien que collectives convergent également : **Opposer individualisme et intérêt général est une falsification.**

C'est la divergence entre la Nation et ses représentants qui est conflictuelle. Désormais démocratie directe et démocratie représentative s'opposent.

Le juge suprême N'est PLUS le peuple français, c'est l'organisation supranationale. *Pourquoi croyez-vous qu'il n'y a plus de référendums, ni de dissolution parlementaire en France depuis 2005 ?*

C'est une dépossession. Mais faites demain un référendum sur la politique sanitaire en France et vous apaiserez toutes les passions mieux toutes les allocutions qui font désormais l'inverse.

Emmanuel Todd a rappelé récemment que nos nations s'étaient forgées dans l'acier et le sang de la guerre. Il n'y a pas de raison pour qu'elles ne meurent pas de la même manière.

Et si elles meurent, faute d'avoir été défendues, sans-doute était-ce que nous n'en étions plus digne... Ou serait-ce que nous prenons un plaisir masochiste à cette domination brutale et arbitraire.

Le choix est nôtre.

À votre bonne fortune,

Guy de La Fortelle

Notes :

[1] Madame Brosset est professeure de droit à l'université d'Aix-Marseille et si la lecture de littérature scientifique ne vous rebute pas, je vous recommande son papier qui est un petit bijou.

Eh oui, je fais partie de ceux qui estiment que les scientifiques et experts sont une manne incontournable pour nous aider à penser et formuler un jugement par nous-même mais certainement pas pour penser et juger à notre place. Je préfère l'humanisme de Montaigne au rationalisme bureaucratique de Weber.

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00872135/document>

[2] <https://www.unionedirittiumani.it/wp-content/uploads/2012/07/AFFAIRE-K.A.-ET-A.D.-c.-BELGIQUE.pdf>

[3] <https://rm.coe.int/168007cf99>

[4] <https://www.citizensjournal.us/the-cdc-suddenly-changes-the-definition-of-vaccine-and-vaccination/>

[5] <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1682852/000168285220000017/mrna-20200630.htm>

[6] <https://www.doctrine.fr/d/CEDH/HFDEC/DECCOMMISSION/1998/CEDH001-29194>

[7] https://actu.dalloz-etudiant.fr/fileadmin/actualites/pdfs/NOVEMBRE_2014/AFFAIRE_JALLOH_c._ALLEMAGNE.pdf

[8] <https://www.valeursactuelles.com/politique/le-scandale-soros-un-ancien-juge-de-la-cedh-reagit-apres-les-revelations-de-valeurs-actuelles/>

[9] <https://www.investisseur-sans-costume.com/letude-bidon-a-lorigine-du-pass-sanitaire/>

[10] <https://elabe.fr/wp-content/uploads/2021/11/vague-45-2.pdf>

[11] <https://covidtracker.fr/covidexplorer/>

[12] <https://www.england.nhs.uk/statistics/wp-content/uploads/sites/2/2021/11/COVID-19-total-announced-deaths-19-November-2021-weekly-file.xlsx>

[13] <https://www.addictaide.fr/alcool-et-urgences-quand-lhopital-a-la-gueule-de-bois/>

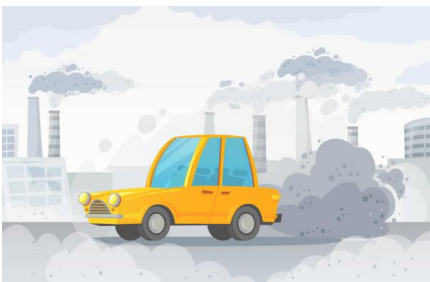
[14] https://www.atih.sante.fr/sites/default/files/public/content/4144/aah_2020_analyse_covid.pdf



RETOUR

Voiture ou climat, on est obligé de choisir

7 décembre 2021 / Par biosphere



Le déplacement d'une voiture gaspille une ressource fossile mise gratuitement par la nature à la disposition de la civilisation thermo-industrielle. Mais, contrairement à l'usage d'un cheval, cette source d'énergie n'est pas renouvelable : plus on fabrique de voitures, plus on accroît l'imminence du pic pétrolier, ce moment où la production de pétrole va diminuer inexorablement. Alors nous nous rendons compte que la voiture pour tous n'était qu'un rêve, entretenu par une pression médiatique et publicitaire absurde dont même LE MONDE se faisait régulièrement

l'écho. Les temps changent

Lire, [LE MONDE est l'otage des lobbies automobiles](#)

Marie Pouzadoux : *La France a été redessinée par et pour l'automobile. Aujourd'hui, 85 % des foyers disposent au moins d'un véhicule, et c'est devenu un bien indispensable pour deux tiers d'entre eux, qui vivent*

notamment en zones périurbaines et rurales. Il n'est donc pas facile pour le personnel politique de condamner la voiture. A droite et à l'extrême droite, aucun candidat ne souhaite froisser les automobilistes. Valérie Pécresse, prétendant à l'investiture du parti Les Républicains, fustige toute « écologie punitive ». Le polémiste d'extrême droite Eric Zemmour défend la suppression du permis à points. Anne Hidalgo propose une baisse de la TVA sur le carburant à 5,5 % face à l'augmentation des prix du baril. Yannick Jadot souhaite soutenir le secteur industriel automobile français, et prévoit d'étendre le prêt à taux zéro pour l'achat d'un véhicule « propre ». Seule Sandrine Rousseau, candidate déçue de la primaire d'EELV, se positionne en faveur d'une hausse des taxes sur le carburant.

Aucune transition ne se fait rapidement sans contraintes, elle générera douleurs et crispations. Nous avons privilégié ci-dessous les [commentaires sur le monde.fr](#) qui en sont conscients, sauf le sceptique de service.

le sceptique : La Ford T a été un objet politique majeur, le moment où l'abondance moderne est devenue à portée de (presque) tous les individus. Le reste a suivi, la maison, l'électro-ménager, l'ordinateur etc. Autant de technologies et industries qui ont produit l'individuation moderne à la place du communautarisme paysan et du collectivisme de la première révolution industrielle. *Pas vraiment de « casse-tête », les bobos écolos de métropole sachant circuler en taxi-TGV-avion contre la voiture, d'un côté, le reste de la société pour, rapport 20/80.*

ChP : Mon dieu, que voilà avec le sceptique une belle étude sur la sociologie de la bagnole. Elle peut se résumer autrement de la façon suivante : une société organisée autour de la voiture ne peut pas se passer de voiture. Réciproquement, pour se passer de voiture, il faut réorganiser la société. Voilà qui est plus dur. C'est pour cela que personne n'en parle. C'est pourtant facile de comprendre la politique.

Lire, [Quand la bagnole s'est imposée dans nos vies](#)

Glazikbleu : OUI il faut le dire – la transition écologique sera douloureuse et contraignante et coûteuse ! Certaines contraintes seront communes (température des habitations 17 °C, donc pulls le jour et duvets la nuit) — densification des lotissements (avec interdiction des piscines) – boutique d'entretien et de réparation des vélos dans chaque commune — jardins communaux partagés pour fruits et légumes — et recherche constante de la non consommation d'énergie — c'est la diminution réelle et constante de la consommation d'énergie qui seule sera efficace sur le long terme ! Bienvenue au pays de la sobriété heureuse et partagée !

LaVénalitéenMarcHe : « ce moyen de transport, très polluant mais indispensable à la plupart des Français » Depuis quand cette horreur est-elle devenue soi-disant indispensable ? Depuis que nous sommes gouvernés par les lobbies de la bagnole, du pétrole, du béton & bitume, de la grande distribution..

ebrun : Ça pleure toujours sur le coût de la bagnole pour aller au boulot. Si on suit cette idée que la voiture coûte cher, les gens devraient en avoir un usage raisonné,. Mais les week-end il y a toujours autant de trafic, autant de bouchons. En pendant les vacances c'est encore pire. Les Français sont tout simplement accros à leur drogue.

Isaphan : On ne peut pas toujours avoir le beurre (la maison -plus grande surface qu'un appartement pour le même prix- et les barbecues entre amis) et l'argent du beurre (des trajets pas chers: carburants polluants pas chers.) Les français auraient dû regarder l'habitat loin de son lieu de travail sous l'angle global, coût des déplacements + coût du logement. Quand le premier monte, le second baisse et vice versa.

lire, [La transition écologique nécessite une déstructuration](#)

Walter : Il va pourtant bien falloir s'en passer, de la bagnole, fermer cette parenthèse automobile. On aura bien rigolé pendant 100 ans, perdu énormément de temps assis dans des caisses aussi, passons à autre chose. Ce sera une excellente occasion de transformer une économie caractérisée par le gaspillage (oxymore bien réel). Investir

dans des transports collectifs mieux pensés, développer les trams trains, avoir des autocars cadencés en campagne, reprendre le pouvoir que les commerçants ont pris sur l'urbanisme, remettre en service des lignes ferroviaires en souffrance etc.. ce sera toujours moins cher que de mourir pollués, réchauffés, effondrés.

Michel SOURROUILLE: A l'époque de la Ford T en 1908, il n'y avait en France que 1672 voitures, aujourd'hui il y en a 38,8 millions La démocratisation de l'automobile a incité à multiplier les voies carrossable, puis les autoroutes, la mondialisation du complexe pétrolier, etc. Mais la voiture pour tous, c'est ce que Lewis Mumford appelle une technique autoritaire, qui rassemble à une échelle monumentale une nouvelle organisation de masse. Il faut donc remettre en question le processus de sur-structuration qui pousse à l'augmentation des flux de véhicules. Il nous faut déconstruire ce qu'un passé dépassé continue à imposer. Il nous faut revenir à des organisations à l'échelle humaine, rechercher localement l'autonomie alimentaire et énergétique, retrouver les circuits courts et les liens de proximité. Le dévoiturage devrait être le cri de ralliement de l'écologie politique. Ce n'est pas le cas. Alors c'est le choc pétrolier ultime qui nous oblige à changer, brutalement.

Lire, [Adieux à l'automobile, le dé-voiturage en marche](#)

Zhkarojr : Une chose est sûre, la France était beaucoup plus belle avant l'arrivée des voitures.

Danmer : Oui, avec les carrosses pour le roi et les nobles.

Shutdown aux USA, s'endetter sans limites

Les États-Unis, comme tous les pays développés ou presque, vivent à crédit depuis des décennies en ce qui concerne la dépense publique. C'est anormal, un riche normalement épargne puisque ses revenus dépassent largement sa consommation. En 2013, la dette publique des USA était déjà de seize mille milliards (16 000 000 000 000) de dollars. Il faudrait d'urgence retrouver le sens des limites, ce qui paraît impossible puisque tous les dirigeants US sans exception mettent à leur programme la protection du niveau de vie des Américains.

Lire, [USA, seize mille milliards de dollars de dette publique](#) (en 2013)

LE MONDE avec AFP : Le Congrès américain est parvenu le 2 décembre 2021 à repousser in extremis la menace d'une paralysie des services fédéraux du pays, le fameux shutdown, Il revient désormais au président démocrate de promulguer le budget fédéral afin d'éviter que les financements ne soient soudainement coupés, forçant des centaines de milliers de travailleurs au chômage technique. Ce risque maintenant écarté, les élus ont jusqu'au 15 décembre [pour relever la capacité d'endettement des Etats-Unis](#) afin d'éviter le premier défaut souverain de la plus grande puissance économique mondiale. Relever le plafond d'endettement des États-Unis de 480 milliards de dollars permettra au pays d'honorer ses paiements seulement jusqu'en décembre, voire au tout début de 2022. Sans quoi l'Amérique pourrait se trouver à court d'argent et dans l'incapacité d'honorer ses paiements, une situation potentiellement catastrophique, que les grandes puissances à travers le monde surveillent de près.

Lire, [Endettement perpétuel, impasse totale](#)

L'endettement de l'État est de la même nature que l'endettement d'un ménage, on ne peut dépenser plus que ce qu'on peut rembourser dans la durée. Une dette publique arrivant à son terme qui ne peut être remboursée qu'en contractant une nouvelle dette ne peut que mal se terminer, par la faillite de l'État. Or l'endettement perpétuel est une constante depuis le premier choc pétrolier de 1974. Ce contexte obligerait normalement à refuser le gigantesque volet d'investissements voulus par Joe Biden, un projet de 1 750 milliards de dollars, qui prévoit, entre autres, la maternelle gratuite pour tous et des financements pour réduire les émissions américaines de gaz à effet de serre. Autant dire en plus que ce projet n'est que fantasme, lutter contre le réchauffement climatique découle avant tout d'une réduction des dépenses énergétiques, à commencer par des restrictions sévères sur

l'usage des automobiles aux USA. Mesures politiques hautement improbables ! L'histoire humaine est une impasse tragique qui ne fait que repasser les mêmes plats pour aboutir à un krach financier et/ou des affrontements militaires sans fins. Et n'oublions pas que tous ces riches qui vivent à crédit, c'est aussi NOUS en France. Cela veut dire aussi que tous les pays croissancistes vivent au détriment du capital naturel.

Nicole Hulot et le PROFIT

Voici quelques extraits de la pensée de Nicolas Hulot :

Dans le code civil français, on peut lire aujourd'hui encore que l'objet d'une entreprise, c'est le profit. Pourtant, à l'origine, elle devait être un moyen au service de l'humain, et petit à petit, par la dérégulation, les priorités se sont inversées, et aujourd'hui on annexe l'économie aux besoins de la finance, et on utilise les hommes comme du vulgaire capital. Ce monde où on licencie des gens parce que les dividendes versés aux actionnaires ne correspondent pas à la prévision du dernier conseil d'administration n'est rendu possible que parce qu'on l'accepte.

Je ne suis pas favorable à la fermeture de toutes les multinationales, mais nous devons prendre conscience qu'elles ont acquis leur pouvoir, je le répète, parce qu'on les a laissé faire. Elles ne sont puissantes que parce que nous avons été faibles ! Les règles doivent venir du monde politique et non des entreprises. Si le profit des grandes entreprises transite dans des paradis fiscaux, il faut les soumettre à la même exigence de probité attendue des PME ou du petit artisan. Normes, taxes, labels et certifications : tel est le parcours obligé d'une économie libérale mais régulée. Sans la contrainte de ce cadre réglementaire et fiscal, aucune transition écologique n'est envisageable.

Dans mon manifeste « Osons ! », publié à l'automne 2015, deux mois avant la conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21 à Paris), j'énonçais les propositions politiques suivantes : « réguler enfin la finance », « mettre fin aux abus des multinationales », « intégrer la pollution au prix de vente » et « démazouter les investissements ». Dans ce manifeste, j'écrivais que « tant que le profit restera la finalité ultime, on n'y arrivera pas. » Je persiste et signe. L'économie est un moyen au service de l'épanouissement humain et non une variable d'ajustement pour répondre aux besoins de la finance. Dans l'économie sociale et solidaire, on se déclare heureux de travailler, alors que c'est l'inverse dans d'autres secteurs d'activité.

 **RETOUR** 

TOUT PASSE...

7 Décembre 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Même le béton. Visiblement, on n'a pas le savoir-faire qui permettait les bétons anciens, ceux qui sont encore là après 2000 ans. Sans doute, comme dans bien des cas, ils faisaient des choses qui duraient, parce qu'ils savaient que leurs ressources étaient rares et comptées. Et qu'il ne fallait pas y revenir dessus.

- [L'envers du béton](#). Toute l'infrastructure se casse la figure. Là aussi, le béton n'a pas été étudié pour durer longtemps. On s'est toujours contrefoutu qu'il dure, et en plus les volumes envisagés comme dans le pont Morandi étaient très bas, beaucoup plus bas que celui réellement atteint. En plus, on partait du principe que "c'était fait pour une génération" (voir deux, pas plus), après l'énergie "abondante et bon marché" serait là pour l'éternité.

- [Les parlementaires US](#) s'étonnent que les trans-porcs aériens ne redémarrent pas suffisamment alors qu'ils ont reçus 50 milliards de confitures aux cochons. Pardon, d'aides, totalement inutiles.

- [Les Zélus débiles](#) (répétition) des régions veulent des air-porcs toujours plus gros. Phénomène de compensation pour une qui diminue ? Sans aucun doute.



Image : gros débile n'ayant rien compris au monde de propagande qui l'entoure. A tous les alarmés du "richofemenclimatic", il n'y a simplement pas les ressources pour bousiller le climat, tant est que ce soit possible. Non, l'homme n'est pas au centre de l'univers et la terre n'est pas plate.

- Défaut de conception [à l'EPR chinois](#), et, de fait à tous les réacteurs nucléaires. On rit.

- La gôche, les antifas, Mélenchon, [n'ayant rien à répondre](#) à Zemmour, l'ostracisent. Certains, sans doute, ont déjà coulé les balles pour l'abattre. S'ils le font, ils pourraient bien déclencher une spirale de guerre civile. Tout le monde hait les antifas disaient ils au metingue de Z.

- ZUSA, [88 % des noirs](#) du Maryland ne VEULENT pas moins de police. Dans les quartiers riches, maintenant qu'ils sont ciblés sans risques, ils vont très vite changer d'avis.

- Dans un [buldingue](#) de Montréal, on récupère. Et encore, vous n'avez rien vu. On récupérera vraiment quand on réutilisera les chiottes comme engrais.

- On veut faire [bosser les prisonniers](#) en France ? Moi je croyais que pour bosser, il fallait s'inscrire à Paulemploi (je sais, c'est naïf, personne n'y a jamais trouvé de travail, on n'y trouve que des emmerdements et des bâtons dans les roues). Comme ça, les mecs, dehors, au RSA pourront continuer à se rouler les pouces. Il faudra leur dire : "ah, désolé, pour bosser, il faut aller en tôle". Vu la difficulté à aller en prison, désormais, ça aussi, ça va être compliqué. C'est sans doute pour ça qu'ils veulent y mettre personne, et trouvent tous les prétextes pour ne pas condamner. Surtout, vu le niveau intellectuel souvent très bas des bas de plafonds en prison, pourquoi veulent ils piquer le peu de boulot qui reste pour les non qualifiés ???

- [Léger regain](#) du charbon aux ZUSA. Mais pas de craintes, aucune chance que cela ne relance réellement la production, ni les investissements. Les administrateurs judiciaires profitent à l'heure qu'il est du redressement des cours du charbon pour payer les dettes. Et pas sûr que qui que ce soit veuille encore leur faire crédit, pas à cause du "richofemenclimatic", mais parce qu'ils risquent, tout bonnement de perdre leurs bouzoufs. Il n'y a pas de remède à l'épuisement géologique. Les centrales thermiques fermées, et les mines foudroyées produiront beaucoup moins bien...

- [Visiblement](#), "Plus aucun poste de consommation n'augmente durablement en France". les zélotes véganes et les sages ont ils changés la donne ? Non, simplement, d'un côté le vieillissement de la population, de l'autre, la paupérisation de la partie jeune. " On le dit trop peu, mais nous sommes dans une société d'inactifs (retraités, étudiants, chômeurs, mères au foyer...)". Bon, il y en a des mieux lotis que d'autres.

Elon Musk : " La civilisation va s'écrouler "

par Michael Snyder le 7 décembre 2021

The Economic Collapse

Are You Prepared For The Coming Economic Collapse And The Next Great Depression?



Même des milliardaires comme Elon Musk peuvent voir que l'état actuel des choses est complètement et totalement insoutenable. Si nous restons sur le chemin que nous empruntons, et il n'y a absolument aucune indication que nous prévoyons de faire marche arrière, l'effondrement de la société est inévitable. En fait, comme je le détaille régulièrement, **l'effondrement sociétal a déjà commencé tout autour de nous.** Malheureusement, la plupart des gens ne peuvent toujours pas se résoudre à admettre qu'il est en train de se produire.

Je ne suis pas toujours d'accord avec tout ce que fait ou dit Elon Musk, mais c'est certainement un homme très intéressant.

Il n'a pas peur de mettre en colère l'establishment et il exprime souvent des opinions qui vont à l'encontre des récits dominants de notre époque.

Par exemple, il vient de déclarer au Wall Street Journal que la baisse de notre taux de natalité est "l'un des plus grands risques pour la civilisation"...

"Il n'y a pas assez de gens", a déclaré Musk lors d'un événement organisé par le Wall Street Journal lundi. "Je ne peux pas insister assez sur ce point, il n'y a pas assez de gens", a-t-il déclaré.

Le milliardaire de la technologie a déclaré que les taux de natalité faibles et en déclin rapide sont "l'un des plus grands risques pour la civilisation."

Sans aucun doute, les taux de natalité sont certainement en train de chuter assez précipitamment.

En fait, ici, aux États-Unis, le taux de natalité n'a jamais été aussi bas, et tous les États américains sont passés sous le seuil de remplacement.

En d'autres termes, si les taux de natalité ne commencent pas à augmenter, nous verrons bientôt notre population diminuer de façon constante.

Nous observons actuellement des tendances similaires dans le monde entier, ce qui inquiète profondément M. Musk. Il estime que si les taux de natalité ne commencent pas à remonter, "la civilisation va s'effondrer"...

Musk a ajouté que trop de "personnes bonnes et intelligentes" pensent qu'il y a trop de gens dans le monde et que la population croît de manière incontrôlée.

"C'est complètement le contraire", a déclaré Musk, exhortant les gens à regarder les données. "Si les gens ne font pas plus d'enfants, la civilisation va s'effondrer. Notez bien mes paroles."

Musk soulève un point très valable.

Ici, aux États-Unis, nous avons désespérément besoin de jeunes travailleurs pour faire les travaux que les travailleurs plus âgés ne peuvent ou ne veulent pas faire maintenant qu'ils ont atteint l'âge de la retraite.

Malheureusement, dans une large mesure, ce n'est pas le cas, et c'est l'un des facteurs qui a contribué à la plus grande crise de la chaîne d'approvisionnement que nous ayons jamais connue.

Lundi, 123 cargos étaient immobilisés au large de la côte sud de la Californie, attendant d'être déchargés...

Selon Marine Exchange, 123 navires de charge attendaient de décharger des marchandises sur les quais du sud de la Californie, qui accueillent 40 % de tous les conteneurs expédiés aux États-Unis. Sur les 123 navires, 62 étaient des porte-conteneurs, dont 35 ancrés ou en rade et 27 à quai.

Avant même l'arrivée de la pandémie, les États-Unis commençaient à souffrir d'un manque de jeunes travailleurs tout au long de nos diverses chaînes d'approvisionnement.

Maintenant que d'innombrables personnes sont mortes ou ont été frappées d'incapacité au cours des deux dernières années, ce problème s'est transformé en une véritable crise.

Que pouvons-nous donc faire ?

Tout d'abord, la plupart des travailleurs de la chaîne d'approvisionnement devraient être payés beaucoup plus qu'ils ne le sont actuellement.

L'inflation galopante a tout changé. Autrefois, 15 ou 20 dollars de l'heure étaient un salaire décent sur la côte ouest, mais ce n'est plus vrai.

En fait, un expert a déterminé qu'il faut désormais un revenu d'environ 300 000 dollars par an pour vivre dans la classe moyenne dans des grandes villes comme San Francisco, Seattle ou New York...

Sam Dogen, expert financier basé à San Francisco, a fixé ce chiffre à 300 000 dollars, après avoir interrogé des dizaines de lecteurs sur son blog Financial Samurai et leur avoir demandé quels étaient leurs revenus et leurs dépenses dans les villes côtières réputées pour leur prix élevé.

Grâce à leurs commentaires, M. Dogen a analysé le budget d'un couple avec un ou deux enfants à San Francisco, Seattle ou New York. Il a constaté que 300 000 dollars représentent le revenu nécessaire pour mettre de l'argent de côté pour la retraite, économiser pour l'éducation de ses enfants, posséder une maison de trois chambres, prendre trois semaines de vacances par an et prendre sa retraite à un âge raisonnable.

Depuis des années, je m'insurge contre l'inflation, et pendant longtemps, beaucoup de gens ne comprenaient tout simplement pas pourquoi j'étais si passionné par ce sujet.

L'inflation est un impôt caché qui détruit systématiquement notre niveau de vie. Au fil du temps, les salaires ont lentement augmenté pour les travailleurs de tout le pays, mais les salaires n'ont pas augmenté aussi vite que le coût de la vie.

En conséquence, la classe moyenne a été absolument éviscérée.

Aujourd'hui, beaucoup d'entre vous "gagnent plus d'argent" que jamais auparavant.

Mais comme l'inflation est totalement hors de contrôle, beaucoup d'entre vous ne vivent pas aussi bien qu'avant.

Lorsque le gouvernement fédéral emprunte et dépense des milliers de milliards de dollars, cela ne vous aide pas.

Et lorsque la Réserve fédérale injecte des milliers de milliards de dollars dans le système financier, cela ne vous aide pas.

Dans les deux cas, ce sont les personnes situées tout en haut de la chaîne alimentaire économique qui sont aidées.

Selon le dernier Rapport sur les inégalités dans le monde, la part de la richesse mondiale détenue par les milliardaires a triplé depuis 1995, et l'année dernière a représenté "la plus forte augmentation jamais enregistrée de la part de la richesse mondiale détenue par les milliardaires"...

Depuis 1995, la part détenue par les milliardaires est passée de 1 % à 3 %, selon le Rapport sur les inégalités dans le monde.

"Cette augmentation a été exacerbée pendant la pandémie de Covid. En fait, l'année 2020 a marqué la plus forte augmentation jamais enregistrée de la part de la richesse des milliardaires mondiaux", indique le document.

En d'autres termes, le processus s'accélère, et vous êtes du côté des perdants.

Nous vivons dans la phase terminale de la plus grande bulle d'endettement de toute l'histoire de l'humanité, et les riches deviennent encore plus riches chaque jour qui passe.

Le jeu a été truqué en leur faveur, et ils s'amusent comme des petits fous alors que notre société commence à s'effondrer autour d'eux de milliers de façons différentes.

Mais l'horloge fait tic-tac, et le temps finira par manquer.

D'une certaine manière, Elon Musk l'a compris, mais à ce stade, la société dans son ensemble ne va pas tenir compte des avertissements de quiconque.

Nous allons simplement continuer à faire ce que nous faisons jusqu'à ce qu'une catastrophe survienne et que nous ne puissions plus le faire.

👆 **RETOUR** 👆



Les effrayantes prédictions 2022 de la Saxo Bank ! Episode 1 saison 3

par Charles Sannat | 7 Déc 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Chaque année, la Saxo Bank fait des prévisions « outrageuses », « effrayantes », « scandaleuses », cela se disant « outrageous » en anglais. Il y en a 10 et je ne vais pas toutes vous les traduire dans la mesure où en plus elles ne sont pas tous du même intérêt, enfin à mon sens ce qui reste, je vous l'accorde, un point de vue, par définition parfaitement subjectif.

Prédictions scandaleuses de Saxo Bank 2022 : voici une révolution !

Commentant les prévisions scandaleuses de cette année, Steen Jakobsen, directeur des investissements de Saxo Bank, a déclaré :

« Le thème de 2022 Outrageous Predictions est la Révolution. Il y a tellement d'énergie qui s'accumule dans notre société et notre économie en proie aux inégalités. Ajoutez à cela l'incapacité du système actuel à résoudre le problème et nous devons regarder vers l'avenir avec une vision fondamentale selon laquelle la question n'est pas de savoir si nous allons avoir une révolution mais plutôt quand et comment nous aurons la révolution. À chaque révolution, certains gagnent et d'autres perdent, mais ce n'est pas la question : si le système actuel ne peut pas changer mais doit le faire, la révolution est la seule voie à suivre.

Une guerre des cultures fait rage à travers le monde et le fossé n'est plus simplement entre les riches et les pauvres. C'est aussi les jeunes contre les vieux, la classe éduquée contre la classe ouvrière moins éduquée, les marchés réels avec la formation libre des prix contre l'intervention gouvernementale, les rachats en bourse contre les dépenses de R&D, l'inflation contre la déflation, les femmes contre les hommes, la gauche progressiste contre le centriste à gauche, la signalisation de la vertu sur les réseaux sociaux contre les changements réels de la société, la classe des rentiers contre le travail, les combustibles fossiles contre l'énergie verte, les initiatives ESG (socialement responsable) contre la nécessité de fournir au monde une énergie fiable... la liste est longue.

Nous avons collaboré à l'échelle mondiale sur les vaccins Covid en 2020 et 2021. Nous avons maintenant besoin d'un nouveau projet de type Manhattan pour définir le coût marginal de l'énergie, ajusté en fonction de la productivité, sur la voie de niveaux beaucoup plus bas tout en éliminant l'impact de notre production d'énergie sur l'environnement. Une telle décision déclencherait le cycle de productivité le plus important de l'histoire : nous pourrions dessaler l'eau, rendre les fermes verticales réalisables presque n'importe où, augmenter les puissances des ordinateurs vers des états quantiques et continuer à explorer de nouvelles frontières en biologie et en physique. »

N'oubliez pas que le monde évolue sans cesse à des vitesses variables, tandis que les cycles économiques et politiques sont toujours finis. »

Une vision noire de l'avenir

La vision de Steen Jakobsen, directeur des investissements de Saxo Bank peut sembler noire, pourtant il a parfaitement raison dans les constats qu'il pose.

Oui.

Nous sommes dans la guerre de tous contre tous qui est l'aboutissement ultime de l'idée « diviser pour mieux régner ». Les populations, homogènes en grande partie ont été largement disloquées en autant de sous-groupes et de sous-communautés montés les uns contre les autres, ne se parlant plus. Je ne m'étendrais pas plus longtemps sur les impacts démocratiques désastreux d'une telle situation. C'est aussi de tout cela dont le phénomène Zemmour est le nom.

Pourtant derrière cette vision noire, il y a l'espoir avec la mise en place de sources d'énergie nouvelles, abondantes, peu polluantes et pas cher. C'est vers cela que l'intelligence humaine devrait être évidemment orientée. Il n'y a aucune fatalité et nous pourrions croître encore beaucoup, car nous pouvons reculer les limites physiques de notre petite planète sans pour autant ne pas en prendre soin. L'écologie ne doit pas être opposée au progrès mais au contraire être une source stimulante pour la recherche et le progrès scientifique. Personne n'aurait imaginé il y a 20 ans la production dans des fermes verticales. Peut-être que demain, nous transformerons même les parkings sans voiture de la Défense en grandes fermes urbaines pour approvisionner Paris en circuits courts.

Je vais donc aujourd'hui m'arrêter sur la première « prédiction » de la Saxo Bank et elle porte sur la transition écologique !

1. Le plan pour mettre fin aux combustibles fossiles est intenable !

Résumé : *Les décideurs politiques repoussent les objectifs climatiques et soutiennent les investissements dans les combustibles fossiles pour lutter contre l'inflation et le risque de troubles sociaux tout en repensant la voie vers un avenir sobre en carbone.*

Réalisant la menace inflationniste de la flambée des prix des matières premières et le risque d'un accident économique majeur en raison du calendrier irréaliste de la transition énergétique verte, les décideurs politiques repoussent les objectifs climatiques à plus tard.

Ils assouplissent les formalités administratives d'investissement pendant cinq ans pour la production de pétrole et dix ans pour la production de gaz naturel, afin d'encourager les producteurs à assurer des approvisionnements adéquats et à des prix raisonnables qui comblent le fossé entre l'énergie actuelle et l'avenir énergétique à faible émission de carbone.

Cette évolution a déjà fait grimper les prix et la volatilité des prix, non seulement pour l'énergie, mais aussi pour les métaux industriels, dont la plupart sont nécessaires en plus grande quantité pour la poussée de la transformation verte. En plus de cela, la flambée des prix de l'énergie a fait grimper les prix du diesel et en particulier des engrais, des coûts agricoles importants qui soulèvent des inquiétudes quant à la production de cultures vivrières clés.

Cette première prévision a de très forte chance de se réaliser dans les mois et années qui viennent **car le rythme imposé actuellement de la transition écologique à marche forcée ne sera pas sans poser de très gros problèmes au système économique et monétaire.** Inflation évidemment mais pas que. Il faut que la transition soit socialement et techniquement supportable. Face au mur, et parce que la réalité est toujours beaucoup plus brutale que les idéologies ou les croyances, il faudra reporter certaines échéances, faire des ajustements.

Ce n'est pas la « transition » qui s'arrêtera. Disons que certains des éléments qui la composent seront décalés ou remis à un peu plus tard.

Pour illustrer cela, les pompes à chaleur. Actuellement pour passer les nouveaux DPE, les diagnostics de performance énergétique, il faut mettre une pompe à chaleur (PAC) dans vos logements. Or il y a de moins en

moins de PAC disponibles sur le marché parce qu'il y a pénurie. Pour le moment on en trouve encore, mais rien ne dit que le marché sera capable de fournir des PAC par millions. Il faudra donc bien décaler et se laisser plus de temps car il faudra bien continuer à loger les gens. Mieux vaut un toit mal chauffé que pas de toit du tout !

Pour autant ce ne sera pas forcément une « catastrophe ». Au contraire, ce serait même un peu de bon sens ! Je vous retrouve demain pour l'épisode 2 consacré à l'inflation selon la Saxo Bank.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

« Les effrayantes prédictions 2022 de la Saxo Bank ! L'inflation. Episode 2 saison 3 »

par [Charles Sannat](#) | 8 Déc 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Aujourd'hui je vais vous parler d'un sujet très important pour notre quotidien. L'inflation.

L'inflation... Les prix qui montent et qui vident vos poches ! C'est la prévision effrayante numéro 4 de Saxo Bank.

4. L'inflation américaine dépasse les 15 % dans une spirale salaires-prix

« Résumé : d'ici le quatrième trimestre de 2022, les salaires de la moitié inférieure des revenus américains augmentent à un rythme annualisé de 15 % alors que les entreprises se démènent pour trouver des travailleurs volontaires et qualifiés qui sont de plus en plus sélectifs en raison d'un sentiment croissant de choix car les emplois sont nombreux par rapport à la faible disponibilité de travailleurs à tous les niveaux de qualification.

L'IPC officiel américain a atteint un sommet à 11,8 % en février 1975. Ce n'est qu'après la récession de 1980-82 et les augmentations brutales des taux directeurs à des niveaux aussi élevés que 20 % que l'inflation a finalement été tuée.

En 2022, la Réserve fédérale et le président de la Fed, Jerome Powell, répètent à nouveau la même erreur, car l'économie post-épidémie de Covid et en particulier le marché du travail sont fortement limités par l'offre, se moquant des modèles traditionnels de la Fed. Powell pense que des millions d'Américains retourneront au travail et occuperont certains des 10,4 millions de postes ouverts à mesure que le Covid-19 s'estompera. Mais c'est complètement faux. Certains ont pris une retraite anticipée en raison de la crise et ont ainsi définitivement quitté le marché du travail américain.

La grande différence entre aujourd'hui et hier, c'est que la pandémie a alimenté un grand réveil des travailleurs. Quels que soient les secteurs et les classes de revenu, ils se rendent compte qu'ils sont maintenant plus autonomes que jamais. Ils exigent de meilleures conditions de travail, des salaires plus élevés, plus de flexibilité et un sens du travail au travail. Couplé aux pressions inflationnistes persistantes provenant du côté de la production, à la crise énergétique et à la pénurie de main-d'œuvre, cela se traduit par des augmentations de salaire annualisées à deux chiffres sans précédent d'ici le quatrième trimestre.

En conséquence, l'inflation américaine atteint un rythme annualisé supérieur à 15 % avant le début de 2023, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale. Cela incite la Réserve fédérale à agir trop peu et trop tard pour resserrer sa politique monétaire plus rapidement dans un effort désespéré pour maîtriser l'inflation. Mais la banque centrale a perdu sa crédibilité ; il faudra du temps pour le récupérer ».

L'inflation peut-elle s'envoler avec des hausses de salaires ?

Tous les économistes affirment qu'il ne peut pas y avoir d'inflation durable sans augmentation des salaires.

D'abord je n'en serais pas aussi sûr et je vais vous dire pourquoi, mais avant, remarquons tout de même qu'il y a des augmentations de salaires !

Par exemple aux Etats-Unis, Joe Biden a imposé aux entreprises sous contrat avec le gouvernement fédéral un salaire minimum de 15 dollars, le double du minimum légal ! En octobre, Amazon a été obligé d'augmenter les salaires en prévision des livraisons de Noël alors que la recrudescence de l'épidémie augmente le nombre de commandes en e-commerce et que la main-d'œuvre se raréfie.

Mais ce n'est pas tout. En Allemagne aussi, la nouvelle coalition prend le contre-pied de l'orthodoxie néo-libérale, en prévoyant de porter de 9,82 à 12 euros le salaire minimum ! C'est une augmentation considérable. Enorme si vous la ramenez en pourcentage.

Pourquoi il peut y avoir une hausse de l'inflation sans augmentation de salaires ?

Simple.

Vous avez deux façons d'améliorer votre pouvoir d'achat.

Vous dépensez beaucoup d'argent en ville dans une vie coûteuse.

Vous partez, vous arbitrez et vous allez dans des zones où vous vivez avec beaucoup moins parce que tout est beaucoup moins cher.

Soit vous gagnez plus, soit vous dépensez moins. Si vous pouvez faire les deux, c'est encore mieux !

Or le mouvement majeur actuel est l'exode urbain. Les gens quittent les grandes villes pour les campagnes peu coûteuses.

Les économies qu'ils vont réaliser leur permettront de mieux supporter l'inflation.

Ce mouvement étant majeur, il aura des effets macro-économiques, pour le moment impossible à quantifier avec précision.

Enfin, il y aura une inflation d'autant plus forte que nous sommes rentrés dans l'ère des pénuries de tout, car il n'y a plus assez de tout pour tout le monde et que la transition écologique et énergétique sont des phénomènes profondément inflationnistes qui font tout monter, à commencer par les prix de l'énergie.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Evergrande en défaut de paiement. Comme prévu. Pékin intervient.



« Pour la première fois, Evergrande n'est pas parvenu à rembourser ses créanciers, affirme mardi l'agence Bloomberg, au moment où l'État chinois s'invite à la tête du promoteur immobilier ultra-endetté pour éviter une faillite.

Poids lourd privé du secteur en Chine, Evergrande croule sous environ 260 milliards d'euros d'endettement ».

« Lundi soir, le promoteur a annoncé la création d'un « comité de gestion des risques » auquel siégeront cinq responsables d'entreprises publiques, et donc indirectement l'État.

Ce groupe est composé de sept membres au total. Il aura pour mission de « réduire et éliminer les risques futurs » pour le promoteur, dont une éventuelle faillite serait la plus grosse jamais enregistrée pour une entreprise chinoise »

Pour la première fois les autorités de Pékin interviennent directement dans la gestion d'Evergrande même si cela se fait à travers des sociétés publiques représentées par des « administrateurs ».

Le message est clair.

Pékin ne laissera pas une crise systémique avoir lieu et Pékin a raison.

Cela coûte beaucoup moins cher d'organiser des faillites en bon ordre que de laisser des bulles exploser. Il faut noter que c'est bien les autorités chinoises, inquiètes du gonflement de la dette dans le secteur immobilier, qui ont imposé l'an passé des ratios prudentiels aux promoteurs pour réduire leur recours à l'emprunt. C'est « ce durcissement réglementaire qui a marqué le début des soucis financiers pour Evergrande ».

Il n'y a jamais de manière indolore de « casser » les bulles et la spéculation.

Aux entreprises d'être raisonnables, ce qu'elles sont hélas rarement lorsqu'il y a beaucoup de profits à faire. L'appât du gain immédiat et plus fort que la prudence à long terme.

Charles SANNAT

Amazon. Un géant de 1.5 million de salariés !



Le nombre d'emplois créés par Amazon en une dizaine d'années donne le tournis.

Un nombre d'embauches impressionnant en 2020

« Une récente infographie préparée par Statista permet de mieux s'en rendre compte. On peut voir que c'est au cours des deux dernières années que la croissance des recrutements s'est accélérée chez Amazon avec un doublement des effectifs à l'échelle mondiale. Ainsi, en 2020, la société a créé 500 000 emplois à temps plein, et 170 000 embauches ont déjà été effectués au cours des neuf premiers mois de 2021.

À ce jour, Amazon compte donc près de 1,5 millions d'employés. Aux Etats-Unis, il n'y a que Walmart qui fait mieux. Le géant de la grande distribution compte ainsi 2,2 millions de salariés. Au vu de l'évolution récente, on peut toutefois penser que la firme de Jeff Bezos ne tardera pas à le dépasser.



Derrière ces chiffres qui peuvent sembler très beaux, il y a plusieurs choses à voir. D'abord le turn-over ou le nombre de départs chaque année, c'est parfois un puit sans fonds qu'il faut combler car aussi tôt recruté aussitôt licencié, démissionné, viré, peu importe. Mais au final il est vrai les effectifs d'Amazon explosent.

Ce que ne dit pas non plus cette histoire, c'est le nombre d'emplois qui sont détruits dans des petits commerces, dans des entreprises de la distribution au sens large et qui sont totalement dépassées par Amazon.

Des calculs avaient été faits et des estimations disant qu'à chaque fois qu'Amazon crée un poste elle en détruit presque 3 ailleurs.

Enfin se posera fatalement à un moment donné la question de l'abus de position dominante d'Amazon.

Charles SANNAT

Le chauffage au bois est-il écolo se demande l'Express ?



J'aime beaucoup cet article de l'Express qui se demande si le chauffage au bois est écolo, pour nous expliquer que l'on va manquer de bois, non pas parce que l'on chauffe mais parce que :

« Les poêles eux-mêmes ne sont pas en cause. Ils permettent aux Français de faire des économies. Par ailleurs, ils rejettent moins de CO2 et de particules fines que les feux de cheminée. Mais, depuis quelques années, nos besoins en bûches, planches, troncs ou granulés progressent rapidement. Le bois sert ainsi à construire des bâtiments, à fabriquer des palettes pour le transport... Il alimente aussi des centrales à biomasse servant à produire de l'électricité. « Toutes ces filières sont en compétition pour la même ressource. Nous sommes dans une situation délicate. Dans le futur, notre bilan carbone pourrait vite se détériorer si on ne fait pas les bons choix », craint Thomas Lauvaux, chercheur au laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE-IPSL). »

Le bon choix est très simple à faire. Il faut interdire les exportations de bois français ce qu'on fait tous, je dis bien tous les pays qui ont de grandes forêts. Résultat le bois français se fait piller notamment par la Chine et se vend à prix d'or. Conséquence ? Nous déforestons à une vitesse qui n'est pas soutenable bien évidemment et cela n'a rien à voir avec le poêle à bois ou à granules de Madame Michu en Haute Loire !!

Une ressource qui n'est pas neutre en émission de CO2

« Début 2021, une centaine de scientifiques ont signé une pétition adressée au président américain Joe Biden ainsi qu'à la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Dans ce document, les chercheurs

réclament l'arrêt des subventions ainsi qu'une requalification de la ressource bois, qui ne doit plus, selon eux, être systématiquement considérée comme neutre du point de vue des émissions de CO2 ».

Plutôt que de réduire les exportations de bois et de valoriser les déchets en granulés on nous explique que désormais il ne faudrait plus non plus se chauffer au pellets. C'est parfait. On se chauffe avec quoi alors ?

Des panneaux solaires au nord de la Loire ?

Soyons un peu sérieux.

Cette écologie devient d'une stupidité sans borne !

Charles SANNAT Source [l'Express ici](#)

Chine. L'immobilier tangué, mais ne sombre pas... pour le moment !

Cet article du magazine Capital revient sur le marché immobilier chinois qui ne cesse d'inquiéter les marchés, à tort, je pense (ce qui ne veut pas dire que j'ai raison !!!).

« Nouvelle inquiétude sur le marché de l'immobilier chinois. Le promoteur Sunshine 100 a averti, lundi 6 décembre, qu'il était « incapable » de rembourser un emprunt, au moment où le secteur de l'immobilier est secoué par les difficultés d'Evergrande, au bord de la faillite. Sunshine 100 n'est pas un acteur majeur en Chine mais ses difficultés mettent en lumière les difficultés autour de l'immobilier, un secteur capital pour la croissance de la deuxième économie mondiale.

Dans un communiqué adressé lundi à la Bourse de Hong Kong, le promoteur a indiqué qu'il n'avait pu honorer un remboursement de 170 millions de dollars (150,6 millions d'euros) dû la veille, ainsi que des intérêts. Des discussions sont en cours avec les créanciers pour trouver une solution, dont un « rééchelonnement » de la dette, ajoute Sunshine 100 sans plus de précisions. L'action du groupe était en baisse de 2,5 % lundi en milieu de journée à Hong Kong.

La mauvaise santé de l'entreprise n'est qu'un des symptômes d'un secteur immobilier grippé par les déboires du géant Evergrande, étranglé par une dette abyssale d'environ 260 milliards d'euros. Le poids lourd privé du secteur se débat depuis plusieurs mois pour honorer ses paiements d'intérêts et ses livraisons d'appartements. Evergrande doit encore rembourser 82,5 millions de dollars (73 millions d'euros) ce lundi, selon l'agence financière Bloomberg.

Le promoteur a fait savoir vendredi qu'il pourrait ne pas être en mesure d'honorer ses obligations financières. Et le patron d'Evergrande a été convoqué dans la foulée par les autorités chinoises. L'action Evergrande perdait près de 13 % à la Bourse de Hong Kong lundi à la mi-journée. La situation du groupe est scrutée avec inquiétude depuis plusieurs mois car son potentiel effondrement pourrait plomber la croissance du géant asiatique, et entraîner de l'agitation sociale.

Plusieurs promoteurs chinois sont dans une situation financière délicate. Kaisa, l'une des entreprises les plus endettées du secteur, doit s'acquitter mardi d'un remboursement de 400 millions de dollars dus sur des intérêts d'emprunt. Incapable de rembourser cette somme, il avait proposé un rééchelonnement de sa dette à ses créanciers pour éviter un défaut de paiement. Cette proposition a été rejetée la semaine dernière ».

Soyons clairs.

Quand un État veut faire du « quoi qu'il en coûte » il sauve ou il condamne qui bon lui semble.

C'est aussi simple que cela.

Les règles économiques sont avant tout idéologiques, académiques et de type procédurale.

Je vous écris les règles économiques que je veux (enfin si j'en avais le pouvoir). Si vous êtes suffisamment nombreux à croire que ce que je fais est bien, alors les choses se passent bien car nous partageons une même fiction imaginaire à laquelle nous donnons une existence.

La France est en faillite mais nous faisons tous mine de croire que ce n'est pas le cas, donc cela tient encore.

Si la Chine veut laisser mourir les promoteurs, mais faire achever les travaux par d'autres elle le fera. Si elle veut les sauver elle le fera. Dans tous les cas, elle assurera la stabilité sociale de sa population et finira par condamner à mort deux ou trois promoteurs véreux. Le système sera assaini. Il n'y aura pas de crise systémique immobilière en Chine car la Chine a toutes les réserves financières nécessaires pour éviter cela.

Autant vous dire, peut-être à tort, que la crise immobilière en Chine ne m'empêche pas de dormir !

Charles SANNAT

Tout le monde laisse faire parce que plus personne n'en a rien à faire !



« Absentéisme : 38 % des salariés ont été arrêtés en 2021 ».

Ces chiffres sont considérables.

Je vous parlais il y a quelques semaines de l'implosion de ce pays où tout le monde laissait faire parce que plus personne n'en a rien à faire.

Pour la première fois, nous avons un élément récent nous permettant de chiffrer de mouvement et ce phénomène et les chiffres font très peur.

« Les effets de la crise sanitaire semblent avoir été particulièrement forts chez les managers, dont la moitié se sont vu prescrire un arrêt de travail au cours de l'année écoulée. »

Comme en 2020, le coronavirus a fortement influé sur les absence au travail, confirme une enquête de Malakoff Humanis, dont les résultats ont été publiés lundi 6 décembre. Selon ce baromètre annuel de l'absentéisme, la proportion d'arrêts maladie dus au Covid-19 a ainsi doublé entre 2020 et 2021. Là où ce motif d'arrêt représentait 6 % du total des absences l'année dernière, 12 % des arrêts maladie prescrits en 2021 sont liés au SARS-CoV-2".

Tous motifs confondus, 38 % des salariés se sont vu prescrire un arrêt de travail au cours des douze mois précédant l'étude. Une proportion supérieure à celle constatée en 2020 (36 %).

La crise sanitaire semble avoir particulièrement pesé sur les managers : 51 % d'entre eux ont été concernés par des arrêts maladie ces deux dernières années. Pour autant, maladie n'a pas forcément rimé avec repos : plus de la moitié des managers affirment avoir travaillé pendant une maladie (70 % en 2020 et 58 % en 2021) ».

Alors ces chiffres doivent évidemment être remis en perspective et certaines années ont vu des niveaux hors du commun sans qu'il n'y ait plus d'explications que cela.

Pourtant, ces chiffres ne doivent pas être occultés non plus.

Ils matérialisent un très fort malaise, notamment chez les cadres. Si les managers n'en ont rien à faire, il ne faut pas croire qu'en dessous ils seront tous « plus royaliste que le roi » !

C'est en tous cas exactement le genre de chiffres qu'il fallait voir pour que cela donne corps à la théorie de l'effondrement par l'implosion. Nous commençons à voir ce type de chiffres.

Ce n'est donc pas étonnant. Mais c'est inquiétant pour ceux qui comprennent ce que cela signifie comme implications concrètes.

Charles SANNAT

Pour l'OMS aucune preuve que la 3ème dose de vaccin offre une meilleure protection !



C'est le Dr Mike Ryan, directeur des urgences de l'OMS, qui a remis en question la stratégie de certains pays de vacciner à 3 doses toute personne âgée de 18 ans.

Pour l'OMS il n'y a « aucune preuve » suggérant que les doses de rappel contre coronavirus offriraient une « meilleure protection » aux personnes en bonne santé.

« Pour le moment, il n'y a aucune preuve à ma connaissance qui suggère que le renforcement de l'ensemble de la population va nécessairement offrir une meilleure protection aux personnes par ailleurs en bonne santé contre l'hospitalisation et la mort », a déclaré Ryan .

Et de rajouter *« le risque réel de maladie grave, d'hospitalisation et de décès réside en particulier chez les personnes à risque et vulnérables », a-t-il déclaré, « qui ont besoin d'une protection contre toutes les variantes du COVID-19 ».*

Pour l'OMS, l'important c'est de vacciner le plus grand nombre à 2 doses et pas un petit nombre à 3 doses.

Pour l'OMS, il semble qu'il devienne nécessaire d'évoluer progressivement vers un schéma vaccinal qui sera sans doute moins systématique et plus ciblé sur les personnes évidemment très fragiles, car si l'on peut mourir jeune du Covid, la moyenne d'âge reste très élevée (plus de 80 ans) essentiellement.

Charles SANNAT

👆 **RETOUR** 👆

La fin d'une ère

rédigé par **Bruno Bertez** 7 décembre 2021

LA CHRONIQUE AGORA

DÉTRUIRE LA LIBERTÉ D'AGIR, C'EST TUER L'INTELLIGENCE, C'EST TUER LA PENSÉE, C'EST TUER L'HOMME - FREDERIC BASTIAT

La semaine dernière, le président de la Fed a marqué dans une de ses déclarations un complet retournement de sa position sur l'inflation, surprenant certains observateurs. En réalité, c'est le résultat d'une douzaine d'années de changements profonds.



Les autorités ont appris la leçon de 2008.

A l'époque, elles avaient cyniquement utilisé l'argent des peuples et surtout celui des classes moyennes pour sauver les ultra riches, les financiers, les banquiers et les grandes familles dynastiques de la noblesse du pognon.

Derrière, elles ont commis la bêtise de vouloir imposer l'austérité et de redresser les déficits. Elles ont même tenté de limiter les dépenses budgétaires et les ratios de dettes.

Le système a failli craquer et en particulier le système européen.

Il a fallu utiliser le coûte que coûte et lâcher du lest.

L'espoir et la volonté de redresser les situations et de revenir en arrière a été abandonné.

Il est apparu que la hausse des taux et la réduction des monétisations des dettes souveraines étaient impossibles.

La création monétaire de la Fed a tout pollué

On s'est également aperçu que le monde était global et que la création monétaire de la Fed avait tout pollué. C'est-à-dire que les Etats-Unis étaient maintenant obligés de tenir compte de la situation de la périphérie et des pays émergents.

La fragilité financière et les risques pour la stabilité mondiale ont imposé aux autorités US un troisième mandat : celui de maintenir l'ordre mondial financier et monétaire.

Une vague de populisme a suivi les sauvetages et les scélératesses de la grande crise et de la grande récession. Vague qui a failli faire sauter le système, socialement et politiquement.

Le vent du boulet est passé près : on l'a vu avec la venue au pouvoir de Trump.

Les autorités en ont tiré la leçon.

Le système actuel est condamné de façon endogène par la suraccumulation de capital, par l'excès de dettes, par l'insuffisance de profits et de valeur ajoutée. Il s'y ajoute à la fois les perspectives d'une croissance lente et celle de la transition climatique, qui va coûter une somme colossale, des dizaines de milliers de milliards (ou plusieurs années de PIB français, si vous voulez une échelle de comparaison) rien que dans un premier temps, pour la mise en place.

Pour y arriver, il faut détruire beaucoup de rapports sociaux, beaucoup de promesses comme les retraites et la protection sociale. Il faut repartir à zéro, remettre les compteurs sinon à zéro du moins à des niveaux gérables.

Remettre les compteurs à zéro

J'en profite pour vous rappeler en passant que la vraie fonction historique objective de la Bourse est de détruire les fausses valeurs des bulles. Précisément pour remettre les compteurs à zéro dans sa découverte des vrais prix.

C'est pour cela que nous sommes en phase de grande prédation : l'argent intelligent (les principaux fonds et banques de la planète) rafle tous les biens réels et rares en ce moment, pendant que le public achète le papier ! Tout ce qui est émis doit être détenu, c'est un colossal mistigri et qui va *in fine* détenir le mistigri ? c'est vous ! Directement ou indirectement.

Comprenez que tout ce que vous voyez, entendez et subissez est une construction parallèle destinée non pas à traiter la crise présente – si c'est une vraie crise – mais à utiliser les événements actuels pour préparer le futur.

Les constructions parallèles sont des structures qui ont de nombreuses adaptations et utilisations. Elles se sont imposées, en matière financière, pour manipuler les marchés. Elles consistent à donner dans les médias de fausses causalités aux événements boursiers, afin de détourner des vraies causalités et ainsi d'endormir la vigilance et les prises de conscience des opérateurs. On fracasse leur capacité à raisonner. On crée des réflexes à la Pavlov qui court-circuitent l'intelligence.

Si ça baisse, c'est à cause de...

Exemple : si vous dites que la cause de la baisse, c'est le variant Omicron, cela vous permet de remonter le marché quand la population s'aperçoit que ce risque ne se réalise pas. La vraie cause de la baisse des marchés ce n'est pas Omicron, c'est l'impasse – maintenant évidente pour l'argent intelligent – dans laquelle se trouvent les banques centrales mondiales.

Pour faire fluctuer le marché, il vous suffit de manipuler les informations et les perceptions sur ce variant.

Si vous dites que la cause de la hausse des marchés, c'est [la situation Goldilocks](#), il vous suffit de manipuler les informations et les perceptions associées pour pouvoir avoir le contrôle du marché. On a vécu jusqu'à présent sur ces perceptions.

Powell a essayé de prolonger l'illusion depuis mars 2020, il a essayé de faire passer l'idée que l'inflation était temporaire. On allait revenir au « ni trop chaud ni trop froid » qui autorise toutes les dérives monétaires. Hélas, il a été démenti, il a dû aller à Canossa.

Le « narratif Goldilocks » est une construction parallèle qui vient de s'effondrer. Une nouvelle ère s'ouvre sous nos yeux.

Grâce aux constructions parallèles, on construit une fausse logique, afin d'en tirer un bénéfice que l'on n'énonce pas. En ce moment ce narratif s'effondre, le voile tombe.

Je n'insiste pas car je ne cherche pas à vous persuader. Si vous jugez cet outil intellectuel utile, approfondissez-le, servez-vous-en, adaptez-le.

Pourquoi est-on sorti de l'ère Goldilocks ?

C'est ce que nous verrons demain.

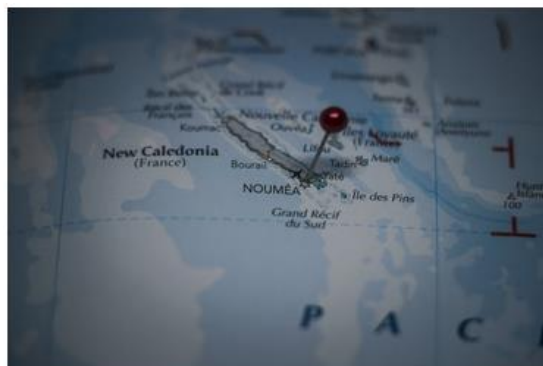


.Au carrefour des intérêts français, chinois et australiens

rédigé par [Philippe Béchade](#) 7 décembre 2021



La Nouvelle-Calédonie va bientôt voter une troisième fois sur le sujet de son indépendance, avec une situation très différente de celle du premier scrutin en 2018, du fait de la pandémie, des prêts chinois et des contrats de sous-marins australiens, entre autres.



Nous voici à quelques jours du troisième (et peut-être pas dernier) référendum sur l'accession à la pleine souveraineté de la Nouvelle-Calédonie, prévu dans le cadre de l'accord de Nouméa (1998) et qui se tiendra le 12 décembre.

Le résultat ne semble pas comporter cette fois une once de suspense, puisque la principale formation indépendantiste kanake (FLNKS, Front de libération nationale kanak et socialiste), a annoncé qu'elle boycotterait le scrutin, garantissant la victoire du « non » à l'indépendance.

Mais ce sera une victoire à la Pyrrhus pour la métropole, puisque le vote sera dénoncé par le FLNKS auprès de l'ONU comme sans valeur, parce que biaisé dès l'origine par l'impossibilité de la tenue d'une « campagne équitable » à cause des restrictions sanitaires maintenues jusqu'au 28 novembre (à juste deux semaines du référendum). Notamment le couvre-feu en vigueur le week-end et des confinements « allégés » incluant l'interdiction des rassemblements de plus de 30 personnes.

Des mesures sévères, consécutives à de nombreux décès survenus lors de l'unique vague de contamination, l'été dernier.

La position de la France sur l'indépendance a-t-elle changé ?

Un quatrième scrutin pourrait donc se profiler, d'autant que le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, parlait début novembre de la Nouvelle-Calédonie comme « d'un territoire à décoloniser ».

La presse et les commentateurs ont interprété cette sortie comme un changement de la doctrine pro-indépendance de la France concernant ses Dom et ses Tom : aurait-il trahi le fond de sa pensée ?

Il a récidivé 10 jours plus tard au sujet de la Guadeloupe – après des jours d'émeutes – avec cette déclaration : « Le gouvernement est prêt à parler de l'autonomie de la Guadeloupe. » Ce qui fut aussitôt interprété comme une incitation à demander l'indépendance.

Or, depuis plus de 15 ans, ce que réclame l'immense majorité de la population locale, ce n'est pas l'indépendance : c'est l'indemnisation de toutes les victimes du chlordécone, c'est le droit le plus fondamental d'accès à de l'eau potable (30% de la population n'y a pas accès) et à un service fiable (multiples coupures, eau saumâtre et nauséabonde, comme j'ai pu moi-même le constater sur place il y a déjà une dizaine d'années, et la situation s'est nettement dégradée depuis !), ce sont des services de santé dignes de ce nom (aucun investissement dans les équipements hospitaliers et le personnel depuis des décennies).

Sébastien Lecornu a pu faire ces deux déclarations consécutives sans concertation apparente avec les élus locaux, ni avec le peuple français, lequel a peut-être son mot à dire compte tenu de l'attachement réciproque de la métropole aux Dom-Tom et des habitants de ces derniers à la métropole.

Des motifs de tension

Il y a aussi beaucoup à dire concernant les aspects géostratégiques, en ce qui concerne la Nouvelle-Calédonie, à commencer par ses richesses minières (avec le nickel au premier plan) qui ont fait l'objet d'un partage progressivement plus équitable entre les Kanakes autochtones et les Caldoches, de telle sorte que les tensions se sont nettement apaisées à ce sujet.

Malheureusement, d'autres motifs de tension ont émergé récemment sur l'obligation vaccinale. Si la situation venait à se dégrader avant puis surtout après ce scrutin sur l'indépendance, avec des scènes d'émeutes rappelant celles survenues aux Antilles, Paris dégainera-t-il la même rhétorique « c'est à prendre ou à laisser, sinon allez-y, vous êtes libres : débrouillez-vous tous seuls » ?

C'est toutefois là que l'affaire prend une tournure géostratégique, car la perte du contrat de fourniture de 12 sous-marins à propulsion conventionnelle aux forces australiennes (remporté par Naval Group cinq ans auparavant) a été précédée de plusieurs « signaux faibles », puis plus explicites, au vu des déclarations du Premier ministre australien en juin dernier.

L'Elysée prétend pourtant n'avoir rien vu venir, traite le Premier ministre australien de menteur, et a crié à la trahison lorsque Joe Biden a officialisé la volte-face de l'état-major australien en faveur des sous-marins anglo-américains à propulsion nucléaire (en violation des accords de non-prolifération signés avec le voisin néo-zélandais, qui a aussitôt exprimé sa désapprobation).

Washington et Londres sont facilement parvenus à infléchir la politique étrangère australienne, mettant en avant la menace chinoise qui s'est faite plus pressante à l'encontre de Taïwan.

La Chine entraîne son armée

Pékin a organisé sur son sol un exercice de simulation d'un débarquement dans l'île, en plus de viols de plus en

plus fréquents de l'espace aérien taïwanais par ses avions de chasse, en particulier depuis la reprise en main autoritaire de Hong Kong par le parti communiste chinois.

Canberra et Washington s'inquiètent par ailleurs du sort de la Nouvelle-Calédonie, où la Chine tente d'étendre son influence, sachant qu'elle est déjà son premier client au travers de ses achats massifs de nickel et très présente au travers de nombreuses entreprises d'import-export... sans compter de grands projets de développement touristiques.

Le « caillou » offre en effet à des voyageurs épris de soleil et d'eau turquoise le plus grand lagon du monde, idéal pour la baignade, avec des températures de printanières à estivales 365 jours par an.

L'Australie mesure parfaitement l'étendue de son influence perdue en 20 ans au profit de la Chine sur les îles et archipels de la zone indopacifique : ne reste que la Nouvelle-Calédonie.

L'archipel voisin des Vanuatu a été inclus dans les « nouvelles routes de la soie » chinoises, ce qui implique la construction d'infrastructures routières, de ports en eaux profondes, d'installation de réseaux de télécommunication par Huawei, etc. Le tout étant entièrement financé à crédit grâce aux apparentes largesses de Pékin (comme dans huit autres États insulaires de la zone, des îles Salomon aux Samoa).

Bien entendu, la Chine a poussé les dirigeants ambitieux mais inexpérimentés de ces micro-pays au surendettement, avec des clauses de garanties confiscatoires en cas de non-remboursement.

Une stratégie assumée de « *debt trap* » qui rend à terme la Chine propriétaire de pratiquement toute la richesse de ses débiteurs, y compris des terres nécessaires à la survie alimentaire de ses habitants.

Les îles-nations du Pacifique sous la pression des dettes

L'exemple le plus emblématique est celui de la Papouasie-Nouvelle-Guinée (vaste territoire insulaire resté longtemps sous-développé au sud-est de l'Indonésie). Satellite historique de l'Australie, elle s'est rapidement retrouvée pied et poings liés par des emprunts chinois qu'elle ne peut rembourser. Emprunts qui sont naturellement gagés sur ses importantes ressources minières.

Les Tonga – autre ex-satellite de l'Australie – se sont également laissés prendre au piège : 45% des dettes du pays sont des emprunts contractés auprès d'institutions chinoises.

Les îles Samoa viennent à leur tour d'éprouver les premières difficultés pour rembourser leurs dettes.

Le dernier pays à s'être jeté dans les griffes de Pékin, ce sont les Îles Salomon, qui viennent de concéder la location pour 75 ans de l'île de Tulagi, avec carte blanche pour la construction d'un port en eau profonde, d'une base de pêche ainsi que de terminaux gaziers et pétroliers.

La Chine ne conquiert pas les États du Pacifique – longtemps alliés de l'Australie – à coups de canonnières, mais à coups de lignes de crédit : ça fait moins de morts et c'est bien plus efficace.

Les dirigeants australiens observent depuis 3 ans que la France ne semble guère préoccupée de voir la Chine avancer ses pions en Océanie et qu'elle serait même prête à sacrifier sa seule tour (de guet) dans la zone indopacifique, et abandonner aux chinois des millions de tonnes de nickel.

De quoi alimenter la crainte que Paris ne joue pas la même partition géostratégique que Canberra (dont la vision est largement partagée par les États-Unis) et s'avère un allié peu fiable pour endiguer l'expansionnisme chinois : comment s'étonner alors de la perte du contrat Naval Group ?

.Ayez très peur d'Omicron !

Jeffrey Tucker for The Daily Reckoning 3 décembre 2021

DAILY RECKONING



Aussi moderne que l'on pense être, **notre cerveau de lézard** prend le dessus de temps en temps. Ce week-end en a été un exemple classique. En Afrique du Sud, on a appris l'existence d'une nouvelle variante du SRAS, baptisée Omicron. Elle est si intelligente qu'elle déjoue nos meilleurs vaccins ! Interdisez les voyages ! Courez comme des dératés !

Incroyable. Les pauvres scientifiques d'Afrique du Sud - si scrupuleux, si transparents - pensaient qu'ils ne faisaient qu'alerter la communauté scientifique sur cette nouvelle mutation. Ils ne savaient pas que leur annonce inciterait le monde à considérer leurs compatriotes, et ceux des États environnants, comme des lépreux en proie à la maladie et donc mis en quarantaine dans leur propre pays.

Retour aux restrictions de voyage

Israël est tellement paniqué qu'il a interdit tout voyage étranger dans le pays. Le Japon et de nombreux autres pays se sont joints à la panique. Vous aviez des billets et des réservations d'hôtel ? Tant pis. Personne ne se soucie plus de votre liberté et de vos biens. Ce sont des privilèges contingents aujourd'hui, et nous vivons par ailleurs entièrement au gré des caprices des bureaucrates de la santé publique.

Nous ne pouvons pas vivre de cette façon. Il est tout à fait ridicule de se retrouver avec des billets d'avion totalement inutilisables simplement parce qu'un bureaucrate est pris d'une panique malade et qu'il a l'oreille du chef de l'État.

Enfin, au cours du week-end, un certain calme a commencé à poindre. Omicron existe depuis des mois. Il est probablement déjà dans la plupart des pays. Ce n'est pas si mortel. Il est même probable qu'il soit bénin. Qui aurait pu le savoir ? En fait, tout le monde. Le fameux compromis entre prévalence et gravité s'applique particulièrement ici.

Cela n'a pas empêché l'hystérie. Anthony Fauci était partout dans les journaux dimanche avec de vagues allusions au fait que nous pourrions verrouiller à nouveau. Les dernières fermetures n'ont rien donné, mais cela n'a pas d'importance pour ces gens.

Les premières indications sont que cette nouvelle variante est plus maligne que les vaccins ou peut-être même encouragée par leur existence. Ceux qui ont une immunité naturelle par exposition ne devraient pas avoir de réels problèmes avec Omicron.

Pour ceux qui dépendent entièrement du vaccin pour leur protection, c'est une autre affaire. Les vaccins sont structurés de manière à traiter une variante à la fois, et ne traitent que les symptômes, pas l'infection ni la propagation. Cela signifie qu'il n'y aura pas de fin à tout cela.

Plus de panique !

Quel monde dans lequel nous vivons ! Mon Dieu. C'est comme si nous ne nous améliorions jamais vraiment en tant qu'humains, que nous ne devenions jamais intelligents. Bien sûr, les marchés se sont effondrés dans le monde entier - comme ils s'y attendaient depuis un moment - non seulement en réponse à Omicron, mais aussi en prévision d'une nouvelle série de lockdowns et de restrictions de voyage.

Les actions de Moderna et de Pfizer ont augmenté en réponse à leur promesse de fabriquer une version de leur plan qui contrôle Omicron. Ils pourraient tout aussi bien proposer un plan d'abonnement. Ils débitent votre carte de crédit une fois par mois pour que vous puissiez vous faire vacciner contre chaque nouvel agent pathogène. C'est l'affaire du *virus du mois*.

J'ai généralement eu tendance à considérer ces politiques comme erronées, stupides, voire sadiques, mais pas tellement comme faisant partie d'un complot de l'État profond. Bien sûr, toute politique attire les escrocs comme les ordures attirent les mouches. Alors bien sûr, il y a des gens et des entreprises qui ont fait un malheur pendant cette panique pandémique.

Les fabricants de masques, les hôpitaux subventionnés, les syndicats d'enseignants qui ont fait chanter tous les parents d'Amérique et, bien sûr, les fabricants de médicaments qui ont bénéficié de subventions massives et de protections en matière de responsabilité.

Le chaos de ces deux dernières années a permis au gouvernement d'augmenter les dépenses, la dette et la création monétaire d'une manière que nous paierons pendant des décennies - en perte de productivité et en inflation. Oui, je suis désolé, c'est sinistre. Très.

Deux livres qui exposent la fraude

J'aimerais vous recommander deux livres. J'ai passé les vacances de Thanksgiving plongé dans des livres sur l'économie, la politique et la santé publique. Le premier est *A Plague Upon Our House* de Scott Atlas, ancien conseiller de la Maison Blanche sur le coronavirus. Il est brillant.

Il révèle comment Trump a été entièrement trahi par ses conseillers en politique de santé qui l'ont poussé à détruire l'économie qu'il essayait de construire. Trump a eu peur et a suivi leurs conseils.

Il a survécu à deux tentatives de destitution, mais s'est fait avoir par le virus. Il semble s'en être rendu compte en août 2020, lorsqu'il a fait intervenir Atlas. Une fois qu'il a réalisé son erreur, il a été confronté à un véritable problème. Il aurait pu exprimer des regrets et être vraiment honnête avec le pays. Ou il aurait pu simplement entrer dans le déni.

Il a choisi la deuxième voie. Cela l'a mis massivement hors de contact avec la terrible réalité sur le terrain à travers le pays. Ce choix lui a fait perdre les élections. Certaines personnes pensent que c'était là tout le but des blocages, du moins pendant un certain temps : faire en sorte que Trump trébuche et tombe. Je ne sais pas si c'est vrai, mais ce n'est pas aussi fou qu'on pourrait le croire.

L'État profond

Un autre livre qui m'a époustouflé est *The Real Anthony Fauci* de Robert F. Kennedy Jr. Il s'agit de bien

plus que cela. Il décrit un complot aux plus hauts niveaux du gouvernement, poussé par les entreprises pharmaceutiques en collaboration avec l'État profond des bureaucraties de sécurité nationale. L'affaire remonte à des décennies, mais surtout à la période qui a suivi la fin de la guerre froide, lorsque l'État profond cherchait une raison d'être.

Il s'est emparé du contrôle des pandémies. Il prouve son point de vue en se référant à des documents étonnants sur les "jeux de germes" auxquels les élites se sont livrées jusqu'aux mois précédant la pandémie. J'ai vu ces documents pour la première fois. Je ne suis pas exactement "déconnecté" de ces questions, et le fait que je ne les connaissais pas m'inquiète. Il ne fait aucun doute qu'il y a eu beaucoup plus qu'une erreur intellectuelle.

Oui, découvrir tout cela donne absolument la chair de poule. Quel genre de personnes sont prêtes à renoncer au leadership américain dans le monde, à sacrifier deux années d'éducation des enfants, à ruiner les petites et moyennes entreprises, à ruiner les soins de santé, à démoraliser toute une population pour qu'elle se lance dans l'abus de drogues et d'alcool ? Tout cela est difficile à comprendre.

On pourrait supposer que la classe dirigeante déciderait finalement que nous avons été suffisamment torturés. D'une certaine manière, ce n'est jamais assez. Et leurs manières éhontées désorientent sûrement toute personne de bonne volonté.

Comment Fauci peut-il sérieusement aller à la télévision une fois de plus pour proclamer que toute incrédulité à son égard n'est rien d'autre qu'une opposition à la science ? Je dois en conclure que ces gens n'ont aucune conscience.

À un moment donné, ils iront trop loin. Peut-être en sommes-nous déjà là.



."C'est une telle ordure que vous imprimez les gars"

Brian Maher 3 décembre 2021

DAILY RECKONING



"C'est une telle ordure que vous imprimez les gars. F*****gunbelievable."

C'est le grief d'une lectrice. Elle l'a déposé en réponse à notre compte-rendu d'hier sur la variante Omicron.

Nous avons cité des preuves que la vaccination universelle peut fonctionner à contre-courant, que la politique peut être à 180 degrés erronée. Plutôt que de guérir, nous avons évoqué la possibilité qu'elle puisse nuire - et potentiellement beaucoup.

En effet, la vaccination à grande échelle peut engendrer des variantes supplémentaires, potentiellement plus

mortelles.

Ici, un autre lecteur nous dirige vers le droit chemin, pour corriger nos erreurs :

J'ai bien peur que Brian doive revoir l'histoire de la médecine s'il croit vraiment que les vaccins sont la source du problème.

Depuis la nuit des temps, les virus ont muté et produit un zillion de variantes, et avant Pasteur, je ne pense pas que les vaccins aient eu grand-chose à voir avec eux. Rien de mal avec la pensée latérale mais il ne faut pas oublier que l'accent est mis sur la partie réflexion ! !!

Exactement. Pourtant, nous n'avons jamais remis en question le fait que les virus mutent au fil du temps. Pas plus que les experts en épidémiologie que nous avons cités. Ils en sont conscients et même plus.

Ils pensent néanmoins que les vaccins peuvent favoriser l'apparition de variantes.

Par exemple : Le **Dr Robert Malone**, pionnier de la technologie ARNm à l'origine de ces vaccins.

Par exemple : Le **Dr Luc Montagnier**, prix Nobel de médecine.

Par exemple : Le **Dr Geert Vanden Bossche**, autorité mondiale sur la science de la vaccination.

Ces hommes... très au fait des stratégies et des tactiques des virus... ont averti qu'il était insensé de vacciner en masse en cas de pandémie.

En effet, ils affirment que la vaccination de masse pousse le virus à s'échapper. Elle facilite la production de souches aberrantes - des souches aberrantes qui contournent et déjouent la vaccination.

Ces messieurs pourraient-ils se tromper ? Ils peuvent se tromper, oui. Mais ils présentent une hypothèse plausible, une hypothèse qui mérite d'être étudiée... telle que nous la voyons.

En attendant, le Dr Fauci et ses sbires sont des monomaniaques de la vaccination universelle, contre vents et marées, quoi qu'il arrive.

Mais que faire si c'est eux qui se trompent ? Quelles sont les conséquences potentielles s'ils se trompent ?

Ils exercent néanmoins un monopole sur le flux d'opinions admissibles. Le Dr Fauci passe d'un média grand public à un autre.

Là, il est traité de manière très, très légère. Nous ne l'avons pas encore vu affronter une question difficile ou hostile.

Il est apaisé et caressé par des flatteurs et des flatteuses, par des lèche-bottes et des lécheurs de fesses.

Ils connaissent très bien le goût du cirage.

Vous ne verrez pas un Dr Robert Malone proposer un forum grand public. Vous ne verrez pas un Dr Luc Montagnier se voir offrir un forum grand public. Vous ne verrez pas un Dr Geert Vanden Bossche se voir offrir un forum grand public - des éminences dans leur domaine, chacun d'entre eux.

Toutes les sources "respectables" leur refusent - ainsi qu'à d'autres comme eux - une audition honnête.

Le Dr Fauci prétend représenter "la science". Qu'il le prouve dans un débat libre avec un adversaire professionnel et habile, un rival de taille.

Le peuple américain ne devrait-il pas entendre les deux camps opposés... afin de décider lequel a raison ?

L'argument du Daily Reckoning est que le peuple américain devrait entendre les deux parties, afin de décider laquelle est la bonne.

Puisqu'ils ne le font pas, nous sommes mis dans la position des subversifs. Nous publions ce qui ressemble à une forme américaine de samizdat.

Il s'agit d'une littérature dissidente et clandestine de l'ex-Union soviétique qui faisait des trous dans les mensonges et la propagande du gouvernement.

Nous ne prétendons pas à la grandeur. Notre modeste, petite et peu recommandable publication est précisément cela - modeste, petite et peu recommandable.

Et pourtant, cela nous ravit.

Nous pouvons vous murmurer à l'oreille des choses que vous n'entendrez pas dans les grandes et respectables publications vantardes...

Même si elles sont parfois scandaleuses. Même s'ils sont parfois "orduriers". Et oui, même si elles sont parfois vraies.

Comme notre cofondateur **Bill Bonner** aime à le dire : Parfois juste, parfois faux, toujours dans le doute...



Un État-nation peut-il survivre à l'ère de l'inégalité et de la pénurie ?

Charles Hugh Smith Lundi 06 décembre 2021

of two minds.com  charles hugh smith



CHS at 19 (1972)

photo by Gary F. Baker

C'est moi quand j'ai commencé à penser à ces sujets en 1972. Ne riez pas trop fort, vous pourriez vous blesser...

Nous avons une occasion extraordinaire de transformer notre économie non durable "le gaspillage est la croissance" et l'inégalité toxique en systèmes durables qui optimisent le bien-être plutôt que de s'effondrer.

La possibilité que les États-Unis se fragmentent n'est plus un sujet marginalisé. Des cartes montrant diverses

configurations régionales post-américaines accompagnent les essais qui explorent comment et pourquoi un éclatement des États-Unis serait une solution à la polarisation régionale et idéologique, par exemple le récent article de Max Borders, *Dear America : It's Time to Break Up*.

Mais deux forces plus importantes que la polarisation politique peuvent fragmenter les États-nations à travers le monde, y compris les États-Unis : l'inégalité et la pénurie. L'inégalité et la corruption vont de pair, bien sûr, car les quelques personnes les plus riches influencent l'État pour protéger leurs monopoles et garantir leurs gains spéculatifs.

L'inégalité va également de pair avec l'effondrement des États-nations, comme l'explique cet article fondamental : *Human and nature dynamics (HANDY) : Modélisation de l'inégalité et de l'utilisation des ressources dans l'effondrement ou la durabilité des sociétés*.

L'élite parasitaire peut accumuler la majorité des revenus, des richesses, du pouvoir politique et des ressources dans les périodes d'abondance croissante, car ce qui reste suffit à soutenir une population en expansion qui consomme davantage par habitant chaque année, c'est-à-dire une prospérité générale.

Mais une fois que l'abondance se transforme en pénurie, l'économie et la société ne peuvent plus supporter le poids mort de son élite parasitaire surdimensionnée. L'élite parasitaire croit que sa part gonflée des ressources, de la richesse et du pouvoir est non seulement durable, mais qu'elle peut être étendue sans conséquence. Elle déploie donc toute sa puissance pour maintenir le statu quo, même si la rareté abaisse le niveau de vie des 90 % les plus pauvres et vide l'économie.

En effet, l'État central moderne, quelle que soit son étiquette idéologique, optimise l'inégalité et la croissance. Lorsque la croissance faiblit et que les inégalités continuent d'augmenter, la seule issue possible est la fragmentation et/ou l'effondrement.

En d'autres termes, le statu quo n'est plus la solution aux inégalités et à la pénurie, il est le problème. Les élites du secteur privé et de la politique sont incapables de reconnaître qu'elles sont désormais le problème, et l'effondrement rapide du statu quo sera donc un grand choc pour leur confiance magique en leur pouvoir.

La "solution" délirante de l'élite est une transition sans heurts et sans douleur vers une nouvelle ère d'abondance grâce à "l'énergie verte". Malheureusement, cette vision relève à 100 % de la pensée magique, car toutes ces projections ignorent les réalités physiques de la mise en place d'un système énergétique mondial qui génère de l'énergie à la même échelle que les sources d'énergie à base d'hydrocarbures existantes. Lisez ces trois rapports pour des évaluations fondées sur la réalité :

La "nouvelle économie de l'énergie" : Un exercice de pensée magique (manhattan-institute.org)

L'illusion d'une croissance économique infinie : Même les technologies "durables" telles que les véhicules électriques et les éoliennes sont confrontées à des limites physiques infranchissables et entraînent de graves coûts environnementaux. (scientificamerican.com)

Assessment of the Extra Capacity Required of Alternative Energy Electrical Power Systems to Completely Replace Fossil Fuels (PDF, Simon P. Michaux, Geological Survey of Finland) Lisez le résumé de 3 pages.

Comme l'explique le premier article, l'inégalité engendre l'effondrement, tout comme la diminution des ressources, c'est-à-dire la rareté. Mettez les deux ensemble et le seul résultat possible est l'effondrement de tous les États-nations centralisés qui optimisent l'inégalité et l'expansion sans fin de la consommation.

La question n'est pas celle des étiquettes ou des principes idéologiques, mais de savoir si l'État résout les problèmes ou les recouvre de fausses solutions qui accélèrent l'effondrement.



Les nations qui veulent non seulement survivre mais aussi émerger plus fortes n'ont qu'une seule voie à suivre : une transformation révolutionnaire de la "croissance par le gaspillage" à la décroissance, d'une économie et d'un État dominés par une élite parasitaire à une élite parasitaire strictement limitée et d'une dépendance abjecte à l'égard de chaînes d'approvisionnement fragiles provenant d'autres nations à une indépendance décentralisée et localisée pour l'essentiel.

J'ai écrit un livre qui est un modèle pour cette transformation. Ce livre est l'aboutissement d'une vie d'études, d'observations, d'expériences et d'analyses : Crise mondiale, renouveau national : Une grande stratégie (révolutionnaire) pour les États-Unis.

Bien que je consacre une partie de l'analyse spécifiquement aux États-Unis, le livre est un modèle pour toute nation qui ne se contente pas de survivre à la pénurie mais en sort plus forte en développant une économie de décroissance et un ordre politique décentralisé.

Nous avons une occasion extraordinaire de transformer notre économie non durable "le gaspillage est la croissance" et les inégalités toxiques en systèmes durables qui optimisent le bien-être plutôt que l'effondrement.

Ce mois-ci, je propose l'édition imprimée avec une remise de 20 % : 20 dollars pour l'édition imprimée et 8,95 dollars pour le livre électronique Kindle. Vous pouvez lire l'introduction et le premier chapitre gratuitement (PDF).



Quand la folie budgétaire rejoint la folie monétaire

rédigé par [Bruno Bertez](#) 8 décembre 2021



Des milliers de milliards de dollars sortis de nulle part, ça n'est pas nouveau : c'est la solution à tout depuis 2008. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'ordre de grandeur des montants générés, et pour quoi ils sont utilisés.



Comme nous l'avons vu hier, [« l'ère Goldilocks » est terminée](#). Le président de la Fed, Jerome Powell, l'a finalement annoncé quand, contraint et forcé par les faits, il a admis que l'inflation n'est pas temporaire.

L'ère du « ni trop chaud ni trop froid » n'aurait-elle pas cependant pu continuer indéfiniment ? Pourquoi est-on sorti ?

Pour résumer, parce que la crise du système s'est approfondie.

Non seulement il a fallu créer 20 000 Mds\$ à partir de rien, mais il a en plus fallu tolérer une vague spéculative colossale en provenance du public, financée par une partie de ces milliards.

Mais aussi parce que les conditions réelles et matérielles de fonctionnement du système se sont irrémédiablement modifiées. La mondialisation s'est fracassée, l'offre de biens et de services s'est dérobée, les effets modérateurs de la mondialisation des chaînes de production ont été engloutis.

Parer au plus urgent

Le réel est entré en collision avec le monétaire et le financier, et un gouffre s'est ouvert sous nos pieds. Il a fallu parer au plus urgent.

Wall Street et Washington sont tous deux sortis du gouffre en dépensant, en empruntant, en imprimant, en régulant et en spéculant comme jamais cela ne s'était fait auparavant dans l'Histoire.

La BCE et le bloc européen ont fait encore plus, l'Allemagne ayant lâché prise. La Chine, qui est dans la même situation, tente une autre voie avec un retour en arrière socialiste, à la faveur de l'emprise que les dirigeants ont sur les populations. Toutefois, l'effet est le même : c'est là aussi une nouvelle ère.

La suite dépendra de ce que fera le centre du système économique mondial, les Etats-Unis...

Le « la » mondial est fourni par le centre du système économique, par les Etats-Unis.

Ils se trouvent maintenant dirigés par une administration déterminée à déclencher un « Greenmageddon » dans la poursuite du solutionnisme de la transition climatique, mais aussi à aggraver considérablement les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les pénuries de main-d'œuvre par des mesures politiques régulièrement injustifiables voire inconstitutionnelles pour faire face à la pandémie.

Huit fois plus de dépenses que de pertes

Au cours des 18 derniers mois seulement, le Congrès américain a adopté 7 000 Mds\$ de nouvelles dépenses pour compenser l'effet des confinements et le projet de loi sur les infrastructures de Biden.

Ces sommes énormes représentent une surpuissance époustouflante : c'est 8,8 fois les 800 Mds\$ de perte de PIB au cours des six derniers trimestres. C'est aussi 54 000 \$ pour chaque foyer aux Etats-Unis.

Pourtant, ce n'est pas fini.

Le soi-disant compromis de 1 800 Mds\$ sur les droits sociaux et l'énergie soi-disant verte sont toujours en suspens, et l'ensemble coûtera en réalité plus probablement 4 000 Mds\$ au cours de la prochaine décennie, lorsque les gadgets comptables disparaîtront.

C'est une débauche de dépenses unique dans toute l'histoire américaine, y compris pendant le New Deal et les excès du « *guns and butter* » du président Lyndon Johnson dans les années 1960, quand celui-ci voulait financer en même temps l'expansion militaire liée à la guerre du Vietnam et son programme social.

C'est une situation qui n'est comparable qu'aux périodes de guerre.

De plus, ce total de 11 000 Mds\$ de potentielles nouvelles dépenses a été précipité par le Congrès sans pratiquement aucune audition ni analyse d'experts. Ce qui signifie que Washington a dû débloquer 85 000 \$ de nouvelles dépenses par ménage américain sans le moindre égard pour les conséquences économiques et fiscales à long terme. C'est le vrai coût que coûte, définitif.

Les dépenses passent au bilan de la Fed

De même, le bilan de la Fed est passé de 3,8 Mds\$ – déjà gonflé par la réponse aux *subprime* et autres QE – en août 2019 à 8 600 Mds\$ à l'heure actuelle. Au cours de la même période de 27 mois, la dette publique fédérale a augmenté de près de 5 200 Mds\$.

Cela signifie que près de la totalité de l'explosion d'emprunts et de dépenses de Washington est monétisée, c'est-à-dire financée avec de faux crédits tombés du ciel, largués par la Fed.

Les monnaies sont des monnaies de crédit et elles ont pour contrepartie symétrique une montagne de dettes irrécouvrables.

Même en faisant monter les prix fictifs des actifs, les dettes sont radicalement irrécouvrables pour une raison fondamentale, à savoir que, sur le long terme, les dettes ne peuvent être honorées que par des flux, par des *cash flows*.

Nous en sommes déjà au stade où, pour soutenir l'illusion de la valeur des monnaies il faut soutenir la pyramide de dettes. La création monétaire ne sert plus qu'à une chose : soutenir la monnaie.

Les monnaies telles que nous les connaissons sont condamnées.



Pouvez-vous confier votre argent à Xi Jinping ?

rédigé par [La Rédaction](#) 8 décembre 2021



Une société démenageant sa cotation de New York vers Hong Kong, flouant tous ceux qui avaient investi dedans au passage, ça ne peut arriver qu'en Chine ? En pratique, les retraits de la cote aux détriments des investisseurs touchent aussi des sociétés françaises.



Les coups de semonce n'avaient pas manqué, voici que Pékin passe à la vitesse supérieure.

Xi Jinping, tournant le dos à la doctrine de l'enrichissement prônée par Deng Xiaoping dans les années 1980,

revient aux fondamentaux maoïstes. Le devoir des plus riches, qu'il s'agisse d'individus ou d'entreprises, est désormais de partager leur patrimoine avec l'ensemble du pays.

Certains, comme Jack Ma, n'ont pu ignorer le message. Le milliardaire, fondateur du groupe Alibaba, a disparu durant trois mois après un discours jugé contraire à la philosophie du Parti. Sa société, dont le gigantisme et l'importance dans l'économie sont désormais jugés indésirables par Pékin, a en plus eu l'outrecuidance d'acheter le titre de presse libéral *South China Morning Post*. Un journal qui ne se prive pas de mentionner les événements de Tiananmen et qui a couvert, sans fard, les débuts de l'épidémie de Covid-19. En somme : une épine dans le pied du Parti.

La remise dans le droit chemin était urgente ; elle s'est avérée efficace. Depuis sa réapparition, Jack Ma s'est abstenu de prononcer publiquement des propos contraires à la ligne officielle du PCC.

Quand Pékin saborde ses meilleures entreprises

Par ailleurs, alors qu'il était habitué aux déplacements internationaux, passant le tiers de son temps à l'étranger, il n'a quitté la Chine pour la première fois qu'un an après sa disparition. Sa seule sortie du territoire depuis la fin 2020 fut lors d'un voyage en Mexique particulièrement encadré, en octobre, lors duquel il n'a tenu aucune conférence publique.

« Les riches, en Chine, connaissent rarement une fin heureuse », disait-il par le passé. Les événements lui donnent raison, lorsque l'on voit les efforts méthodiques de Pékin pour faire entrer les milliardaires de la *Tech* dans le rang. Mais Xi Jinping va désormais plus loin. Ce sont tous les investisseurs qui sont priés de réaliser que l'intérêt particulier doit s'effacer devant l'intérêt général.

La mésaventure de Didi Chuxing, le *Uber* chinois pourtant réputé intouchable étant donné sa taille et ses parts de marché, vient l'illustrer. Le feuillet de sa tentative d'internationalisation, qui touche à sa fin, doit servir de piqûre de rappel aux investisseurs : la Chine est le plus grand marché du monde, mais l'attribution des fruits de sa croissance se fait à la discrétion du Parti. Et, partout, les petits porteurs ne sont autorisés à gagner de l'argent que lorsque les autorités ne s'y opposent pas.

L'aventure de Didi avait commencé comme une *success-story* technologique et commerciale.

Le clone de Uber, qui offre des courses de taxi à la demande et revient, depuis peu, à la livraison de repas à domicile, compte plus de 62 millions d'utilisateurs mensuels en Chine continentale. Leader incontesté, il s'appuie sur une clientèle trois fois plus nombreuse que celle du numéro deux, Hello Chuxing, et près de dix fois supérieure à celle du numéro trois.

Une IPO à succès qui n'a pas fait plaisir à tout le monde

Cet été, la plate-forme a levé plus de 4,4 Mds\$ lors de son introduction en Bourse (IPO) à New York. Las, cette IPO qui devait être le début d'une aventure internationale (le groupe est aussi présent en Australie, au Japon, au Brésil et au Mexique) s'est avérée être la dernière bonne nouvelle avant la descente aux enfers.

Cinq jours après la clôture de l'IPO, la Cyberspace Administration of China, qui a droit de vie et de mort sur toutes les activités numériques du pays, obligeait les magasins d'application pour smartphones à retirer l'application Didi de leurs catalogues. Privé de téléchargements, le groupe ne pouvait plus recruter de nouveaux utilisateurs en Chine.

Quatre jours plus tard, les autorités condamnaient simultanément Didi, Alibaba et Tencent pour violation des lois anti-monopole.

Depuis, la pression du gouvernement central s'est accentuée avec d'autres enquêtes, l'interdiction d'applications annexes, et des perquisitions au siège social du groupe.

C'en fut trop pour la direction de l'entreprise, qui a finalement jeté l'éponge dans sa tentative d'ouverture au monde. Le 3 décembre, elle a annoncé son retrait du New York Stock Exchange (NYSE) pour migrer vers la Bourse de Hong Kong.

Visiblement, maintenir une double cotation n'était même pas une option. Pour assurer sa survie et faire cesser les escarmouches étatiques, l'entreprise doit être cotée en Chine, et nulle part ailleurs.

Les investisseurs occidentaux payeront

L'aventure boursière sur les places occidentales aura été de courte durée, puisque les titres de l'entreprise n'auront été échangés normalement que durant cinq mois. Désormais, les détenteurs d'actions cotées au NYSE vivront avec l'épée de Damoclès du *delisting*, qui les menace de se retrouver avec des bouts de papiers sans valeur car non négociables.

Selon Chen Weiheng, analyste de Wilson Sonsini cité par le *South China Morning Post*, Didi pourrait procéder en début d'année prochaine à une IPO accélérée à Hong Kong et proposer de convertir les titres détenus aux Etats-Unis en actions locales.

Cela permettrait de ne pas déposséder totalement les épargnants... si tant est qu'ils fassent confiance à Pékin pour, d'une part, assurer leur droit à la propriété privée sur le territoire chinois et, d'autre part, laisser l'entreprise mener à bien ses activités.

Visiblement, les opérateurs sont loin de croire à cette conclusion heureuse. Le lendemain de l'annonce, l'action Didi s'effondrait de 22% à New York. Le titre, qui brûle maintenant les doigts des investisseurs occidentaux, achève ainsi sa série noire qui l'a vu perdre 65% de sa valeur depuis son plus-haut, à près de 17 \$, le lendemain de son IPO.



Les petites mains remises à leur place

La mésaventure de Didi est éminemment politique. Elle doit être replacée dans le contexte de guerre économique entre Washington et Pékin. Même si le PCC n'avait pas été aussi pressé de remettre de l'ordre dans les rangs et de rappeler aux entreprises chinoises où doit se trouver le centre de leurs intérêts économiques, il n'est pas dit que Didi aurait pu rester cotée au NYSE bien longtemps.

Tandis que la Bourse de New York continue de faire des yeux doux aux entreprises étrangères pour rester, face à Francfort, une place internationale de référence, l'administration américaine durcit ses règles. La SEC a finalisé, début décembre, son Holding Foreign Companies Accountable Act (HFCAA). Cette nouvelle réglementation lui donne le pouvoir de retirer de la cote les entreprises étrangères ne se conformant pas aux règles d'audit américaines – autant dire toutes les entreprises chinoises.

Les groupes chinois à vocation internationale se retrouvent ainsi entre le marteau et l'enclume de ces deux gouvernements. Chacun exige simultanément le secret des données pour ses entreprises et la transparence pour les firmes étrangères, des attentes par nature incompatibles.

Pour les investisseurs particuliers qui souhaitent profiter du boom des valeurs asiatiques, la pilule est amère. Le retrait imminent de la cote de Didi, après avoir perdu les deux-tiers de sa valeur, vient rappeler que la Bourse n'est parfois ni rationnelle, ni juste.

Quand les autorités plument les investisseurs particuliers

Le risque pour les petites mains de se voir confisquer leurs actifs cotés est loin d'être négligeable. Il n'est d'ailleurs pas limité aux valeurs chinoises : même en France, la crise du Covid a été l'occasion de tordre le poignet des investisseurs individuels.

Plusieurs dossiers de qualité, que les petits porteurs conservaient précieusement sur le long terme, ont fait l'objet d'OPA au rabais. Fin novembre, par exemple, les actionnaires d'Europcar, qui patientaient depuis les premiers confinements dans l'espoir d'un rebond du titre, ont eu la surprise de voir l'AMF valider l'OPA menée par Volkswagen à 0,5 € par action, soit 60% de décote par rapport au cours de début 2020. Sur le dossier CNP Assurance, la Banque Postale compte retirer l'entreprise de la cote à 21,9 € par action, soit un PER dérisoire de 10.



En Bourse, seules les valeurs stables, au flottant suffisant et loin du radar des gouvernements voient leur titre s'échanger, sur le long terme, autour de leur valeur intrinsèque. Les autres obéissent à la volonté des faiseurs de marché.

Les investisseurs particuliers doivent plus que jamais, après avoir choisi les pépites dans lesquelles investir, s'assurer qu'elles évoluent dans un environnement politique et boursier sain. Avoir raison contre une grosse main ou un gouvernement peut être une victoire intellectuellement satisfaisante, mais financièrement coûteuse.

[RETOUR](#)

.L'hiver cauchemardesque est sur le point de s'aggraver

Bill Bonner | 6 déc. 2021 | Le journal de Bill Bonner



"Eh bien, mon cher Pangloss, leur dit Candide, quand vous étiez pendu, disséqué, fouetté, et que vous tiriez sur la rame, avez-vous continué à penser que tout dans ce monde arrive pour le mieux ?".

- Candide de Voltaire

YOUGHAL, IRLANDE - Vous vous souviendrez que jeudi dernier, nous avons commencé par nous interroger : Et si, au lieu d'être trop négatifs dans nos perspectives, nous étions trop positifs... trop

pollyanniques et panglossiens ?

Ne devrions-nous pas explorer cette possibilité ?

Et donc, nous avons regardé le côté obscur. Aujourd'hui, nous continuons notre histoire du cauchemar glacial de l'Amérique.

Mais d'abord, une interruption avec les dernières nouvelles. Le "*rapport sur l'emploi*" de vendredi était pathétique. Voici CNBC :

L'économie américaine a créé beaucoup moins d'emplois que prévu en novembre, dans un signe que l'embauche a commencé à ralentir même avant la nouvelle menace de Covid, le département du travail a rapporté vendredi.

La réalité est bien pire. Si vous regardez les heures travaillées - la vraie mesure de la quantité de travail en cours - vous voyez qu'elles ont augmenté au taux annuel moyen de 0,3 % au cours des 14 dernières années.

C'est plus lent que la croissance démographique au cours de la même période, qui était d'environ 0,8 % par an, en moyenne.

En d'autres termes, **l'économie réelle ne s'est pas développée du tout**. Les emplois réels non plus.

Où cela nous mène-t-il ? C'est ce que nous examinons dans **notre "histoire" de la crise à venir**.

Un système fragile

Tout a commencé lorsque **le réseau électrique s'est effondré**.

Sur le papier, il y avait suffisamment de capacité pour faire circuler le jus. Mais dans la pratique, un mélange centralisé de sources d'énergie solaire, éolienne et autres sources d'énergie "renouvelables" hautement manipulées était plus fragile qu'il n'y paraissait.

Sans signaux de prix honnêtes pour les guider (tout était soit subventionné, soit pénalisé)... et avec une inflation qui évoluait rapidement pour les embrouiller... les investisseurs ont investi peu d'argent frais dans le secteur de l'énergie.

Et ce qui était investi - encouragé par le gouvernement - était placé dans des projets politiquement attractifs, mais souvent peu productifs.

Puis, les choses se sont gâtées. Un hiver très froid. Un ciel nuageux. Et pas de vent.

Le réseau énergétique du pays - ou du moins une grande partie de celui-ci - s'est tout simplement effondré.

Systèmes en panne

Les propriétaires ont été poussés à passer au chauffage tout électrique. C'était "plus vert", leur a-t-on dit.

Les prix de l'électricité ont été contrôlés pour favoriser la "grande transition". Les moteurs à combustion interne ont été interdits. Les forages pétroliers ont été limités.

Et puis... quand le courant a été coupé... que pouvaient faire les gens ?

Certains se sont regroupés autour de feux ouverts. D'autres se sont réfugiés dans les écoles et les bâtiments publics. Mais eux aussi ont vite eu froid.

Les générateurs de secours ont fonctionné nuit et jour. Mais ils n'avaient plus de carburant. Et sans électricité, les pompes ne fonctionnaient pas. Les nouvelles voitures électriques ne pouvaient pas non plus être chargées.

Pratiquement tous les systèmes de production et de distribution du pays dépendaient de logiciels. Les logiciels fonctionnent avec des ordinateurs. Les ordinateurs fonctionnent à l'électricité.

Et l'électricité dépendait maintenant du soleil... et du vent... soutenus par un approvisionnement terriblement inadéquat en énergie provenant de sources traditionnelles.

Et jusqu'à ce que le réseau se rallume, presque rien ne bouge.

D'un bout à l'autre du pays, des foules affamées ont pillé les magasins plongés dans le noir. Mais ce ne sont pas des baskets ou des téléviseurs grand écran qu'ils ont emportés, mais de la nourriture.

Les foules comprenaient des personnes bénéficiant de la sécurité sociale ainsi que de jeunes voyous. Et avec des systèmes d'inventaire contrôlés électroniquement "hors ligne" et des camions à l'arrêt, les rayons ont été rapidement vidés... et pas réapprovisionnés.

Froid et misère

À la campagne, c'était mieux au début. Les vaches étaient abattues dans les champs. Les habitants ont puisé dans les réservoirs de leurs fermes pour se chauffer en cas d'urgence. Beaucoup de gens avaient encore des poêles à bois.

Et ils avaient des armes à feu. Ils les ont utilisées pour chasser les réfugiés des banlieues.

Mais même à la campagne, les fermes ne sont plus autosuffisantes. Peu d'entre elles avaient des poulets dans la cour ou des cochons dans la porcherie.

A la place, ils cultivent des produits de rente, comme le blé ou le soja. Et comme leurs cousins des banlieues, ils comptaient sur les livraisons à flux tendus de leurs magasins d'alimentation locaux, plutôt que sur des aliments au cas par cas à la maison.

Et puis, dans tout le pays, les tuyaux ont éclaté... les toilettes se sont ouvertes... les animaux domestiques ont disparu... les sous-sols ont été inondés... et les plafonds ont été détruits.

Les gens avaient faim... froid... et étaient malheureux.

Un coup dur

Après quelques semaines, l'électricité a été rétablie dans la majeure partie du pays... et les gens ont compté leurs pertes. Des milliers de personnes étaient mortes - surtout des personnes âgées - de "l'exposition", du stress et de la faim.

"Maintenant, nous pouvons revenir à la normale", a déclaré le président Buttigieg. Mais la "normale" n'était plus à portée de main. Quelque chose d'autre avait été brisé. Quelque chose de plus important.

Un titre du Daily Beast du samedi 4 décembre 2021 le résume ainsi :

L'Amérique est à un coup de poing de jeter la serviette sur la démocratie.

Maintenant, le coup de poing a été donné. Et la nation entière tremble... doublée de peur, de douleur et de colère.

L'hiver cauchemardesque était sur le point de devenir bien pire.



L'histoire finale de l'hiver cauchemardesque de l'Amérique

Bill Bonner | Dec 7, 2021 | Journal de Bill Bonner



YOUGHAL, IRLANDE - Des nouvelles de chez nous :

"Baltimore subit une nouvelle vague de criminalité... avec 600 personnes abattues depuis le début de l'année. Dans de nombreux quartiers, vous avez plus de chances de vous faire tirer dessus que de mourir du COVID.

Un journaliste a interviewé un citoyen dans la rue. "Que pensez-vous du plan quinquennal de lutte contre la criminalité du maire ?", a-t-il demandé.

"Dans cinq ans, tout le monde sera mort", a répondu le sage de la rue."

Mais nous avons laissé Baltimore derrière nous. Après des tests suffisants... certifiant aux autorités irlandaises que votre rédacteur n'était pas porteur de la peste... nous sommes arrivés en Irlande.

Et nous terminons notre histoire de l'hiver cauchemardesque de l'Amérique de 2033... ou 2028... ou 2025 ?

Rappelez-vous que les fédéraux essaient de faire deux choses dangereuses à la fois.

D'abord, ils visent à atteindre des émissions nettes de dioxyde de carbone nulles d'ici 2035. Ensuite, ils espèrent payer la "transition" vers l'énergie verte - ainsi que les déficits budgétaires fédéraux habituels et les gâchis de plusieurs milliards de dollars - avec l'argent de la planche à billets.

Cela ne pouvait pas bien se terminer.

Donc, nous avons regardé à quoi la fin pourrait ressembler. Lorsque nous vous avons quitté hier, le réseau électrique était en panne et les foules pillaient les magasins pour trouver de la nourriture.

Des milliers de personnes sont mortes en quelques horribles semaines de températures négatives.

La paille qui casse le dos du chameau.

Mais aujourd'hui, après un dégel, le soleil est apparu et le courant est passé. Pouvons-nous revenir à la normale ?

La réponse est probablement "non".

Nous rappelons aux lecteurs que le "grand gel" n'est qu'une possibilité parmi tant d'autres.

Déjà, le chameau s'affaisse et titube. Nous ne savons pas à quoi ressemblera la goutte d'eau qui fera déborder le vase.

Il pourrait s'agir d'une panne du réseau électrique le 4 juillet. Ou un verdict de procès qui va dans le "mauvais" sens... suivi d'émeutes dans tout le pays.

Ou peut-être juste un autre crash sur le marché de l'immobilier.

Le prix des maisons augmente trois fois plus vite que le coût de la vie. Les gens "prennent" à nouveau de l'argent.

Comme nous l'avons signalé la semaine dernière, le prix médian d'une maison est maintenant supérieur à 400 000 dollars. Si vous avez moins de 30 ans, la mise de fonds moyenne n'est que de 6 % environ. Cela laisse le jeune acheteur moyen de moins de 30 ans avec une hypothèque de 376 000 \$.

La hausse des prix entraîne celle des taux hypothécaires. Et chaque augmentation de 1 % du taux hypothécaire ajoute 3 760 \$ au coût annuel.

Combien de temps avant que le dos du chameau ne cède ?

L'enfer se déchaîne

Nous rappelons également à nos chers lecteurs que les choses ne se produisent pas "par hasard".

La boule n°7 frappe la boule n°3... et envoie la boule n°10 dans la poche latérale. Si vous ne voyez qu'une partie de la scène, vous pourriez penser que la boule n°10 est entrée toute seule.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là.

Comment la voir ? Voici un bon point de départ : Suivez l'argent.

Aux États-Unis aujourd'hui, l'argent est créé par le système bancaire, qui est dirigé par la Réserve fédérale, qui est dirigée par le gouvernement. L'"impression" d'argent frais fait grimper le prix des actifs, qui sont principalement détenus par les riches.

Plus la Fed crée de dollars, plus les riches s'enrichissent.

Et plus les dirigeants pensent qu'ils ont des fonds illimités pour faire ce qu'ils veulent, plus ils entreprennent de programmes stupides... et plus ils dilapident la richesse réelle.

Les investisseurs soutiennent les entreprises zombies... et achètent des actions de mêmes et des NFTs. Les sociétés empruntent pour faire des fusions et des acquisitions... et rachètent leurs propres actions.

Le gouvernement dépense pour les guerres, les "infrastructures sociales" et le contrôle du climat.

Les déficits et les dettes augmentent... les riches deviennent de plus en plus riches... et l'élite devient de plus en plus corrompue...

Les prix augmentent... l'inflation s'aggrave de plus en plus... et les gens sont de plus en plus en colère...

Et puis, le déclencheur - un hiver froid... un juillet chaud... une faillite à la Lehman. Quelque chose se brise soudainement.

Et l'enfer se déchaîne.

Catastrophe à grande échelle

Les gens perdent confiance - en leurs dirigeants... leurs voisins... leur argent... leurs lois... leur système de gouvernement et leurs institutions...

Et alors, vous n'avez pas seulement un problème financier sur les bras. Pas seulement un crash boursier, non plus. Ni juste une récession/dépression.

Vous avez une catastrophe sociale et politique à grande échelle... le chaos... et un cauchemar hivernal.

Comme la Russie durant l'hiver 1917... l'Allemagne durant l'hiver 1921... l'Argentine dans les années 1970 et 1980... le Zimbabwe de 2005 à aujourd'hui...

... et comme le Venezuela en ce moment.

Déjà, les différences d'opinion sont à peine tolérées. Les gens sont "armés" en prévision d'une épreuve de force.

Imaginez ce que cela pourrait être lorsque la nourriture disparaîtra des rayons des supermarchés... lorsque les gens "frissonneront dans le noir" et que les pompes à essence seront à sec... et lorsque les prix augmenteront de 50%.

Et c'est là que notre "histoire" se termine...

Le décor a été planté. Les acteurs ont appris leurs rôles. L'orchestre est prêt à jouer. Le bar ferme.

Et le spectacle doit continuer.